LA REVUE AFRICAINE DE VÉRIFICATION INTÉGRÉE

AFROSAI

Annuelle

Issue no. 24 Décembre 2021

La Revue Africaine de Vérification Intégrée

Vingt quatrième Numéro Décembre 2021

La Revue Africaine de Vérification Intégrée paraît chaque année en décembre; en trois langues, à savoir l'arabe, l'anglais et le Français. Elle a pour objectif de fournir au personnel des Instituions Supérieures de Contrôle ISC membres de l'AFROSAI divers thèmes techniques et les actualités régionales et internationales en matière d'audit.

Il convient de noter que tous les articles et idées publiés dans la Revue reflètent les points de vue de leurs auteurs et n'expriment pas forcement l'opinion de l'AFROSAI et de son Comité de rédaction.

Le Comité de Rédaction de la Revue invite le personnel des ISC membres de l'AFROSAI à lui envoyer leurs articles, idées et suggestions pour publication dans cette Revue sur les adresses suivantes:

République Arabe d'Égypte
Accountability State Authority

Département Central des
Relations Internationales et des Conférences
Route Salah Salem, Cite El Nasr;
Le Caire – Égypte

Boîte postale: 11789

Fax: 002-02- 24017086 / 24018322

Adresses e. mail:
ircdept@yahoo.com
ircdept@asa.gov.eg

Site de l'ASA:
www.asa.gov.eg

Le Comité de Rédaction de la Revue se constitue de:

Président

L'ISC d'Egypte

Les membres:

L'ISC du Cameroun

La Direction de Communication du Secrétariat Général de L'AFROSAI

L'ISC du Mozambique

Représentant du Sous-Groupe Linguistique (SGL) Anglophone

L'ISC du Côte d'Ivoire

Représentant du Sous-Groupe Linguistique (SGL) Francophone

L'ISC du L'Algérie

Représentant du Sous-Groupe Linguistique (SGL) Arabophone

L'ISC du Kenya

Le Président de la Commission de Gestion et de Partage des Connaissances de l'AFROSAI.

Dans ce Numéro

4	**Première Section**
6	**L'Editorial - La Transformation Numérique et son Impact Sur le Processus d'Audit**
9	**Articles Scientifiques**
10	**L'audit environnemental du point de vue de l'audit du Gouvernement Ethiopien** - L'ISC d'Ethiopie
21	**Contrôle en temps réel: Contrôle numérique avancé** - L'ISC d'Afrique du Sud
32	**Le Cloud Coumputing dans les institutions gouvernementales: Avantages et risques** - L'ISC d'Egypte
45	**L'Audit des Provisions Techniques et Règlementaires et son Impact sur la Solubilité Financière des Compagnies d'Assurances** - L'ISC d'Algérie
53	**Contrôle de gestion et Contrôle interne: quelle différence?** - L'ISC d'Egypte
62	**Comment la profession d'audit se transforme pour relever les défis futures** - L'ISC d'Egypte
69	**Deuxième Section**
70	Actualités des ISC membres de l'AFROSAI
87	Réunions du Conseil des Auditeurs Externes de l'Union Africaine (BoEA)
89	Réunions du COMESA
93	Activités de l'Initiative de Développement de l'INTOSAI IDI
95	Activités de l'AFROSAI WGEA
102	Contribution de l'Agence de Coopération Internationale Allemande GIZ **(P4R) (Partenaires Pour la Vérification) à la Revue: Reconsidération de l'Agenda 2030: Où sont basées aujourd'hui les Institutions Supérieures de Contrôle (ISC)?**
108	**Contribution de l'ARABOSAI: L'Automation du travail de Contrôle et son rôle dans le développement de la performance** - L'ISC du Bahreïn
155	Félicitations aux Nouveaux Présidents des ISC
163	Lamentation des l'Auditeur Général de l'ISC d'Liberia et l'Auditeur Général Adjoint de l'ISC d'Ouganda

Première Section

L'Editorial

La Revue Africaine de Vérification Intégrée

La Transformation Numérique et son Impact Sur le Processus d'Audit "

L'Editorial

Le Conseiller/ Hesham Badawy, Rédacteur-en-Chef de la Revue

H.E Conseiller / Hesham Badawy
President de l'ISC d'Egypte

"La Transformation numérique et son Impact sur Le Processus d'Audit"

Le monde se dirige vers une transformation numérique, qui a entraîné un changement fondamental dans divers domaines, y compris les domaines de la comptabilité et de l'audit, et ceci en fournissant des technologies modernes telles que le Big Data, le Cloud Computing, l'Internet des objets (IOT), la Cybersécurité, les systèmes de paiement électronique et les services numériques.

La transformation numérique est l'un des principaux éléments de motivation pour réaliser le développement durable. Avec le développement des techniques de la transformation numérique, les formes de traitement des comptes des sociétés et des institutions ont changé. Ces techniques ont été utilisées pour enregistrer les transactions, les traiter rapidement et les sécuriser, ce qui a emmené à de nombreuses questions et beaucoup de défis relatifs au processus d'audit, dont les plus importants sont: Quelles sont les qualifications, qui doivent caractériser les auditeurs les méthodologies et les normes d'audit pour s'adapter avec les changements technologiques accélérés? Quel est l'impact de l'application de ces technologies sur le processus d'audit?

Étant donné que les Institutions Supérieures de Contrôle (ISC), lors de la vérification des entités soumises au contrôle, examinent les comptes et les systèmes applicables, y compris le système de contrôle interne comprenant la gestion de l'audit interne, il est impératif que les membres de ces Institutions aient une compréhension et une connaissance approfondie de tous les changements relatif aux instruments de traitement des données, les procédures et les règles directrices de l'audit interne, ce qui leur permet d'effectuer des audits externes avec des mécanismes et des méthodologies et des normes qui conviennent aux changements subis dans les entités auditées. Cela nécessite une connaissance approfondie des auditeurs concernant la façon d'analyser les données qui améliorent la qualité et l'efficacité de l'audit. En plus il est nécessaire de leur donner la formation nécessaire afin d'accroître leur capacité à recueillir et à analyser les données et ceci d'une façon appropriée afin d'atteindre les objectifs de l'audit en obtenant des preuves appropriées et adéquates et suffisantes concernant la validité de l'assurance de la gestion des entités soumises à l'audit et leurs états financiers audités, la détection et l'analyse des écarts et des incohérences, en utilisant ces techniques modernes.

En ce qui concerne l'impact de l'application des techniques modernes sur le processus de l'audit, la disponibilité et l'analyse des données donneront à l'auditeur une compréhension précise de l'entité soumise au contrôle, ce qui ai à améliorer la qualité de l'évaluation de l'auditeur devant les risques inhérents et la réaction des entités soumise à l'audit à fournir un environnement de contrôle efficace et efficient pour limiter ces risques à la limite acceptable. Elle renforce également la capacité de l'auditeur à recueillir des guides de l'audit. Grâce à la technologie numérique, les auditeurs peuvent transformer l'audit manuel en audit numérique, ce qui contribue à l'utilisation optimale des éléments d'audit en réduisant le niveau des risques d'audit, en réduisant les coûts d'audit, en raccourcissant la période d'audit, en consacrant moins de temps aux traitements de routine. La technologie moderne a aussi à

consacrer plus de temps à l'examen et à l'élaboration du rapport, à augmenter le niveau de travail à distance et à renforcer son efficacité, ce qui contribue généralement à promouvoir la progression de la qualité de l'audit et des rapports publiés à cet égard.

Les applications technologiques du processus d'audit permettront d'utiliser des applications statistiques avancées visant à effectuer des analyses statistiques qui ne pourraient pas être effectuées dans le cadre d'un audit manuel. Il est devenu possible maintenant d'effectuer des processus à examen complet des documents au lieu de l'examen par échantillon. Ce qui augmente l'exactitude et la confiance des audits et de leurs rapports en éliminant les éléments qui accompagnaient l'examen total dans le passé tel que les coûts élevés et la durée du temps.

De plus, il y aura la possibilité d'effectuer l'audit en temps réel, ce qui permet de vérifier les transactions organisationnelles en temps réel et de diminuer les risques organisationnels. Et Cela donnera à l'auditeur une plus grande flexibilité concernant la réaction rapide du plan d'audit à tout changement, qui pourrait accompagner l'audit dès qu'il se produit. Ça lui permettra d'annuler les audits les moins importants afin de se concentrer sur les processus qui sont importants, dont la correction dans les systèmes informatiques conduira à ne pas répéter ces opérations. L'audit en temps réel aidera également la gestion de l'entité soumise à l'audit à prendre des décisions simultanées pour améliorer performances sans attendre la fin de l'exercice.

Pour ce numéro de la revue, le lecteur trouvera une partie des contributions des ISC membres de l'AFROSAI, qui traite en détail ces développements technologiques et leur impact sur le processus de la vérification, qui confirme que les membres des ISC sont conscients de l'importance de ces développements technologiques accélérés pour améliorer l'efficience et l'efficacité du processus de vérification dans la réalisation de ses objectifs.

Articles Scientifiques

Article édité

L'audit environnemental du point de vue de l'audit du Gouvernement éthiopien

Rédigé par : Abera Tadesse Eticha

Poste : Instructeur principal, ISC : OFAG (ISC Éthiopie)

Résumé

L'audit environnemental a vu le jour aux Etats-Unis dans les années 1970. Il a été créé dans le but d'examiner la conformité d'une entreprise aux diverses nouvelles lois et réglementations environnementales. Depuis peu, cet audit est utilisé comme un instrument important pour évaluer le système de gestion environnementale, les politiques et les équipements d'une entreprise. L'objectif principal de cette étude est d'expliquer comment l'audit environnemental contribue à l'amélioration et à la préservation de la protection de l'environnement, en respectant le concept de développement durable, à partir du résultat des rapports d'audit du Bureau du Vérificateur général fédéral (OFAG).

La comparaison montre que le Bureau de l'Auditeur général d'Éthiopie (OFAG) ne respecte que quelques-uns des principes de meilleures pratiques des normes internationales. L'OFAG a également effectué des audits environnementaux, certes; néanmoins, le document d'étude montre également les cas du processus d'audit environnemental de l'Éthiopie pour améliorer et préserver la protection de l'environnement et le développement durable. L'on peut donc en conclure que l'OFAG est à la traîne en matière d'audit environnemental. En outre, le présent document examine les défis pratiques et les résultats de l'audit environnemental.
Mots clés: Audit environnemental, audit gouvernemental, Éthiopie.

Introduction:

Les problèmes environnementaux constituent l'un des principaux défis du continent africain en ce XXIe siècle; c'est la raison pour laquelle, de plus en plus, l'attention est portée sur les questions environnementales. Cette situation est principalement due au développement des nouvelles technologies, qui a entraîné une augmentation du nombre d'usines, d'exploitation des minerais solides et du pétrole ainsi qu'un accroissement général des outils de fabrication. La qualité et la richesse des environnements terrestre, marin et d'eau douce ont été polluées et ont ensuite diminué. Par conséquent, nous pouvons affirmer que les nouvelles avancées dans le domaine de l'industrie et de la fabrication constituent les causes profondes de la dégradation de l'environnement au cours des trois dernières décennies. Cette situation a été exacerbée par la croissance rapide de la population, l'urbanisation, la consommation d'énergie, le surpâturage, la surexploitation des terres et les progrès industriels engendrés par la mondialisation.

L'audit environnemental du Bureau du Vérificateur général fédéral (OFAG) se concentre sur les problèmes environnementaux liés à l'eau, à la sylviculture, aux déchets, à la pêche, à l'énergie, à la biodiversité et à l'exploitation minière. (OFAG and AFROSAI-environnemental audit guide line, 2010).

Objectif de la recherche

L'objectif de la présente étude travail vise à examiner comment les techniques d'audit environnemental sont concrètement utilisées en Éthiopie à travers l'étude des expériences et des défis de cet audit. En outre, il explique comment cet audit contribue à l'amélioration et à la préservation de la protection de l'environnement en respectant le concept de développement durable à partir des résultats des rapports d'audit du Bureau de l'Auditeur général fédéral (OFAG).

Hypothèse de la recherche

Contribution of environmental audit = applicability of environmental audit standards + Skill of auditors + sufficient data + Supervision

Il convient de préciser que ce travail est essentiellement basé sur l'audit environnemental du point de vue de l'audit du gouvernement éthiopien.

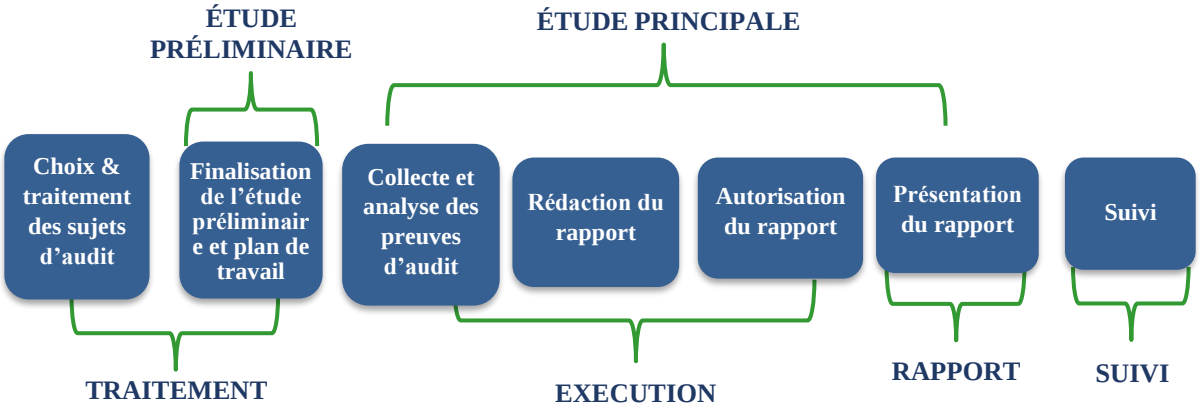
Méthodologie de la recherche

La présente étude utilise une méthode de recherche qualitative, le cas d'étude étant le Bureau du Vérificateur fédéral général (OFAG). Ainsi, l'accent est plus porté sur la qualité plutôt que sur la quantité des mots pendant la collecte et l'analyse des données. En outre, la recherche qualitative est menée dans un cadre naturel et implique un processus de construction d'une image complexe et globale du phénomène d'intérêt (Bryman, 2001). C'est dans cette optique que la recherche qualitative a été utilisée pour cette étude qui consistera en une étude théorique utilisant des données secondaires (Gray, 2004).

Résultats et discussions

Processus d'audit environnemental

En Éthiopie, l'audit environnemental est mené comme un audit de performance axé sur l'environnement. Le processus de cet audit est illustré ci-dessous.



Source: Manuel d'audit environnemental/de performance de l'ISC d'Éthiopie (2016).

Schéma 2: processus d'audit de performance et d'audit environnemental en Éthiopie.

Techniques d'audit utilisées dans l'audit environnemental de l'OFAG

Les différents types de preuves d'audit sont liés à différentes méthodes de collecte de données telles qu'illustrées dans le tableau ci-dessous.

N°	PREUVES D'AUDIT	MÉTHODES
1	Les témoignages	Entretiens Questionnaires Groupes de discussions Groupes de référence
2	La documentation	Examen de documents
		Examen de dossiers
		Utilisation de statistiques existantes
		Utilisation de bases de données/GIS, GPS…
3	Les preuves physiques	Remarques des personnes
		Contrôle des objets
4	Preuves analytiques	Calculs, comparaisons,
		Raisonnements logiques et arguments rationnels

Source: Guide d'audit de performance de l'AFROSAI-E, 2016

Tableau 2: lien entre les preuves et les méthodes d'audit environnemental.

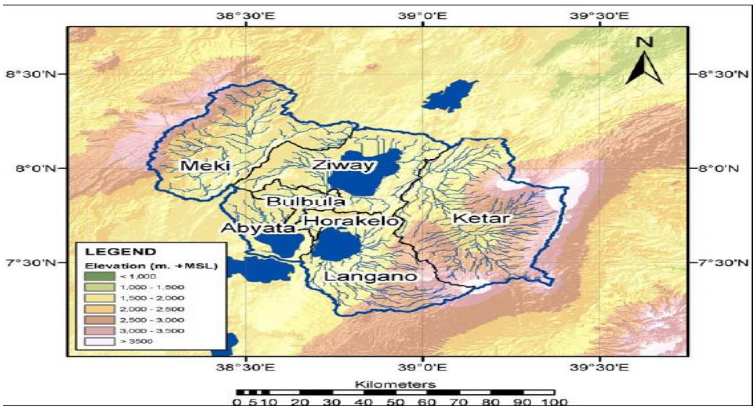
Cas d'audit environnemental dans les lacs de la vallée du Rift en Éthiopie

Le choix des domaines d'audit devrait se faire sans pression extérieure selon des critères de matérialité et d'importance.

Le présent travail s'efforce de présenter l'audit environnemental réalisé dans les lacs de la vallée du Rift de même que ses principaux résultats, observations et ses recommandations, sans oublier l'impact de cet audit dans l'étude.

L'objectif de l'audit est d'examiner si l'autorité de la vallée du Rift contrôle, maintient et réalise des activités de développement dans le bassin versant. Il s'agit des activités axées sur l'utilisation de l'eau, la protection de l'environnement contre la pollution, le contrôle de la déforestation, l'amélioration du boisement, le contrôle de la dégradation des sols et enfin le développement et la protection des êtres vivants dans les lacs. La portée de l'audit sur les lacs de la vallée du Rift s'étend de 2015 à 2017 et concerne la gestion des cinq bassins versants. L'équipe d'audit a été sélectionnée; elle a travaillé sur 3zones de bassins versants, avec l'appui d'autres parties prenantes.

Dans le rapport d'audit, pour votre compréhension de la situation environnementale dans la gestion des bassins versants, la description du site des trois bassins versants est effectuée. Par exemple, les descriptions des bassins versants de Ziway sont les suivantes: superficie de 10740 km^2, altitude de 3700 à 1500 m, précipitations de 1150 mm à 600 mm, grande fragilité, sources d'eau des affluents des rivières Ketar et Meki et densité de population de 150 habitants par km2.



Source: (Jansen et al. 2010)

Schéma 3: Description du bassin versant Ziway

Le bassin versant du lac Hawassa est situé au cœur de la Main Ethiopian Rift Valley (MER). Il a une surface totale de 90 km^2 et une aire de drainage de 1250 km^2.

La profondeur moyenne est de 11m, et le maximum de 22 m. Le lac est situé entre 06058′ à 070 14′ de latitudes N et 380 22′ à 380 28′E de longitudes avec une altitude de 1680 m u.s. Le fleuve Tikur Wuha est le seul flux entrant, n'ayant pas de flux sortant en surface.

A) Résultats sur l'utilisation et la pollution d'eau

La disponibilité de l'eau douce devient un problème mondial crucial. Le présent travail met en exergue la qualité de la composition de l'effluent hospitalier et l'évaluation de l'efficacité des cinq séries d'étangs d'oxydation à l'Hôpital de référence Hawassa, (Simachew, 2008). Il en ressort donc dans l'analyse de cette recherche que les eaux usées des hôpitaux contiennent une concentration plus élevée de micro-organismes, de matières organiques et de nutriments ainsi que la concentration des effluents en nitrate d'ammonium, nitrite, phosphate ; on y note également que le DBO5 et DCO étaient supérieures au niveau admissible de 10 mg/l, 5mg/l, 5mg/l, 10mg/l et 100mg/l, respectivement. Par ailleurs, les bassins d'oxydation n'étaient pas efficaces pour traiter les eaux usées générées par l'hôpital et l'effluent déchargé des bassins peuvent avoir un effet négatif sur le lac récepteur.

La composition chimique des effluents industriels et leur effet sur la survie des poissons et l'eutrophisation du lac Hawassa, au Sud de l'Éthiopie, (Behailu et al.2015).

Dans cette étude, trois effluents d'usines ont été évalués. Ces usines sont des usines de céramique, de textile et de boissons gazeuses.

Les métaux lourds tels que le Zn et le Fe des effluents textiles étaient beaucoup plus élevés que les limites acceptables fixées par l'EPA (2003). On note également des concentrations élevées de sulfure et de sulfate qui ont été trouvé dans les effluents de céramique.

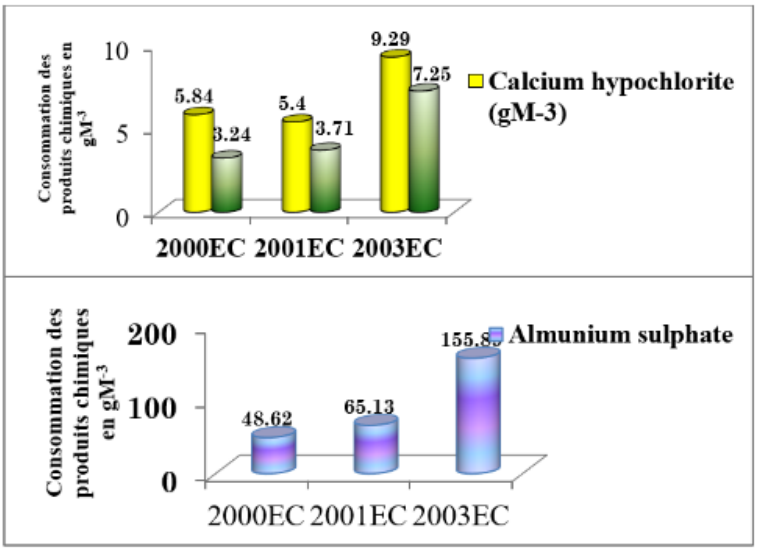
Les résultats d'analyse sur la composition chimique des effluents provenant de différentes sources par rapport à la limite provisoire de rejet en général, montrent que plusieurs paramètres dans les effluents sont bien au-dessus de la limite.

Les expériences du bassin montrent que l'effluent de l'usine textile est potentiellement dangereux pour la survie des poissons.

L'effluent des boissons gazeuses contenait une grande quantité de nutriments qui causent un problème d'eutrophisation dans le lac. Des échantillons d'eau ont été collectés et analysés pour les paramètres physico-chimiques, la demande en oxygène, les nutriments et les micronutriments. Les résultats ont indiqué que les niveaux élevés de TDS, EC, PH, COD, BOD, NO3-, PO43-, Na, Mg, K et Ça étaient au-delà des limites admissibles de l'OMS, de la FAO et des valeurs indicatives de qualité de l'eau de l'US-EPA et que l'eau du lac autour de la ferme devient de moins en moins appropriée à des fins sanitaires.

Source : photo prise pendant la réalisation de l'audit en 2011 : il s'agit des pertes provenant des industries florales déversées directement dans le lac d'Hawassa

L'autre problème dans le bassin versant est le manque d'eau pure en raison des différentes pressions environnementales qui augmentent la demande chimique pour le traitement de l'eau potable (approvisionn



Source : extrait du rapport d'audit 2011

Schéma 4 : utilisation de produits chimiques pour le traitement de l'eau de la ville de Batu. Les dates sont indiquées dans le calendrier éthiopien et correspondent respectivement aux années 2008, 2009 et 2010 du calendrier général.

A) Résultats sur la déforestation et les activités illégales menées sur les ressources naturelles

Au cours de l'audit, il a été donné de constater que la déforestation et les changements climatiques ainsi que la pression exercée par différentes activités ont également affecté la profondeur, la largeur, la quantité et la qualité de l'eau dans les lacs.

Source : Image 2 : Il s'agit du rétrécissement du lac Ziway et Hawassa à partir des données GIS prises pendant l'audit.

En 2009, la zone d'étude montrait que le lac Langano était situé dans la zone CRV 401km2 avec une profondeur moyenne de 29 m, toutefois, au cours de l'audit réalisé en 2017, le lac Langano avait une superficie de 241 km2 et une profondeur moyenne de 17 m. Cette situation est due à la pression exercée autour des lacs telles que les activités menées autour d'eux sans restriction de zone tampon, la déforestation, le ruissellement, etc.

Source : Image 3 : photo prise lors de l'observation en présentiel (2011 C.G) : il s'agit de la déforestation pratiquée autour du lac Ziway.

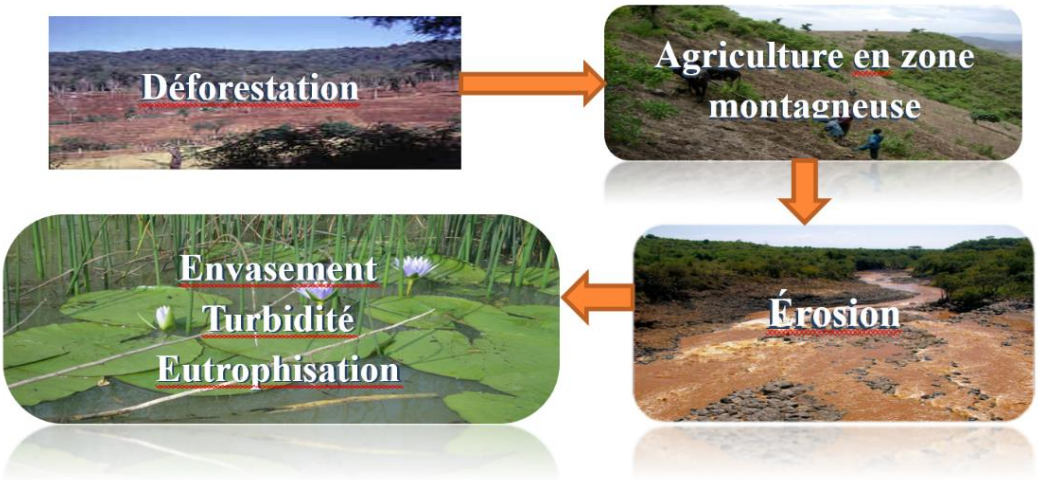


Schéma 5 : Ces problèmes émanent de la déforestation

L'autre problème étudié par les auditeurs est qu'en raison des changements environnementaux, les activités agricoles dépendent de ces sources d'eau, les lacs, ce qui affecte les quantités d'eau dans les lacs.

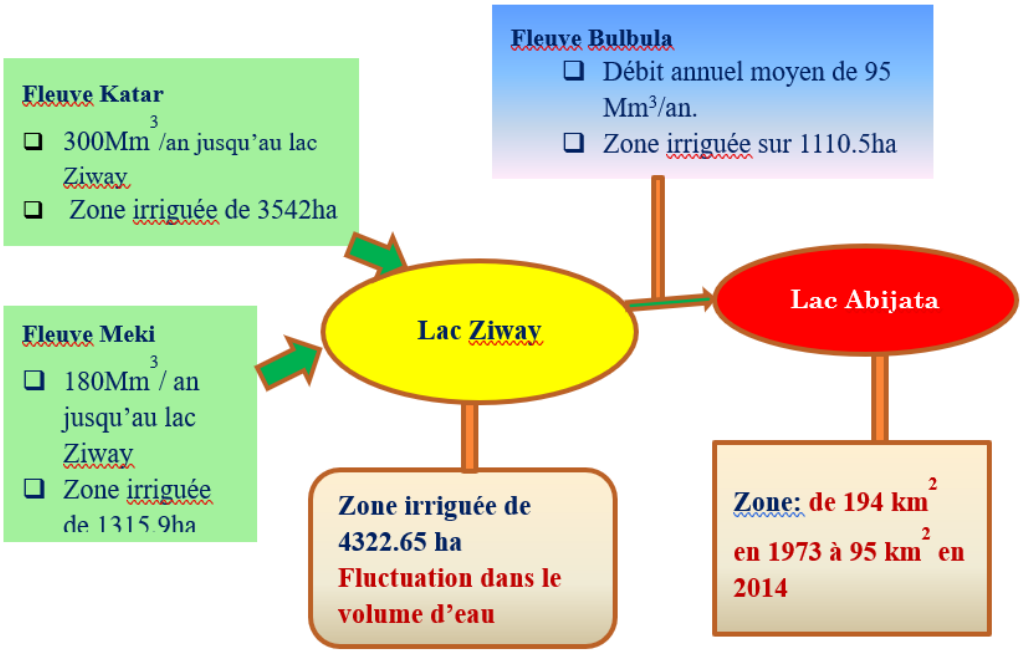


Schéma 6 : L'hydrologie et l'irrigation ont été réalisées dans le bassin versant de Ziway.

Le problème dans le bassin versant provient des pressions anthropogéniques telles que la dégradation des zones humides, la destruction des zones tampons et l'élimination des déchets, qui peuvent également avoir un effet cumulatif important sur la qualité de l'eau du lac.

Source: Image 4 : Personnes en train de mener des activités qui affectent les masses d'eau autour du lac Ziway sans restriction en Éthiopie.

Ainsi, au vue des facteurs ou problèmes susmentionnés, les personnes vivant dans le bassin versant souffrent d'une augmentation du coût du traitement et du prix de l'eau par M3. Ils sont également victimes des conséquences de ces problèmes sur la santé publique, principalement chez les enfants à cause de l'utilisation de l'eau polluée.

année	H_2O production (m^3)	Consommation des produits chimiques & prix			
		$Al_3so_{4\ in\ Kg}$	Calcium hypochlorite (kg)	Poly electrolyte (Kg)	Prix des produits chimiques
2015 G.C	780387	37950	4560	2530	-
2016 G.C	716929	46700	3870	2663	Birr 250,000
2017 G.C	1085020	169150	10085	7864	Birr 2,500,000

Source: Tableau 3: extrait du rapport d'audit 2011: il s'agit de la demande de produits chimiques et analyse du prix du traitement de l'eau potable de la ville de Batu.

Conclusion & suggestion:

En définitive, l'audit a recommandé une gestion saine du bassin versant en amont avec un objectif écologique clair, l'obligation pour les grandes exploitations agricoles d'utiliser des installations d'irrigation modernes comme l'arrosage et l'irrigation au goutte-à-goutte, l'application de la tarification de l'eau (payer pour de l'eau utilisée et les déchets rejetés), l'obligation pour les entreprises à traiter leurs déchets, le boisement et les structures physiques ainsi que l'entretien et la protection des activités dans la zone tampon. Ces principales activités sont recommandées par les auditeurs dans le rapport d'audit en vue d'assurer la connectivité de l'écosystème et le développement durable dans le bassin versant.

Ce travail suggère que, pour améliorer le développement durable, le gouvernement doit mener des recherches sur l'audit environnemental et sur l'écart entre l'engagement et l'action en matière d'environnement; comme la taxe sur les technologies qui contribuerait à remédier aux problèmes environnementaux, l'effet de l'exploitation minière sur l'environnement, l'application des taxes environnementales et la volonté d'assimiler les possibilités de commerce du carbone.

Article édité

Contrôles en temps réel: Contrôle numérique avancé

Keatlegile Ndimande (Cadre supérieur d'assistance technique)
Thabo Ditodi (Cadre supérieur de contrôle de la régularité)
Cour des comptes d'Afrique du Sud

Introduction:

Au fil des ans, l'objectif de la plupart des Institutions supérieures de contrôle (ISC) a été de rester pertinente et de continuer à apporter une valeur ajoutée à leurs parties prenantes dans l'exécution de leurs mandats. En Afrique du Sud, notre ISC a pour mandat constitutionnel de renforcer la démocratie dans notre pays en assurant la surveillance et en veillant sur la responsabilité et la gouvernance. Nos activités visent à renforcer la responsabilité dans le secteur public et à démontrer, à travers la vérification, leur valeur ajoutée.

La transformation du secteur de la vérification dans l'optique de promouvoir la déclaration ponctuelle à travers le contrôle en temps réel et régulier de la gestion des fonds publics a longtemps été considérée comme imminente. Les pressions de la part du grand public qui demande une plus grande responsabilisation du secteur public à son égard, rehaussent les attentes en termes de valeur ajoutée et d'intervention ponctuelle et en temps réel des ISC pour prévenir les pertes de fonds publics. Pour rehausser le niveau de responsabilisation dans le secteur public dans notre pays, notre ISC a préconisé des lignes directrices pour l'accompagnement de la mise en œuvre de mesures de contrôle préventives visant à favoriser la mise en place des trois piliers d'un environnement de contrôle sain notamment - le leadership, la gestion financière et de la performance et la gouvernance.

À notre avis, les contrôles en temps réel offrent des avantages indispensables tels que l'identification et l'élimination en temps opportun des défaillances du secteur public. Le document de recherche de AFROSAI-E intitulé: *la résilience requise de la part des ISC pour combler l'écart des attentes en matière de vérification dans les situations de crise* 2020 (b): (32), définit un contrôle en temps réel comme étant l'aspect « continu » d'un processus de contrôle et

de déclaration régulier. Nous pensons qu'un contrôle en temps réel est une action proactive, qui vise à identifier les défaillances en temps réel afin que les responsables de la gouvernance y remédient immédiatement. En revanche, un contrôle conventionnel ou statutaire est réactif et se concentre sur l'évaluation et la déclaration des opérations après leur réalisation.

Avec l'arrivée de la pandémie de la Covid-19 qui a forcé les gouvernements à déployer, de toute urgence, des mesures d'austérité en faveur des citoyens, il fallait bien évidemment que les principales mesures préventives soient flexibles. Des dépenses énormes devaient être engagées en peu de temps et cela augmentait les risques d'abus et de mauvaise gestion. La fonction de vérification devait donc faire preuve d'une agilité et d'une capacité d'adaptation accrues pour habiliter la rétroaction courante et ininterrompue à contribuer au renforcement de la transparence et de la responsabilité. Le regretté Président de la Cour des comptes d'Afrique du Sud, M. Kimi Makwetu, avait déclaré que: *même en situation de crise, la transparence et la responsabilité en matière de gestion des dépenses publiques, dans l'intérêt des citoyens ne peuvent pas être négligées*.

Le rapport sur *L'avenir du travail du Forum économique mondial publié en octobre 2020 (page 6)* indique que les professions qui courent de plus en plus le risque de devenir obsolètes d'ici 2025 sont, dans une grande mesure, les mêmes que celles qui avaient été identifiées en 2018, à travers une série de documents de recherche sur l'automatisation du travail. Parmi les quelque 34 emplois qui sont de plus en plus menacés par les nouvelles technologies, on peut citer notamment: les agents de saisie des données, les secrétaires administratifs et de direction, les aides comptables, les commis à la comptabilité et les employés du service du personnel, les comptables et les vérificateurs, les ouvriers d'usine de montage, les agents de services commerciaux et les directeurs administratifs.

Avons-nous conscience, en tant que vérificateurs des ISC, de cet environnement en pleine mutation ? Possédons-nous les diverses compétences qui nous permettront de rester pertinents à nos parties prenantes ? Participons-nous également au développement des compétences de la nouvelle génération de vérificateurs ?

Cet article explore les moyens qui nous permettront de renforcer notre pertinence pour nos communautés dans les différents contextes d'une technologie en constante évolution, d'une crise mondiale, de nombreux scandales financiers, d'une corruption croissante et de la demande par le public de solutions en temps réel aux divers défis économiques que connaissent nos sociétés. L'analyse s'appuie sur les résultats du contrôle en temps réel de la gestion des fonds de secours d'urgence de la Covid-19 réalisé par la Cour des comptes d'Afrique du Sud et sur les caractéristiques que l'on peut attribuer à un *vérificateur pertinent*.

Notre expérience des contrôles en temps réel

En avril 2020, le Président sud-africain, M. Cyril Ramaphosa, a annoncé la création d'un fonds de secours de la Covid-19 de 500 milliards de rands. Le fonds avait été mis en place pour répondre à la pandémie sur deux fronts – les services de santé et de première ligne et l'assistance économique et sociale. De manière proactive, notre ISC a pu se rendre compte de la valeur ajoutée essentielle qu'elle pouvait apporter en réalisant des contrôles en temps réel de l'utilisation de ces fonds. La prise en charge de cette mission a créé certains risques et défis pour l'ISC, tels que:

- Les conditions dans lesquelles devaient se réaliser les contrôles étaient difficiles, par exemple: le personnel contrôlé et les membres de nos équipes de contrôle couraient simultanément le risque d'être infecté par la Covid-19. Il arrivait parfois que les bureaux et les

documents ne soient pas accessibles en raison des cas d'infection déclarés. Nos équipes devaient obligatoirement respecter le protocole sanitaire de la Covid-19, pour éviter de nouvelles infections et le télétravail a dû être adopté.

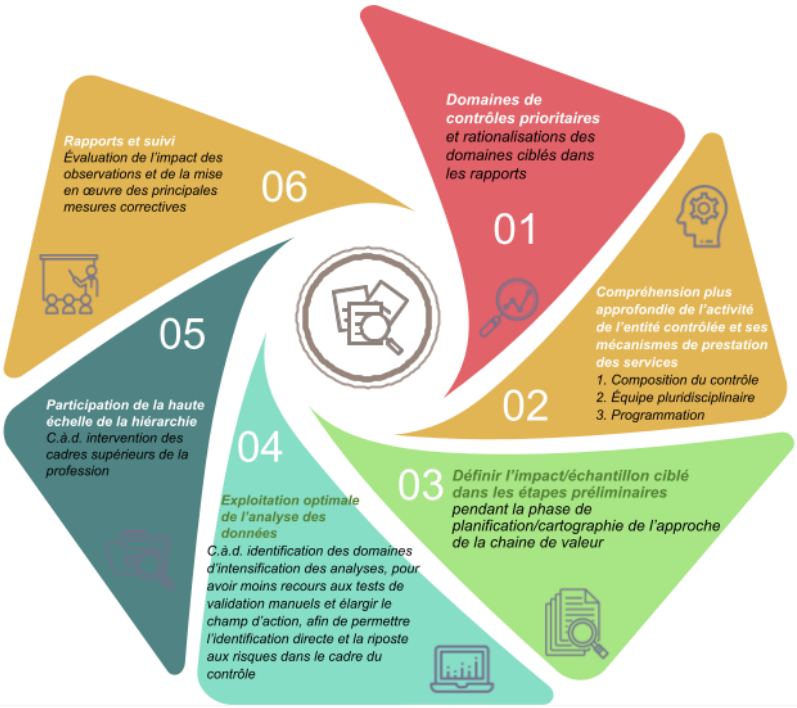
- Les délais prévus pour la réalisation des contrôles en temps réel étaient extrêmement brefs. Par ailleurs, ces contrôles devaient être réalisés parallèlement aux contrôles statutaires normaux et nos ressources se sont avérées largement insuffisantes pour couvrir tous nos besoins.

- L'autonomie de notre ISC était visiblement menacée. La réalisation des contrôles en temps réel peut donner l'impression que les contrôleurs assument les fonctions de gestion de ces programmes d'assistance pour qu'ils fonctionnent mieux. Il fallait donc que notre rôle dans le cadre de ces contrôles soit clarifié à toutes les parties prenantes et formalisé à travers des lettres de mission pour éviter toute ambiguïté.

- La plupart de nos mécanismes et systèmes gouvernementaux n'étaient pas suffisamment préparés pour faire face à une telle crise. Par conséquent, réaliser un contrôle des mesures de secours déployées par le gouvernement, en plein milieu de la pandémie, nécessitait une approche par tâtonnement qui visait à s'assurer que les mécanismes suivis étaient structurés et axés sur les domaines à haut risque et que la qualité du travail n'était pas affectée.

- Étant donné que notre réputation était en jeu, nous étions obligés de vérifier tout au long du processus que le travail était correctement planifié, supervisé et examiné. La disponibilité sans faille de nos dirigeants permettait l'accélération des tâches d'évaluation et de supervision des travaux de contrôle.

La figure ci-dessous illustre la méthodologie qui avait été adoptée pour les contrôles en temps réel.



Méthodologie adoptée pour les contrôles en temps réel. Préparé par Thabo Ditodi et Keatlegile Ndimande

***01 - Domaines de contrôles prioritaires** et rationalisations des domaines ciblés dans les rapports.*

02 - Compréhension plus approfondie de l'activité de l'entité contrôlée et ses mécanismes de prestation des services

1. Composition du contrôle

2. Équipe pluridisciplinaire

3. Programmation

***03 - Définir l'impact/échantillon ciblé dans les étapes préliminaires** pendant la phase de planification/cartographie de l'approche de la chaine de valeur*

04 - Exploitation optimale de l'analyse des données

(C.à.d. identification des domaines d'intensification des analyses, pour avoir moins recours aux tests de validation manuels et élargir le champ d'action, afin de permettre l'identification directe et la riposte aux risques dans le cadre du contrôle.

05 - Participation de la haute échelle de la hiérarchie

(C.à.d. intervention des cadres supérieurs de la profession)

06 - Rapports et suivi

Évaluation de l'impact des observations et de la mise en œuvre des principales mesures correctives

En se basant sur les risques et défis susmentionnés et sur l'expérience acquise pendant la réalisation des contrôles en temps réel relatifs à la Covid-19, nous avons pu identifier les facteurs critiques de réussite suivants, qui peuvent contribuer à la réalisation efficace, par les ISC, des contrôles en temps réel:

- La cohésion entre les autorités ministérielles et les dirigeants politiques est essentielle. Les dirigeants de notre ISC ont engagé de manière proactive des concertations avec nos parties prenantes pour anticiper sur les lacunes et les retards qui pouvaient éventuellement se matérialiser. Tous les acteurs ont collaboré étroitement pour éviter que les contrôles en temps réel ne soient utilisés par les dirigeants comme prétexte pour retarder la prestation de services.
- Le recours à des équipes de vérification multidisciplinaires était essentiel. Les équipes de contrôle étaient composées d'analystes de données, d'enquêteurs scientifiques, de contrôleurs de régularité, de spécialistes de l'éducation, de médecins et d'ingénieurs, entre autres. La participation des plus hauts responsables de notre hiérarchie nous a apporté l'agilité qu'il nous fallait pour réaliser ces contrôles.
- Nous avons su mettre à profit les valeurs, l'éthique et l'impartialité des membres de nos équipes de contrôle. Approfondir nos connaissances sur le fonctionnement des fonds de secours nous a profité dans une mesure inestimable, a facilité les consultations avec nos parties prenantes sur la valeur ajoutée et a permis de faire des recommandations pratiques et applicables en plein milieu de la pandémie.

- La réussite des contrôles en temps réel dépend de la disponibilité de données fiables et précises et de l'utilisation de la technologie. Selon le document de la Banque mondiale sur le rôle des ISC dans la riposte des gouvernements à la Covid-19 (2020: 6), les ISC ne disposant pas de systèmes de contrôle électroniques ou celles dont les systèmes ne sont pas reliés aux systèmes gouvernementaux auront plus de difficultés à réaliser des contrôles en temps réel pendant la pandémie. Le recours à l'analyse des données que nous avons pu obtenir de diverses sources gouvernementales nous a permis de renforcer l'efficacité de nos mécanismes d'évaluation des risques et d'élargir le champ d'action du contrôle, tout en minimisant le recours aux tests de validation manuels. Les gains d'efficacité résultant de l'utilisation de l'analyse des données nous ont permis de couvrir les trois échelons du gouvernement, c'est-à-dire l'échelon national, provincial et local (municipalités).
- La collaboration avec d'autres organismes gouvernementaux, en particulier les administrations répressives, était d'une grande utilité. Diverses agences répressives étaient prêtes et désireuses d'intervenir lorsque nos observations et recommandations les interpellaient. Certains dossiers sont actuellement au stade des poursuites judiciaires, des saisies de biens ont été réalisées et des mesures de recouvrement des biens ont été engagées.

Les principales observations issues de ces contrôles ont remis en exergue les lacunes signalées par le passé. La visibilité de ces lacunes les rendait difficiles à dissimuler et la pression de l'opinion publique sur les responsables de la gouvernance montait pour que des mesures correctives soient immédiatement mises en œuvre.

La tenue des registres médiocre était une lacune commune à plusieurs initiatives lancées par notre gouvernement danse cadre de la riposte à la Covid-19. Cette carence était dû à l'absence, même avant la pandémie, de systèmes informatiques adéquats permettant la récupération facile des informations. Une autre caractéristique commune clé était le manque d'intégration des systèmes gouvernementaux qui ne permettait pas aux administrateurs des entités contrôlées de procéder aux vérifications nécessaires, en interrogeant plusieurs bases de données avant de valider toute assistance pour éviter que des candidats inéligibles n'en bénéficient.

L'une des retombées majeures que l'on pouvait tirer des contrôles en temps réel était le renforcement et l'accélération de la reddition des comptes en matière de gestion des fonds publics. Lorsque des lacunes étaient identifiées, les observations et les recommandations faites étaient appréciées par les dirigeants des entités contrôlées. Dans la plupart des cas, les défaillances des mesures de contrôle qui ont occasionné les déviations et la mauvaise gestion ont été corrigées par le renforcement des contrôles internes.

Contrôleur pertinent

L'on ne pourra jamais assez évoquer la valeur intrinsèque et les bienfaits des contrôles en temps réel. La quatrième révolution industrielle a entraîné la transformation radicale des méthodes de gestion des entités pour une prestation de services plus efficace, non seulement dans le secteur privé, mais aussi dans le secteur public. L'époque où les contrôleurs étaient inondés de documents qui ne leur permettaient pas de réaliser des analyses approfondies et perspicaces est désormais révolue. La demande de l'approche de contrôle historique a considérablement reculé, en raison du fait que les utilisateurs exigent désormais une approche de contrôle proactive, futuriste et en temps réel.

Les progrès de la technologie, les fluctuations de la conjoncture économique et la nécessité de mieux se préparer à d'éventuelles crises, comme l'a démontré l'impact de la Covid-19, sont des arguments convaincants en faveur pertinente, qui offre des réponses et des solutions complètes aux problèmes économiques actuels et futurs.

En tant que les garants de la responsabilité dans le secteur public, les ISC ont tout intérêt à évoluer en permanence, si elles veulent rester en phase avec les dernières avancées technologiques et avoir à leur disposition les compétences et l'expertise nécessaires pour s'adapter aux environnements en constante mutation de leurs clients. Il est également important que nos méthodes de travail se transforment, afin que nous soyons plus efficaces et agiles, sans pour autant perdre de vue la valeur ajoutée que nous devons offrir à nos clients.

L'éthique et l'intégrité restent l'épine dorsale de chaque ISC. Il est donc essentiel que les employés des ISC continuent de sensibiliser et de partager leurs connaissances sur les défis éthiques et les solutions appropriées, afin que les professionnels du domaine du contrôle soient tous sur la même longueur d'onde. En tant que ISC, nous devons être ouverts et encourager le dialogue franc et honnête sur les défis auxquels nous sommes confrontés dans notre métier.

Les auditeurs doivent continuellement se recycler dans tous les aspects de leur profession, afin de rester pertinents. La culture de la lecture et de l'apprentissage perpétuels doit d’abord être ancrée en nous-mêmes en tant qu'individus, avant qu'elle ne devienne la culture de l'organisation.

Conclusion et perspectives d'avenir.

De toute évidence, la profession est en pleine mutation et la pertinence et la valeur ajoutée de nos ISC sont remises en question. La façon dont les ISC ont réagi ou n'ont pas réagi à la pandémie de la Covid-19 démontre à quel point elles sont suffisamment agiles pour s'adapter à l'évolution de l'environnement ou resteront stagnantes au risque même de devenir des institutions obsolètes.

En tant que ISC, nous avons démontré que les contrôles en temps réel sont faisables et avons montré la valeur qui réside en de tels contrôles. La question clé qui se pose pour chacun de nous dans la profession est de savoir si nous sommes prêts ou si nous nous préparons encore pour ce changement majeur qui interviendra dans la façon dont évoluera le processus de contrôle dans un avenir proche. Si vous êtes un leader ou un cadre dans votre ISC, avez-vous créé un environnement qui prépare le professionnel de contrôle d'aujourd'hui et celui qui est en phase de le devenir à remplir les fonctions du *contrôleur de demain ?*

Bibliographie:

1. AFROSAI-E. 2020 (a). *Guide de poche pour les institutions supérieures de contrôle: réflexion sur les réponses aux situations de crise*. Disponible sur: https://afrosai-e.org.za/wp-content/uploads/2020/11/Pocket-Guide-for-SAIs_Considerations-for-Responses-to-Disasters.pdf (consulté le 20 octobre 2021).
2. AFROSAI-E. 2020 (b). *Résilience des ISC pour combler l'écart d'attente des contrôleurs en période de crise: le cas des ISC subsahariennes pendant la pandémie* de la Covid-19 disponible sur (consulté le 18 octobre 2021)
3. Banque Mondiale. 2020. *Rôle des institutions supérieures de contrôle (ISC) dans la réponse des États à la Covid-19: situation d'urgence et post-urgence*. Washington, DC: Banque Mondiale. Disponible sur: https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33901/COVID-19-Role-of-Supreme-Audit-Institutions-SAIs-in-Governments-Response-to-COVID-19-Emergency -and-Post-Emergency-Phases.pdf?sequence=5 (consulté le 20 octobre 2021)
4. Zahidi S., Ratcheva V., Hingel G. et Brown S. 2020. *Rapport sur l'avenir du travail, octobre 2020*. Genève: Forum économique mondial. Disponible sur: https://www3.weforum.org/docs/WEF_Future_of_Jobs_2020.pdf (consulté le 19 octobre 2021)

Article édité

Le Cloud Computing dans les institutions gouvernementales (Avantages & risques)

Rédigé par: Ayman Ismail Mohamed, Comptable
L'ISC d'Égypte

Introduction:

Depuis peu, l'on note que la plupart des institutions, gouvernementales en l'occurrence, s'appuient sur le développement technologique dans le domaine pratique. L'exemple le plus marquant est celui des « services du cloud computing » qui ont un impact sur les performances des institutions, précisément compte tenu de l'accroissement spectaculaire et accélérée du volume des données stockées dans les administrations. Ce service nécessite la mise à disposition d'une énorme infrastructure de haute qualité dans le stockage et le traitement des données et c'est pour cette raison que l'on observe une augmentation de coûts et investissements dans ce domaine. Par ailleurs, Il faut faire preuve de discernement dans l'utilisation du service et ajuster les mécanismes de son utilisation aux problèmes liés à la fiabilité, à la confidentialité et à la sécurité des informations stockées dans le cloud sur Internet. Il s'agit là d'une préoccupation pour les institutions, surtout gouvernementales; en effet les données et les informations détenues par ces institutions sont privées et confidentielles, étant donné qu'elles contiennent des données et des informations relatives aux citoyens, aux affaires publiques, etc.

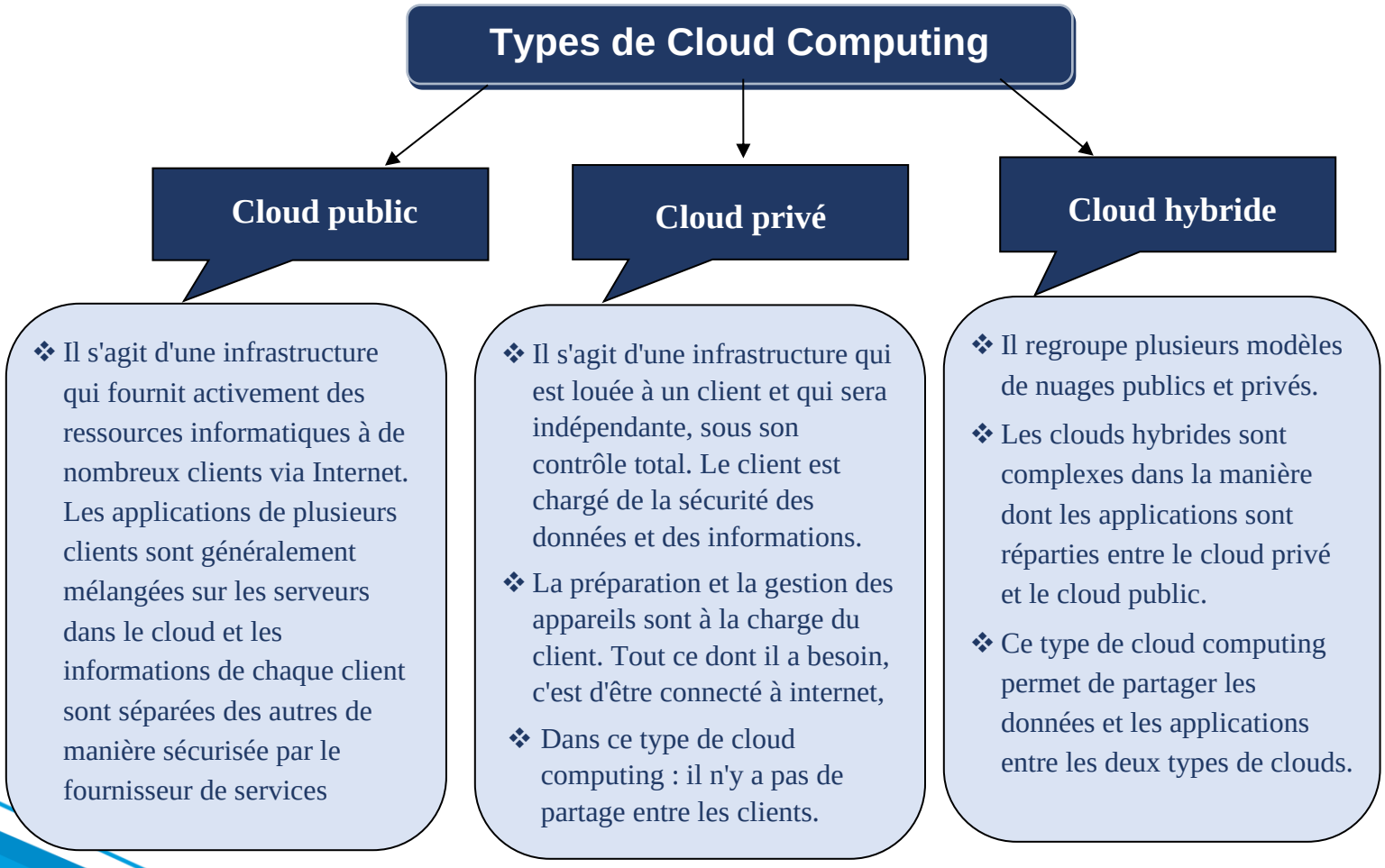
Cette situation impose une plus grande restriction et un contrôle plus strict de l'utilisation de cette technologie, d'où l'importance de la gestion du cloud computing pour les institutions gouvernementales. Le présent article vise à clarifier certains concepts sur le cloud computing, leurs caractéristiques et les défis auxquels les entreprises peuvent faire face dans l'utilisation du service. Par la même occasion, il voudrait apporter une piste de solution pour relever ces défis. Il est donc question d'établir des contrôles clairs et un cadre régissant l'utilisation dans les institutions gouvernementales, à la lumière de l'adoption croissante des TIC.

Cloud Computing (1):-

Il s'agit d'un énorme groupe de ressources et de systèmes informatiques situés dans des centres de données, disponibles à tout moment via Internet. Ils fournissent de nombreux services

informatiques intégrés sans être limités aux ressources locales dans le but de faciliter la tâche à l'utilisateur (qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une entreprise) par le biais d'une interface simple qui ne prend pas en considération un grand nombre de détails techniques. Ces ressources comprennent l'espace pour le stockage des données, la sauvegarde et l'auto-synchronisation ainsi que les capacités de traitement des logiciels et la planification des tâches, etc.

Cette situation impose une plus grande restriction et un contrôle plus strict de l'utilisation de cette technologie, d'où l'importance de la gestion du cloud computing pour les institutions gouvernementales. Le présent article vise à clarifier certains concepts sur le cloud computing, leurs caractéristiques et les défis auxquels les entreprises peuvent faire face dans l'utilisation du service. Par la même occasion, il voudrait apporter une piste de solution pour relever ces défis. Il est donc question d'établir des contrôles clairs et un cadre régissant l'utilisation dans les institutions gouvernementales, à la lumière de l'adoption croissante des TIC.



Les modèles de cloud computing (2,3):-

On peut classer le cloud computing sous trois formes en fonction des options disponibles pour le fournisseur de services et du besoin du client qui veut le service. Ces formes se présentent comme suit:

1- Le logiciel en tant que Service (SaaS):

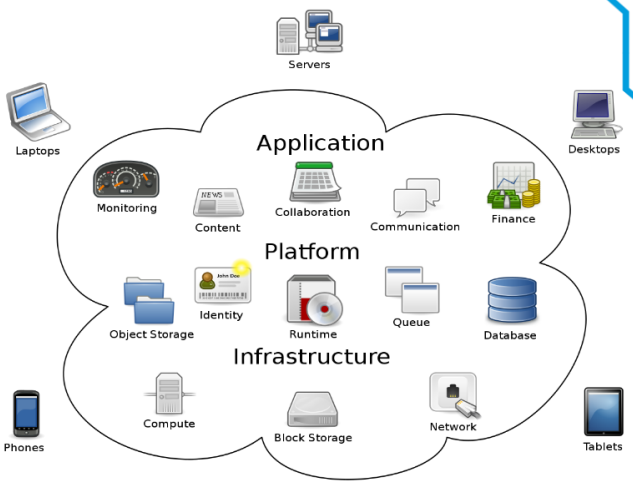
Considérée comme la plus célèbre, cette forme permet aux utilisateurs d'exécuter des applications à distance. L'utilisateur se charge uniquement de configurer les paramètres et d'attribuer le service en fonction de ses besoins.

2- La plateforme comme Service (Pass):

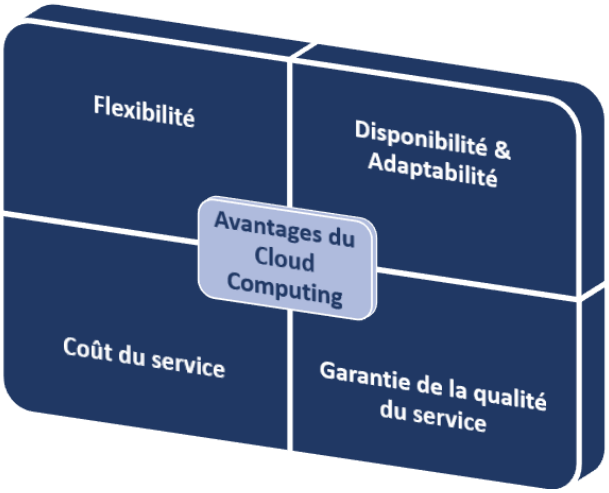
Les clients se contentent de développer, d'installer et de gérer leurs propres applications et données, tandis que le fournisseur de services gère les autres aspects opérationnels tels que: le système d'exploitation, les réseaux, la sauvegarde et la protection. Cette forme de service est moins coûteuse que l'utilisation d'une infrastructure en tant que service.

3- L'infrastructure comme Service (Lass):

Le client est responsable de la fourniture de l'infrastructure informatique soit par achat ou par location. Par ailleurs, le fournisseur de services est chargé de la gestion du réseau et du serveur.



Le graphique montre ce qu'est le cloud computing. (Via Internet)



Défis du Cloud Computing:-

Malgré les avantages et les multiples privilèges du service, un certain nombre de défis restent à relever, notamment:

- **Les performances:**

Elles représentent le plus gros problème car les données sont énormes et la fourniture de services peut être moins performante qu'escomptée.

- **La sécurité et la confidentialité:**

Certaines entreprises restent préoccupées par la sécurité lors de l'utilisation du service, précisément lorsque les informations sont très importantes et que les sources de technologie de l'information sont hors du pare-feu; bien que les fournisseurs de services suivent les politiques de normes de sécurité.

- **Le contrôle:**

Certaines entreprises s'inquiètent du fait que les fournisseurs de services aient le contrôle total des plates-formes et ne conçoivent généralement pas de plates-formes spécifiques pour chaque entreprise et ses pratiques commerciales.

- **Les coûts du taux de transfert des données:**

Les entreprises, grâce à ce service, peuvent économiser de l'argent gaspillé sur les appareils et programmes. Elles peuvent également se permettre des frais de taux de transfert de données plus élevés pour le réseau, considérablement plus élevé pour les applications de données denses.

- **La précision et la fiabilité:**

Ce service n'offre toujours pas une fiabilité permanente 24 heures sur 24. Il y a eu quelques cas où les services informatiques ont connu des pannes pendant quelques heures.

Dans ce contexte, la **République arabe d'Égypte** joue un rôle influent et efficace pour faire face à ces défis et les réduire, car l'État égyptien est en mesure d'assurer le plus haut niveau de protection du trafic de données grâce à des stations d'atterrissage de câbles sous-marins en Méditerranée et dans la mer Rouge, qui sont reliées à plusieurs routes terrestres traversant le territoire égyptien. Le réseau redirige le trafic international de données d'une route à l'autre lorsque cela est nécessaire, avec un haut niveau de flexibilité et une grande vitesse d'interchangeabilité à 50 millisecondes maximum. Cette capacité s’explique par l'essor technologique qui s'est produit récemment dans le domaine de la technologie en Égypte.

Aujourd'hui, l'Égypte est devenue l'un des centres de pouvoir en raison de sa position distinguée en tant que centre numérique mondial reliant les continents du monde entier et de l'exploitation optimale des solutions d'infrastructure de réseau fournies par le gouvernement égyptien qui se caractérisent par le temps de transfert de données le plus bas ainsi que par son plus haut niveau de flexibilité dans les réseaux et la multiplicité des routes du trafic international à travers la Méditerranée.

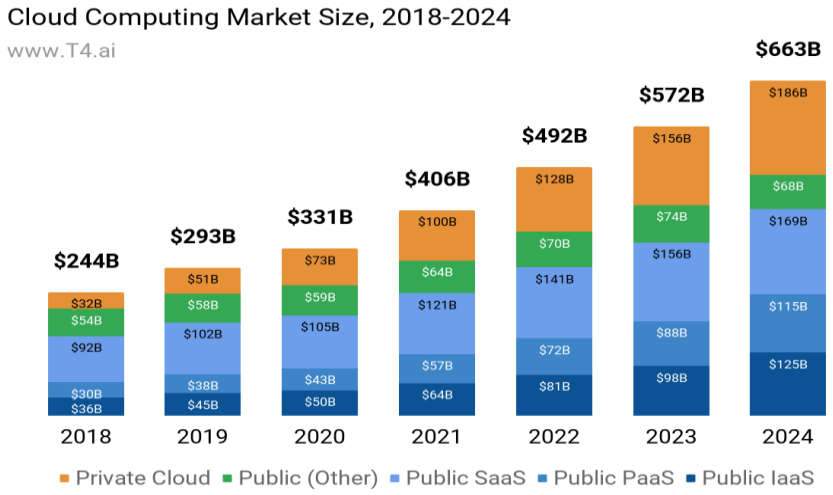
L'Égypte est devenue l'un des plus grands centres de passage de câbles sous-marins pour la transmission d'Internet car elle détient 17 câbles « représentant 17% de tous les câbles sous-marins dans le monde » qui y passent, ce qui la place au deuxième rang après les États-Unis d'Amérique (USA) en termes de nombre de câbles qui y passent. En outre, l'Égypte jouit d'une position géographique unique qui en fait le point de rencontre idéal dans le domaine des câbles internet sous-marins dans le monde et est considérée comme le lien le plus court entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe. De plus, l'Égypte s'efforce constamment de rester le leader dans ce domaine en développant et en diversifiant son infrastructure à plusieurs niveaux, ainsi qu'en investissant dans la construction de nouveaux systèmes et solutions de mise en réseau pour répondre à la demande mondiale croissante de capacités internationales, et pour maintenir le plus haut niveau de disponibilité et de protection.

Le graphique montre la plus longue route de câbles sous-marins sous la supervision de la Fondation 2Africa, à laquelle l'Égypte s'est jointe récemment.

(lu en novembre 2021).

Le développement du marché du Cloud Computing:-

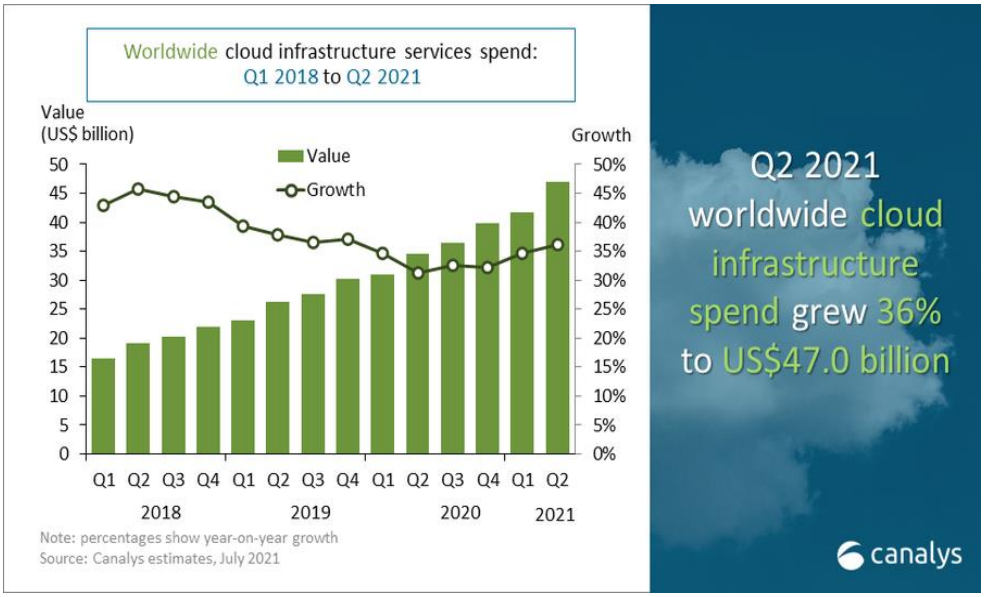
Le diagramme suivant présente le développement du marché du cloud computing:



Le graphique montre le développement survenu dans le marché du cloud computing (via Internet; t3.ai)

(lu en novembre 2021).

Les dépenses liées à l'infrastructure du cloud ont augmenté dans le monde entier compte tenu du développement de ce service. Voir le diagramme suivant:



Le graphique montre les dépenses mondiales en infrastructure du cloud computing (via Internet; selon Canalys)

Qu'est-ce que l'audit dématérialisée (cloud audit) ?

Le cloud audit est un contrôle périodique visant à évaluer les performances du fournisseur et à déterminer la qualité des performances afin de respecter les normes appliquées et les meilleures pratiques.

Pour réaliser le cloud audit, la Cloud Security Alliance (CSA)[1] apporte un ensemble de directives et d'instructions d'audit à suivre, qui sont considérées comme des outils de base pour évaluer et améliorer l'audit complet du cloud.

Le concept de cloud audit renvoie aux caractéristiques qui ont été développées par CSA en 2019 pour présenter les informations dont le fournisseur de services aura besoin pour traiter les cadres de contrôle. L'objectif de l'audit est d'élaborer une méthode qui met les données de performance et la sécurité des fournisseurs de services informatiques à la disposition des clients potentiels.

Comment réaliser un cloud audit ?

Le cloud audit est similaire à un audit informatique. Les deux examinent une variété de mesures opérationnelles, administratives, de sécurité et de performance en se focalisant sur les nuances du cloud.

Les audits de systèmes de cloud computing ont pour but de prouver que le fournisseur de services utilise les meilleures pratiques et respecte les normes appropriées dans sa prestation de services.

Le fournisseur de cloud fournit de nombreuses ressources en tant que service à la demande. Les audits permettent de s'assurer que ces offres sont fournies en accordant une attention appropriée à des contrôles spécifiques, en particulier ceux qui incluent des politiques de sécurité et de gestion des risques.

1) CSA est la principale organisation mondiale qui se consacre à la définition et à la sensibilisation des meilleures pratiques afin de garantir un environnement de cloud computing sécurisé.

Pour réaliser efficacement un cloud audit, il convient de suivre les étapes de base suivantes:

1-	**Collecte des preuves**	Rassembler les documents et les preuves pertinents, tels que les captures d'écran.
2-	**Entretiens**	Demander au personnel du fournisseur de cloud comment celui-ci fonctionne et assure ses services. La CSA propose des questions et des listes de contrôle pour le cloud audit qui peuvent être utiles aux auditeurs externes et internes.
3-	**Analyse**	Examiner dans quelle mesure les processus du fournisseur est conformes aux mesures de la CSA et de l'ISACA.
4-	**Compilation des résultats**	Combiner l'analyse avec les preuves provenant de la documentation et des interviews dans des documents de travail qui sont utilisés pour rédiger un rapport final et des recommandations.
5-	**Rédaction d'un rapport final**	Le soumettre à la direction de l'organisation, généralement lors d'un briefing d'audit formel.
6-	**Prise de mesures**	La direction fixe des dates pour les réponses aux actions recommandées et désigne une équipe pour répondre au rapport d'audit.

Le cloud computing dans le cadre de la gestion d'entreprise

La gestion d'entreprise est le système par lequel les activités des institutions sont dirigées et contrôlées au plus haut niveau dans le but d'atteindre leurs objectifs et adhérer aux normes nécessaires de responsabilité, d'intégrité et de transparence.

La gestion du Cloud Computing découle de la gestion d'entreprise, des normes et des contrôles et s'inscrit dans le cadre de la gestion informatique.

Tous les employés de l'entreprise doivent comprendre et accepter leurs responsabilités concernant le service informatique et considérer les avantages et les opportunités

qu'il offre et ne pas négliger les risques de ce service à court et à long terme. En outre, il est nécessaire de définir une stratégie claire et fiable qui va en droite ligne avec la stratégie de l'entreprise. La confiance que l'entreprise met dans le service doit correspondre à ses besoins et contribuer à la prise de décisions claires et transparentes. De plus, la gestion exige un haut niveau de qualité et de compatibilité avec les cadres juridiques, législatifs et réglementaires afin de garantir l'utilisation légale de cette technologie pour réaliser ses privilèges et éviter ses risques.

Un ensemble de contrôles doivent être effectués pour parvenir à une bonne utilisation du service au niveau de l'entreprise précisément au niveau des départements gouvernementaux ce qui contribue à une bonne gestion informatique.

Contrôles de bonne gestion du cloud computing:-.

1- Sécurité du Cloud Computing;
2- Applications Internet utilisées;
3- Risques d'accidents et de catastrophes;
4- Segmentation, classification et cryptage des données;
5- Gestion du Cloud Computing.

Exigences en matière de gestion du Cloud Computing gouvernemental:-

La gouvernance des services de Cloud Computing est soumise à un ensemble d'exigences notamment:

1- Établir une politique gouvernementale pour le cloud computing:

Les institutions gouvernementales doivent mettre sur pieds une politique et une stratégie gouvernementale claire visant à atteindre la meilleure utilisation du service et cette politique doit se concentrer sur un ensemble d'objectifs:

- Des normes doivent être définies pour l'octroi de licences aux fournisseurs de services, basées sur la fourniture de la sécurité et de l'intégrité des données lors de leur stockage ou de leur transfert.

- Un partenariat réunissant des experts en informatique et des institutions du secteur public doit être mis en place afin de définir les exigences en matière de gouvernance et d'utilisation sûre du service.
- Des conditions strictes qui établissent un lien entre le fournisseur de services informatique et les institutions gouvernementales bénéficiaires doivent figurer dans les contrats par mesures de précaution.

2- Créer un organe de gestion du cloud computing:

Les institutions qui travaillent pour le service doivent mettre en place un organe de gestion dont le rôle principal est d'organiser, de développer et d'exploiter le service ainsi que de fixer les normes et les règles de régulation dans l'optique d'éviter les difficultés auxquelles les institutions peuvent être confrontées, que ce soit en termes d'utilisation du service ou de relation avec les fournisseurs de services. Cet organe est nécessaire pour plusieurs raisons, notamment:

- La sécurité des données: confidentialité, vie privée et accès approprié aux données.
- Le lieu de stockage des données: l'incapacité à déterminer avec précision le lieu de stockage par le fournisseur de services; ce qui est un risque pour la sécurité de l'information et la confidentialité des données.
- La concurrence: les fournisseurs de services sont en concurrence entre eux pour fournir le meilleur à des prix compétitifs; ou alors l'un d'entre eux détient le monopole du service avec une qualité inférieure.

3- Établir une infrastructure gouvernementale pour le cloud computing:

S'en remettre au fournisseur pour tout ce qui porte sur l'utilisation du service, précisément en ce qui concerne le stockage des données, la nature particulière des données et des informations détenues par ces institutions; ce qui est considéré comme un risque découlant de l'utilisation de ce service par les institutions gouvernementales.

Elles doivent donc fournir une infrastructure caractérisée par la sécurité et la qualité en termes de centres de données, de matériel, de logiciels, d'applications pour l'accès, le traitement, l'échange de données, l'adoption du cloud computing privé.

4- Mettre en place une politique de formation des ressources humaines par rapport à la gestion du cloud:

Les employés doivent être formés à l'utilisation et à la gestion efficace et efficiente du service, afin d'atteindre les objectifs d'utilisation souhaités et d'éviter les risques probables qui sont liés à la confidentialité des données et à la vie privée.

Conclusion:-

Le développement technologique est un facteur essentiel dans l'amélioration des performances, des organisations et l'accroissement de leur efficacité et de leur efficience. Cependant, il peut se Produire des risques concernant la sécurité, la confidentialité des données de l'organisation sans oublier tous les risques probables qui se produisent par le piratage des systèmes de l'organisation. Par conséquent, les organes de gestion spécialisés doivent établir des normes et des réglementations dans le but d'obtenir les plus grands privilèges dans l'utilisation des technologies de l'information. Ces normes seront également mises en application auprès des services et techniques technologiques et seront éventuellement appliquées à l'informatique dématérialisée, car elles présentent des techniques avancées et développées.

Ressources:-

- (1) Amazon Web Service, https://aws.amazon.com/what-is-cloud-computing/, lu le 29 novembre 2021.
- (2) Deloitte Development - 2014.
- (3) IBM, https://www.ibm.com/eg-en/cloud/learn/cloud-computing, Sai Vennam, Cloud Computing, 18 août 2020.
- (4) TechTarget, https://searchcloudsecurity.techtarget.com/definition/CloudAudit, Paul Kirvan, Cloud Audit, novembre 2021.
- (5) Dr. Adnan Moustafa, Arab Informatics Supervisors Association, 1er mai 2020.
- (6) Jeams, K. Trala &. (The use of cloud computing securely) 2014.
- (7) Jol, Steven. (Towards a cloud computing evaluation & governance framework) Université de Utrecht, Pays bas. 2014.

Pour plus d'informations, confère:

- (1) Cloud Security Alliance.
- (2) Cloud Computing – Chartered Institute of Internal Auditors.
- (3) ICAEW "Institute of Chartered Accountants in England & Wales" – How to audit the Cloud.
- (4) Linford.com "CPA Firm" – (Cloud Audits & Compliance).

Article traduit

L'Audit des Provisions Techniques et Règlementaires Et son Impact sur la Solubilité Financière

Rédigé par: M. Djalal TOUITOU; Magistrat, Chambre territoriale de Béchar, Cour des Comptes Algérienne

L'audit des compagnies d'assurance est considéré comme l'une des exigences des normes internationales de solvabilité financière1 puis la solvabilté2 qui ont été établies par les marchés européens respectivement en 2002 et 2009[1], et ce, pour renforcer la situation financière des sociétés d'assurance et leur capacité à faire face à leurs obligations.

Par ailleurs, et afin que les états financiers des sociétés d'assurance reflètent honnêtement la réalité de leur situation financière, un ensemble de normes a été établie. Ce dernier définit les mécanismes d'enregistrement comptable des différentes opérations d'assurance et cela à travers les normes comptables internationales IFRS et IAS. Par ailleurs, l'IFRS17 est la véritable norme destinée aux contrats d'assurance, que l'auditeur peut adopter et utiliser comme une référence pour accomplir sa mission.

En 2005, L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et en coopération avec le fonds de pension, a établi les principes de surveillance et de contrôle des sociétés d'assurance. Egalement, L'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (ACAM) a été établi en octobre 2007, son premier rapport sur les principes de base de la gouvernance dans les sociétés d'assurances, pour développer les principes spécifiques à ce secteur dans le domaine du contrôle et de la solvabilité, à l'instar de ce qui a été fait par l'Association Internationale des Contrôleurs d'Assurance (IAIS).

La solvabilité financière d'une compagnie d'assurance est exprimée par la capacité de faire face à ses obligations financières futures, ce qui la rend capable de garantir en permanence, par ses propres ressources, le paiement des obligations nées de l'activité d'assurance et de réassurance.

L'importance de l'audit des provisions se définit par la protection de l'intérêt des parties prenantes, en respectant les exigences légales et réglementaires

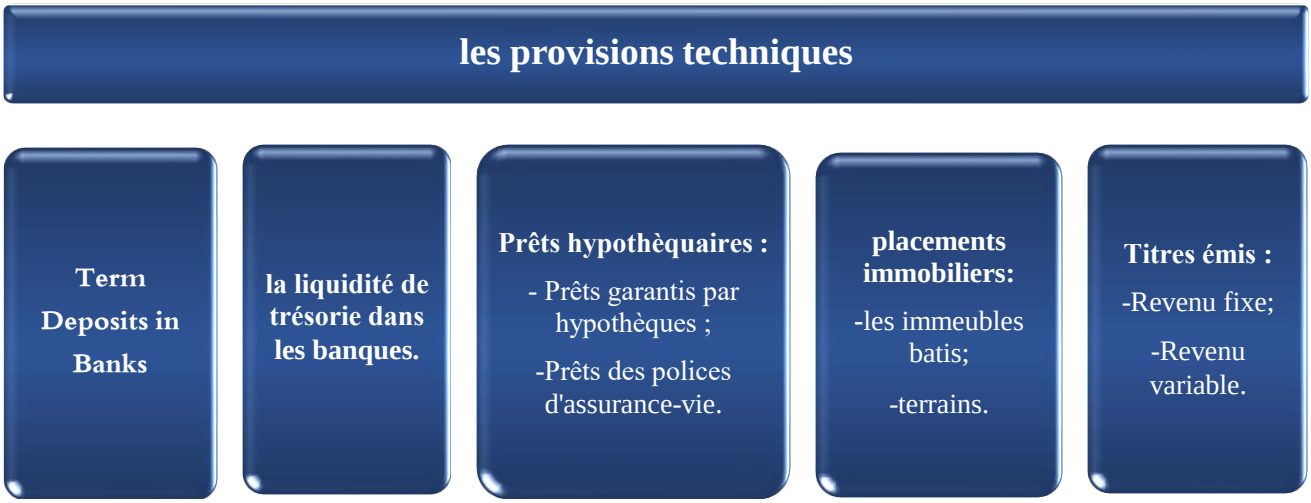
1) LAURE DREYFUSS Marie, la directive Solvabilité 2, Éditions L'Argus de l'assurance, 2012, p6.

afin d'atteindre une solvabilité financière fiable. Cependant, des études récentes ont prouvé l'existence des provisions sans investissement réel.

Cependant, les provisions techniques et réglementaires jouent un rôle important, plutôt un rôle principal, dans l'atteinte de la solvabilité financière des compagnies d'assurances. A cet effet, l'audit de ces provisions est la clé de réussite de toute mission d'audit des compagnies d'assurances du fait de l'interdépendance et de la complexité de ces provisions, à partir de la façon dontelles sont établies et à la façon dont elles sont utilisées.

- **La représentation des provisions techniques:** Il s'agit de choisir les actifs appropriés pour faire face à ces provisions, à travers la liquidité auprès des banques et les soldes de trésorerie, elles les investissent, aussi, dans des dépôts à terme auprès de banques, des investissements en valeurs transférées par la possession de titres et des investissements immobiliers dans le but de les posséder ou de les vendre, en plus des prêts hypothécaires, en tenant compte des principes de base de liquidité, de sécurité et de rentabilité des investissements[2].

La figure ci-dessous présente le champ des provisions:



2) KRACH Houssem, op, cit, p. 54 et 55.

Source: KRACH Houssem, Vers une proposition d'un modèle de normes de solvabilité dans les compagnies d'assurance algériennes à la lumière des expériences de certains systèmes internationaux, mémoire pour l'obtention d'un magister en sciences économiques, Université Farhat Abbas, Sétif, 2014, p. 56.

- **Provisions et Précautions**

- **Les provisions**: Elles sont considérées comme des obligations de la compagnie d'assurance et un droit des assurés. Elles ne sont pas considérées comme un droit des actionnaires. c'est-à-dire un coût du chiffre d'affaires total de la société.

- **Les précautions:** Elles dépendent du résultat de l'activité de la société à la clôture de **l'exercice**, constituées uniquement dans le cas de réalisation d'un bénéfice car il s'agit d'une déduction sur le résultat net de l'entreprise. Elles sont considérées comme un droit des actionnaires.

- **Tableau 01:** les principales différences entre les provisions et les précautions

Les provisions	Les précautions
✓ Un droit des assurés. ✓ Une obligation pour l'entité. ✓ Elles sont indépendantes du résultat de la société (elles sont élaborée même lorsque l'entreprise réalise une perte). ✓ Une charge sur les revenus.	✓ Un droit des actionnaires. ✓ Une partie du capital détenu par l'entité. ✓ Elles sont dépendandantes du résultat de l'entreprise (elles sont élaborées uniquement dans le cas où l'entreprise réalise un bénéfice) ✓ Une charge sur les bénéfices

Source: TANAA Mohamed Tuaima, Comptabilité des sociétés d'assurance, cadre théorique et application pratique selon les dernières normes comptables pour les sociétés d'assurance et de réassurance, ITRAK pour l'édition et la distribution, Le Caire, Égypte, première édition, 2002, page 43.

Les provisions constituées par les compagnies d'assurances varient entre des provisions constituées par les compagnies d'assurances sans aucune obligation règlementaire et des provisions constituées par une obligation réglementaire.

A- Les provisions techniques: Elles sont des provisions qui répondent aux besoins de l'assuré afin de faire face à l'avenir à ses engagements envers l'assuré ou le bénéficiaire. Elles sont soumises à des règles techniques dans leur évaluation et représentent environ **70 à 80** % du total passif [3].

1- **La provision pour risque en-cours (PREC):** Cette provision est constituée pour couvrir les pertes futures des contrats souscrits et non négociables[4]. Elle peut être définie comme les sommes nécessaires à allouer pour couvrir les risques qui doivent être encourus, cette provision visant à couvrir toutes les demandes d'indemnisation et toutes les dépenses liées aux contrats d'assurance en cours de validité[5].

2- **La provision pour sinistres à payer (PSAP):** Les compagnies d'assurance sont confrontées à des accidents qui sont effectivement signalés avant la préparation des comptes définitifs. Mais elles ne sont pas payées ou réglées au cours de la même année. **Le** règlement et le paiement pouvant avoir lieu au cours de l'année ou des années à venir. Par conséquent, les montants de revenus qui sont retenus pour régler

3) BELHIMER Hocine, la gestion actif-passif Dans une compagne d'assurance, faculté des sciences économique, commercial et sciences de gestion, ministère de l'enseignent supérieur et la recherche scientifique, université setif-algerie, p6

4) EWALD François, PATRIK thourat, gestion de l'entreprise d'assurance, édition dunod, paris 2013, p170.

5) BEN SAAD Wajdi, optimisation du calcul des provisions technique en assurance non-vie, Gat Assurance, université de Cartage, 2014, p10.

les pertes de ces risques et qui n'ont pas encore été réglées ou celles qui ont été réglées et non encore payées ou celles qui n'ont pas encore été déclarées, sont constituées sous forme de provision pour l'exercice pour lequel les comptes sont arrêtés[6].

B- les provisions réglementaires: Selon l'article 4 de l'ordonnance 95-07 du 05 janvier 1995, modifié et complété, relative aux assurances, les compagnies d'assurance doivent enregistrer dans leur passif les soldes évalués et déductibles, qui sont les suivant:

1- **La provision de garantie:** Elle est constituée pour renforcer la capacité de la société d'assurance à couvrir ses obligations et ses engagements envers les assurés et/ou les bénéficiaires des contrats d'assurance. Elle est alimentée par un prélèvement de **1 %** du montant des primes ou cotisations émises et/ou acceptées au cours d'année, net des annulations et de taxes[7].

Cette provision cesse d'être alimentée, lorsque le total formé par cette provision et du capital social ou de fonds d'établissement est égal au montant le plus élevé dégagé par l'un des ratios suivants:

- **5%** du montant des crédits techniques;
- **7,5%** du **montant** des primes ou cotisations émises ou acceptées, au cours du dernier exercice, nettes d'annulations et de taxes;
- **10%** de la moyenne annuelle du montant des sinistres **réglées** des trois derniers exercices.

2- **La provision pour complément aux dettes techniques:** Elle est constituée en vue de suppléer une **éventuelle** insuffisance des provisions pour sinistres à payer notamment de leur sous-évaluation de déclarations de sinistres après la clôture de l'exercice et des frais y afférents.
Elle est alimentée par un prélèvement de 5% du montant des provisions pour sinistres à payer, est réajustée chaque année, proportionnellement au montant des provisions pour sinistres à payer[8].

6) نظال فارس العربيد، المحاسبة في شركات التأمين، مؤسسة الوراق للنشر والتوزيع، عمان، الأردن، دون طبعة، ٢٠١٣، ص[6]٣٤

7) Décret exécutif n° 13-114 du 28 mars 2013 relatif aux engagements règlementés des sociétés d'assurance et/ou de réassurance, JO n°18, art 5, p5.

8) Art 6 du décret exécutif n°13-114, op, cité, p6.

3- **La provision pour risques catastrophiques:** Les conditions et modalités de constitution et de détermination de la provision pour risques catastrophiques sont régies par les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 04-272 du 29 aout 2004. Elle constitue 95% du résultat technique d'assurance[9].

4- **Provision pour risques d'exigibilité des engagements réglementés:** Elle est constituée pour faire face aux engagements dans le cas de moins-value de l'ensemble des actifs en représentation des engagements réglementés. Elle correspond à la différence, calculée pour les placements en représentation des engagements réglementés, entre le montant global de la valeur du marché et celui de la valeur comptable nette des placements concernés quand cette différence est négative. Cette provision est réajustée chaque année, proportionnellement au montant de la différence[10].

Afin d'étudier l'impact de l'audit sur les provisions techniques et réglementaires des compagnies d'assurance sur leur solvabilité financière, une étude a été menée en 2019, par questionnaire auprès de la Société Algérienne d'Assurances, touchant l'échantillon de 37 personnes impliquées dans le processus de constitution, d'emploi, de suivi et d'audit des provisions.

Cette étude a été construite sur un ensemble d'hypothèses, dont le résumé de ses résultats est le suivant:

Premièrement: l'audit dans les compagnies d'assurance se caractérise par un ensemble de procédures liées à la nature de l'activité d'assurance, à travers l'existence de systèmes de contrôle dans l'entreprise chapeauté par la Direction de l'Audit et du Contrôle. Elle est Soumise, aussi, au contrôle de l'Etat à travers le respect des normes internationales et nationales d'audits.

9) Art 7 du décret exécutif n°13-114, op, cité, p6.

10) Art 8 du décret exécutif n°13-114, op, cité, p6.

Deuxièmement: il s'agit de vérifier la constitution des provisions techniques et réglementaires au niveau de la société d'assurance dans le cadre des modalités connues conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, elle fait également l'objet d'un contrôle et d'un suivi continus, ce qui a un impact positif sur sa solvabilité financière.

Troisièmement: il existe une complémentarité entre les travaux d'audit et de contrôle interne concernant les entreprises d'assurance de dommages en général et la société Algérienne d'assurance en particulier,

Quatrièmement: l'existence d'une intégration entre les travaux d'audit interne et externe sur les provisions techniques et réglementaires de la société Algérienne d'Assurances.

- La société Algérienne d'assurances bénéficie d'une marge de solvabilité confortable tout au long de la période d'étude en respectant la législation sur la constitution des provisions réglementaires;
- La société a porté son capital en 2017 à 30 milliards de DA pour renforcer sa solvabilité financière, lui permettant ainsi d'occuper une position forte sur le marché algérien de l'assurance;
- Malgré les difficultés rencontrées, la société a pu couvrir ses obligations légales avec les valeurs de l'Etat, qui se caractérise par une garantie d'au moins 50%,

Les recommandations et les suggestions

- La nécessité de modifier la réglementation et la législation relatives aux exigences de couverture, afin que l'entreprise puisse correctement investir les excédents issus des provisions;
- La nécessité pour l'entreprise de s'appuyer sur des méthodes mathématiques et statistiques, notamment celles liées à la prévision et à la mesure de la solvabilité de l'entreprise, afin d'atteindre des résultats plus précis;
- Augmenter le volume des travaux d'audit et de contrôle des activités de l'entreprise au niveau des agences comme des directions;
- Augmenter l'efficacité des ressources humaines en donnant un rôle important à la l'actuaire.

Article Traduit

Contrôle de gestion et Contrôle interme: quelle différence?

Annick Delhon-Bugard
Secrétaire Général La Poste Telecom

Traduit par: Ms. Hanan Hosni El.Bayoumi
Chef de section - L'ISC d'Égypte

Numéro Magazine no. 549 Contrôle de gestion et contrôle interne: quelle différence ?

- janvier 2021
- Thématique(s): le contrôle interne

Contrôle de gestion et contrôle interne sont deux missions bien distinctes, reposant sur des approches différentes mais complémentaires qui visent à sécuriser au mieux l'entreprise et sa performance.

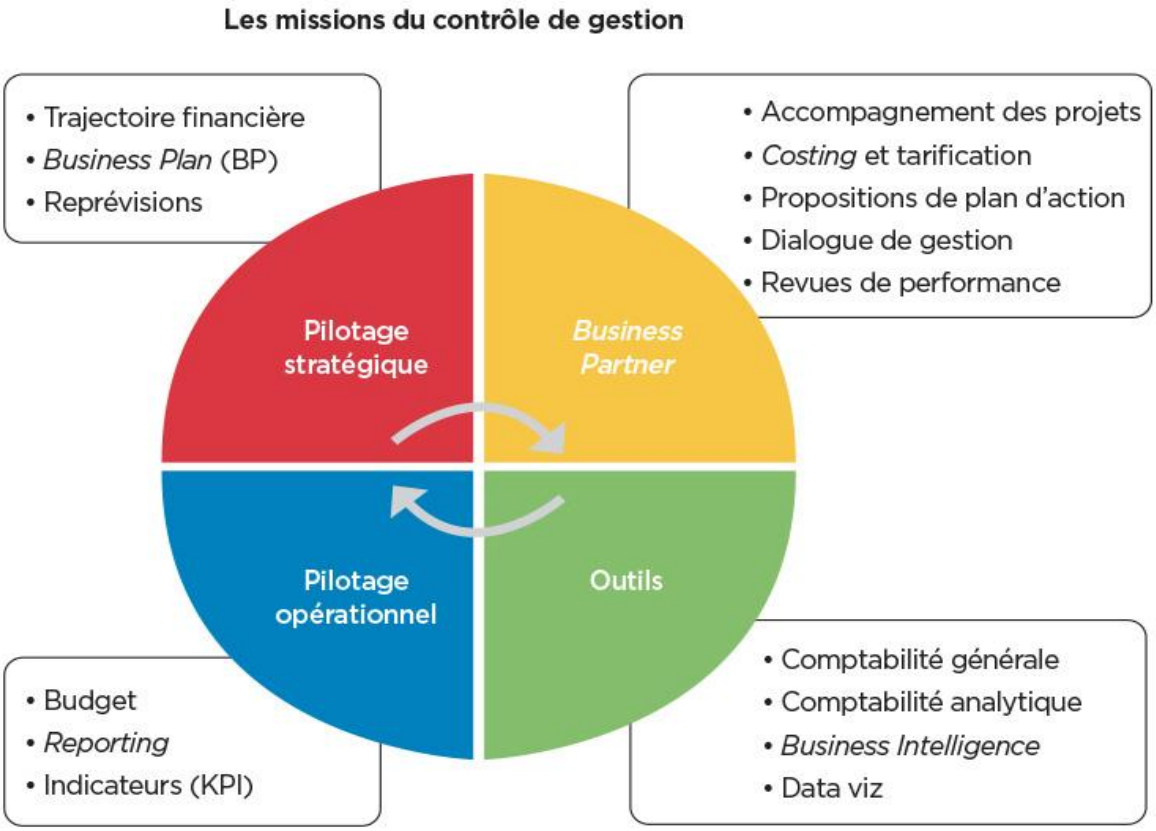
DES AMBITIONS DIFFÉRENTES

Le contrôle de gestion a pour ambition de piloter la performance de l'entreprise, en utilisant un certain nombre de techniques comme les budgets, le *reporting*, les *rolling forecast* ou les trajectoires financières. La direction générale attend du contrôle de gestion qu'il alloue les budgets en fonction des objectifs recherchés et qu'il vérifie la bonne utilisation des ressources allouées.

L'ambition du contrôleur de gestion est d'aider les opérationnels à optimiser leur performance et pour ce faire, il doit traduire les objectifs stratégiques en objectifs opérationnels et piloter l'atteinte de ces derniers grâce au dialogue de gestion, qui doit concerner toutes les strates de l'entreprise. *Business partner* des opérationnels, le contrôleur de gestion les aide à prendre les bonnes décisions en les accompagnant dans le domaine financier. S'il regarde le présent et le passé, c'est pour apprécier une performance qu'il cherche à projeter dans le futur grâce aux éléments dont il dispose, en vérifiant l'efficience des moyens mis en œuvre. Les démarches de type BBZ (Budget Base Zéro) permettent de vérifier le bon niveau des ressources allouées, évitant ainsi le budget inflationniste d'une année sur l'autre.

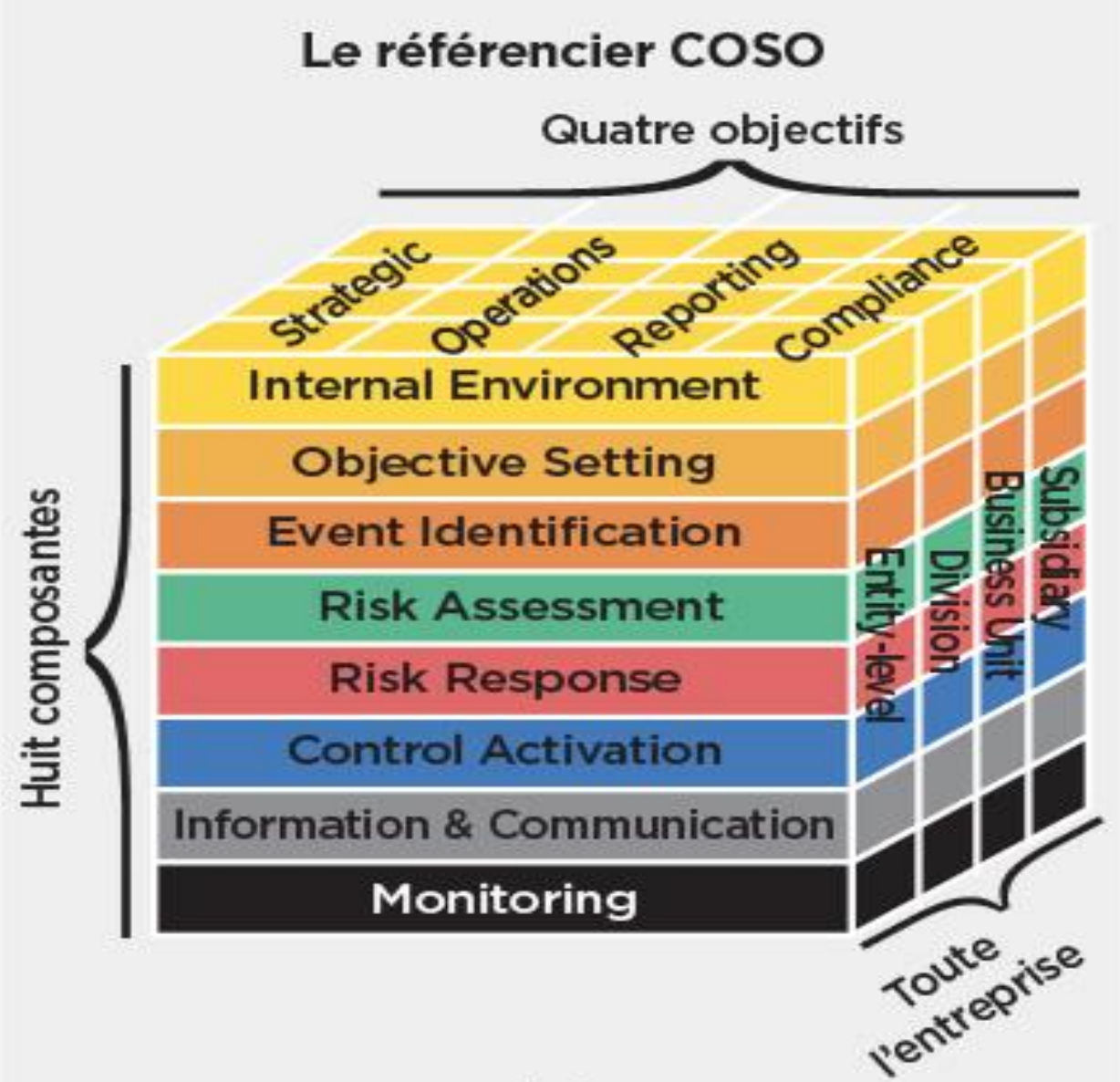
Le contrôleur de gestion va traduire les ambitions stratégiques en trajectoires financières et décliner les KPI [1] (indicateurs clés de performance) stratégiques en KPI opérationnels. Les ambitions de la première année de la trajectoire devront se retrouver dans le budget de l'année pour permettre la réalisation de la trajectoire.

Pour piloter la performance, le contrôleur de gestion définit un process budgétaire et des *reportings*, avec des règles de gestion partagées avec les responsables. Il met en œuvre un dialogue de gestion pour permettre une analyse partagée autour de l'atteinte des objectifs et des plans d'action nécessaires pour atteindre les performances attendues en cas de dérives.



Le contrôle interne a pour finalité principale la maîtrise des risques qu'il doit identifier et mettre sous contrôle, risques financiers mais pas seulement, en cela il diffère du contrôle de gestion. À travers les missions qu'il conduit, l'auditeur va avoir pour objectif d'analyser les processus et leurs objectifs, d'évaluer leur performance et les dispositifs de contrôle qui permettent d'en garantir la bonne exécution.

L'AMF (Autorité des Marchés Financiers) définit ainsi cinq composantes du contrôle interne: l'organisation, la diffusion d'information, la gestion des risques, l'activité de contrôle et la surveillance (publication par l'IFACI, l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne).



Le COSO est un référentiel de contrôle interne défini par le *Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).

Des risques très variés

Les risques sont étroitement liés au domaine d'activité de l'entreprise et sont de plusieurs natures :

- **financier:** risques pouvant faire perdre de l'argent à l'établissement ;
- **état financier** (ou reporting) : risques d'anomalies dans les comptes, d'informations comptables erronées ;
- **conformité:** risques pouvant mettre l'en - treprise dans une situation non-conforme aux normes ou lois ;
- **opérationnel:** risques qui peuvent empê - cher l'entreprise de remplir la mission qu'elle s'est fixée ;
- **santé ou sécurité des personnes:** risques pouvant atteindre la santé physique ou psychologique des personnes en lien avec l'entreprise ;
- **sécurité de l'information:** risques portant atteinte à la confidentialité, l'intégrité et l'accessibilité de l'information ;
- **image :** risques pouvant toucher la répu - tation de l'entreprise ;
- **environnement:** risques qui peuvent por - ter atteinte à l'environnement (air, eau, sol, espace, matières premières, énergie, etc.).

Plus spécifiquement, le contrôle interne comptable poursuit l'ambition à travers des procédures et des contrôles de s'assurer de la qualité des informations comptables et financières, et ce faisant, de limiter les risques comptables et financiers.

Il vise principalement à réduire les erreurs ou les fraudes, notamment liées aux états financiers ou à la trésorerie. Mais il n'a pas l'usage de ces chiffres financiers, qui sont la conséquence de process maîtrisés; pour le contrôle interne, c'est la maîtrise du process qui importe.

DES OUTILS SPÉCIFIQUES RESPECTIFS

Les deux approches sont donc bien différentes et reposent sur des méthodologies distinctes: pilotage des activités, communication, contrôle, évaluation des risques et environnement de contrôle pour le contrôle interne, alors que le contrôle de gestion va s'appuyer sur les chiffres financiers, la comptabilité générale et la comptabilité analytique en particulier.

En termes d'outils, le contrôle interne va s'appuyer sur les interviews, les questionnaires d'autocontrôles, les tests de cheminement (piste d'audit), et se baser sur des tests et des sondages pour effectuer ses contrôles. De plus en plus, le contrôle interne s'appuie sur les extractions informatiques pour mieux identifier les anomalies dans les *process*.

Le contrôle de gestion, quant à lui, utilise notamment l'analyse d'écart, entre les périodes passées et le réalisé, entre le budget et le réalisé, pour en tirer ses analyses et orienter les pistes de plans d'action. Les projets sont priorisés par les ROI (retour sur investissement) et la VAN (valeur actuelle nette).

La qualité des chiffres financiers est la base de l'analyse financière du contrôle de gestion: elle lui permet d'effectuer des analyses fiables, et d'en tirer des axes d'actions qui permettront aux opérationnels d'atteindre les performances attendues.

COMPRENDRE LES PROCESSUS

La compréhension des processus est une nécessité commune pour le contrôle interne et le contrôle de gestion. Le contrôle interne, tout comme le contrôle de gestion, doit évoluer en fonction des transformations de la société en prenant en compte de nouveaux périmètres ou de nouvelles activités. Pour qu'un contrôle interne soit toujours utile et efficace, il faut:

- **réévaluer** les risques une fois par année *a minima;*
- **assurer** la conformité avec les nouvelles lois (RGPD, droit de la concurrence, devoir de vigilance: les sujets ne manquent pas)*;*
- **maintenir** à jour la documentation*;*
- **suivre** la bonne réalisation des contrôles et surveillances*;*
- **suivre** les plans d'action pour réduire les risques;
- **suivre** les anomalies ou les fraudes pour identifier les nouvelles actions à lancer.

Le contrôle de gestion, pour piloter la performance, doit également comprendre les processus, intégrer les évolutions de l'entreprise (processus, nouveaux produits ou référentiels) et être capable de qualifier la validité des chiffres financiers qui lui sont communiqués et le pourquoi de leur évolution (d'une période à l'autre, ou les écarts entre le réalisé et le budget).

Le contrôle interne et le contrôle de gestion visent tous deux à sécuriser l'entreprise, d'un point de vue financier pour le contrôle de gestion et suivant un axe plus large intégrant également le respect des lois (*compliance*) et la maîtrise des risques pour le contrôle interne.

UN POSITIONNEMENT DISTINCT

Contrôle interne versus Business Partner: le contrôle interne est très codifié. Il répond à des normes définies par le COSO, organe de référence sur la question, régulièrement mises à jour, et les évaluations se font souvent dans un espace-temps annuel.

Le contrôle interne va s'appuyer sur des missions d'audit, qui permettront de mettre en évidence les points en écart. Il est perçu par l'opérationnel comme une contrainte, ou au mieux un mal nécessaire. La communication et les sensibilisations des collaborateurs sont nécessaires pour travailler leur adhésion à ces démarches de contrôle.

L'auditeur interne est le gendarme de l'entreprise, il protège ses dirigeants en s'assurant de la bonne conformité des opérations et des process. Il rapporte en général en direct à la direction générale, tout en étant indépendant dans l'exécution de ses missions.

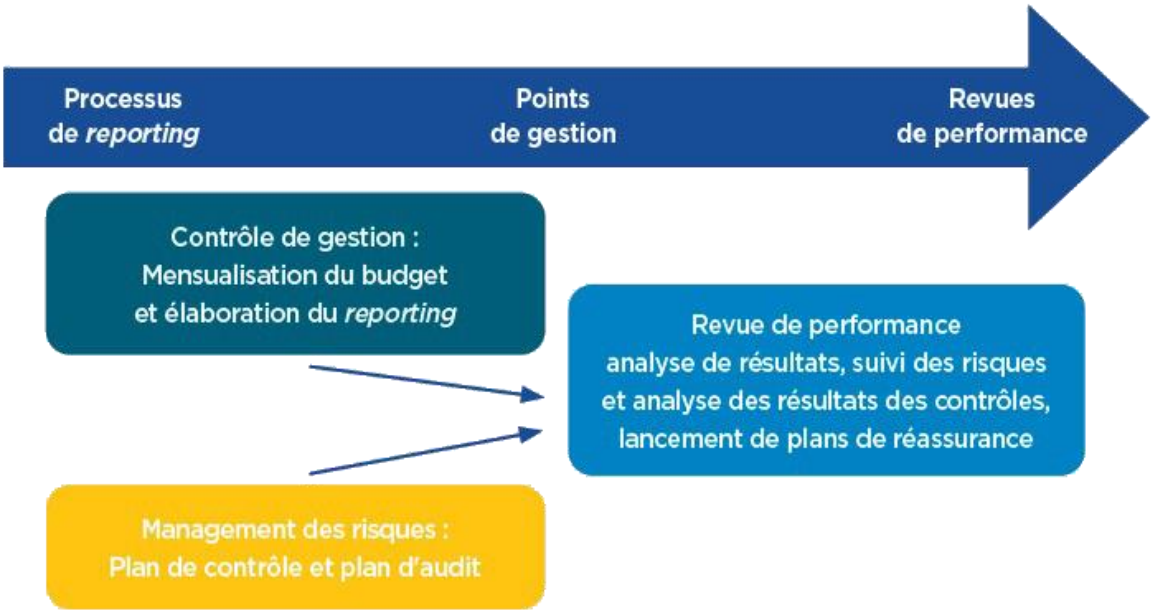
Le contrôleur de gestion, s'il garde dans ses missions celles de contrôler la performance des opérationnels, évolue de plus en plus vers un positionnement de business Partner, comme un véritable conseiller des opérationnels pour orienter leurs prises de décision. D'ailleurs, de nombreuses entreprises parlent, aujourd'hui, de manageur de la performance plutôt que de directeur du contrôle de gestion. Le directeur du contrôle de gestion est souvent rattaché hiérarchiquement au directeur financier ou au directeur de la stratégie de l'entreprise.

UN AXE DE TEMPS DIFFÉRENT

L'axe temps est différent et l'agilité devient un marqueur du contrôle de gestion. Le contrôle interne a un cycle de gestion en général annuel, qui lui permet de constater les progrès ou les régressions opérés par l'entreprise depuis sa dernière revue. Dans le contrôle de gestion, ce rythme annuel tend à être remis en cause. Certaines entreprises ont même abandonné le budget pour des cycles de « reprévissions » très réguliers, axant les analyses sur plusieurs trimestres qui ne s'arrêtent plus au 31 décembre de l'année en cours. À la place d'une performance budgétaire, les managers peuvent avoir des objectifs portant sur des indicateurs de performance précis, qui évitent que les budgets ne soient biaisés par des intérêts particuliers dans le cadre de leur élaboration.

Cycle de gestion et management des risques

Des processus interconnectés lors de l'élaboration budgétaire et des revues de performance.



De plus en plus, le contrôle de gestion se réinvente pour évoluer vers une plus grande agilité, dans un monde où les mutations s'accélèrent. Il doit s'adapter aux sujets du moment, plan de réassurance, pilotage du *cash* par temps de Covid-19 pour accompagner

l'entreprise dans ses évolutions stratégiques ou opérationnelles, en fonction des attentes des dirigeants. Pour ce faire, il n'hésitera pas à revoir ses outils en cas de nécessité, et adapter son pilotage aux besoins du moment.

Pour autant, il peut être optimal d'intégrer les deux approches, notamment lors de l'élaboration des budgets ou de la trajectoire financière, afin que les opérationnels intègrent bien la gestion des risques dans les approches prévisionnelles.

DEUX FONCTIONS COMPLÉMENTAIRES

Contrôle interne et contrôle de gestion sont deux fonctions complémentaires qui doivent coopérer pour renforcer l'entreprise face aux nouveaux risques rencontrés. Le contrôle de gestion est souvent sollicité en début de mission pour aider les auditeurs à cibler les processus à auditer, en partageant sa vision des risques et la façon dont les processus fonctionnent. En effet, il peut apporter ses connaissances sur les dysfonctionnements qu'il observe à travers les chiffres, les risques de fraude dont il a connaissance, et les failles des systèmes ou des procédures.

In fine, contrôle interne et contrôle de gestion sont deux missions bien distinctes dans les approches, mais complémentaires qui visent à sécuriser au mieux l'entreprise et sa performance. La création de « comités fraude » auxquels contribuent notamment le contrôle interne et le contrôle de gestion, outre d'autres fonctions comme la sûreté ou le RSSI (Responsable de la Sécurité des Systèmes d'information), permettent également d'identifier plus efficacement les fraudes et la façon d'y remédier. Le fait que les diplômes de masters soient souvent des « Master Audit et de contrôle de gestion », montre qu'un certain nombre de fondamentaux sont partagés, et les passages de l'audit vers le contrôle de gestion sont assez naturels.

Des différences oui, mais un grand nombre de complémentarités et une ambition commune: la performance de l'entreprise et sa pérennité.

Article Traduit

Comment la profession d'audit se transforme pour relever les défis futures (1)

Par: Mme Dilek Çilingir Kostem
EY Global Assurance Talent Leader

Traduit par: Mme Rasha Salem El Zein
Directrice générale - L'ISC d'Égypte

1) La source de l'article: Le site officiel d'Ernst and Young.

Les modèles de travail engendrés par COVID-19 ont accéléré le passage à une profession d'audit plus flexible, technologiquement consciente et diversifiée.

En Bref

- Les cabinets d'audit sont susceptibles de passer à un modèle de travail plus flexible basé sur les besoins de l'individu, du cabinet d'audit et de la compagnie soumise à l'audit.
- Etant donné que les affaires sont devenues plus complexes, les cabinets d'audit devront accéder à un large domaine de ressources de connaissances comme un modèle multidisciplinaire.
- Les équipes d'audit deviendront plus diversifiées, en jouissant d'une plus grande connaissance du point de vue technique et du point de vue des affaires.

La manière de travail des auditeurs professionnels a récemment subi le changement le plus important et le plus rapide que chacun d'entre nous ait connu dans sa vie professionnelle. COVID-19 a accéléré la transition des cabinets d'audit vers de nouveaux moyens de travail qui pourraient faire face aux effets immédiats de la pandémie.

La soudaine transformation vers un travail à distance et flexible par les cabinets d'audit et les compagnies soumises à l'audit ajoute une nouvelle dimension au défi déjà affronté afin de rendre le processus d'audit capable à s'adopter au monde qui se développe rapidement en ce qui concerne les grandes sociétés. Les modèles de travail des compagnies se développent d'une manière plus complexe en passant par les périodes de transformation numérique, ce qui impose aux auditeurs professionnels de nouvelles exigences. Cependant, les nouveaux systèmes de travail apporteront des importants avantages et poseront aussi des défis qui doivent être affrontés.

Alors que les technologies numériques et l'analyse des données deviendront de plus en plus centrales pour le processus d'audit -en plus des modèles de travail des compagnies- les cabinets d'audit auront besoin d'un domaine de compétences plus diversifiées. Ils ont traditionnellement recruté des personnes ayant un fond pratique mais, à l'avenir, tous les auditeurs auront besoin d'un grand niveau de compréhension technologique.

En plus, les cabinets d'audit auront besoin de plus de personnes qui ont une expertise significative dans les domaines STIM (Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques) pour pouvoir bénéficier efficacement de la technologie dans le domaine d'audit. Tous ces spécialistes ne deviendront pas des auditeurs qualifiés, mais certains le deviendront sans aucun doute, et leur présence augmentera la diversité des équipes d'audit.

Le Modèle Multidisciplinaire

Les caractéristiques personnelles que les cabinets d'audit recherchent chez les nouveaux membres des groupes de travail

Évolueront également. Traditionnellement, les cabinets exigeaient sur l'intégrité personnelle et le scepticisme professionnel chez les auditeurs, et ces audités resteront sans aucun doute essentielles. Mais dans le nouvel environnement qui se développe rapidement, les auditeurs devront également avoir une connaissance plus approfondie des affaires, une forte curiosité pour la technologie et un état d'esprit agile qui embrasse la rupture.

Un des principaux points de force des cabinets d'audit lorsqu'ils font face à cet état variable est d'aboutir directement. À l'expertise technique dans tous les domaines d'activité, à travers le modèle multidisciplinaire. Cette connexion aux ressources de connaissances d'une institution plus large, de la comptabilité de couverture hautement technique à l'évaluation, la cybersécurité, la fraude, la durabilité, la fiscalité et l'expertise en finance d'entreprise, est un énorme atout considérable pour fournir des services d'audit de grande qualité.

À mesure que les entreprises deviennent en plus complexes, la capacité de profiter de cette expertise spécialisée plus large deviendra encore plus importante.

Travail Flexible

IL y a eu un changement extraordinaire dans la vie professionnelle des gens. Cependant, la réaction à la pandémie COVID-19 a démontré que, lorsque la situation l'exige, les cabinets d'audit sont capables de faire rapidement des changements considérables à leur mode de fonctionnement.

Cette expérience a apporté d'importantes bénéfices, notamment parce qu'elle a fait du travail flexible une réalité pour les auditeurs. Le travail à distance et flexible est devenu la norme pour les auditeurs, qui se sont adaptés avec succès à l'utilisation de la technologie numérique pour travailler à domicile et qui se sont soutenus virtuellement pour que leurs équipes fonctionnent efficacement.

La flexibilité qui s'accroit apportera beaucoup de bénéfices importants, spécialement si elle amène les cabinets d'audit à mettre davantage l'accent sur la performance en termes de production et de productivité. Plus largement, les changements provoqués par la pandémie COVID-19 aideront à accélérer le changement culturel dans les organisations et à les rendre plus ouvertes aux différentes méthodes de travail.

Cependant, la transformation rapide vers le travail flexible a également produit des défis auxquels les cabinets d'audit doivent faire face. Il existe des problèmes pratiques, tels que les équipes d'audit qui doivent mener des discussions à travers des « chats » en ligne ou des réunions virtuelles, mais il existe également des problèmes de comportement à considérer. Ceux-ci incluent: la difficulté de mener des conversations sensibles à distance; aider les nouveaux collègues à comprendre la culture de l'organisation; fournir une formation aux jeunes employés; et répondre aux demandes des compagnies soumises à l'audit concernant la présence sur le site de travail.

En fin de compte, les cabinets d'audit feront face aux défis et d'autres sujets en passant à un modèle de travail hybride basé sur les besoins de la compagnie, soumise à l'audit du cabinet d'audit et de l'individu. Cela comprendra un grand part de travail flexible et à distance, ainsi que des périodes de regroupement des équipes; par exemple, pour recevoir une formation, pour renforcer la cohésion de l'équipe où pour rencontrer la direction de la compagnie sur place pour recueillir des preuves d'audit et faire des relations professionnelles de confiance.

Les cabinets d'audit affirment sur l'intégrité personnelle et le scepticisme professionnel chez les auditeurs, et ces qualitiés restent essentielles. Mais dans le nouvel environnement, les auditeurs devront également avoir une connaissance encore plus approfondie des affaires, une forte curiosité pour les technologies et un état d'esprit agile qui embrasse la perturbation.

Favoriser la Diversité

Une augmentation du travail à distance ne fait qu'augmenter l'importance de constituer des équipes d'audit solides. Non seulement les équipes d'audit ont besoin de personnes qui possèdent un plus large domaine de compétences techniques et personnelles, mais elles doivent également inclure un ensemble plus diversifié d'expériences et d'avis.

Cela signifie qu'il faut recruter des personnes provenant d'une large base sociale et culturelle et, une fois qu'elles sont embauchées, leur donner l'occasion d'élargir leurs horizons personnels. Par exemple, travailler sur de grands comptes internationaux fournir une exposition à différentes cultures. La mobilité internationale est également importante ici, même si elle a été restreinte plus récemment en raison de la pandémie.

A l'organisation EY, c'est certainement quelque chose sur lequel nous avons l'intention de revenir le plus tôt possible.

Mais les cabinets d'audit ne réussiront à encourager la diversité que si elles créent un environnement où tous leurs employés se sentent appartenir et sont les bienvenus. Chaque personne doit pouvoir se développer, contribuer et ajouter de la valeur.

Une plus grande diversité des équipes d'audit exigera naturellement une réaction convenable de leurs organisations, notamment en ce qui concerne l'avancement professionnel. Ils devront créer un ensemble de cheminements de carrière plus variés, flexibles et agiles pour les professionnels de l'audit afin de s'adapter aux différents intérêts et aux aspirations de leurs personnels. L'avancement professionnel linéaire et hiérarchique qui était traditionnellement privilégié ne convient pas à tout le monde, et ceux qui ne veulent pas emprunter cette voie doivent se voir proposer d'autres voies de réussite.

Les promotions du personnel doivent se concentrer sur les compétences des personnes, et non sur le nombre d'années passées dans l'entreprise. Par exemple, l'organisation EY introduit de « promotions agiles », où l'avancement professionnel a lieu lorsqu'une personne est prête plutôt qu'à des temps précis de l'année.

Le soutien d'une main-d'œuvre plus diversifiée qui doit opérer dans un environnement de travail qui se change rapidement nécessitera une formation continue. Mais, en commun avec les nouvelles méthodes de travail, cette formation devra également adopter un modèle hybride. Pendant COVID-19,

l'organisation EY est passée à une configuration de formation entièrement virtuelle, mais dans le cadre du passage à un nouveau modèle d'opérationnel à long terme, la formation combinera la prestation virtuelle et en classe.

L'accès aux ressources de connaissances d'une entreprise plus large, de la comptabilité de couverture hautement technique à l'évaluation, la cybersécurité, la fraude, la durabilité, la fiscalité et la finance d'entreprise, est un atout énorme. À mesure que les entreprises deviennent de plus en plus complexes, la capacité de tirer parti de cette expertise spécialisée plus large deviendra encore plus importante.

Réalisation du But

Le système avec lequel les auditeurs travaillent est en période de transition. Certains de leurs travaux seront effectués à distance, et les outils et données numériques joueront un rôle croissant de l'audit dans l'avenir.

Ce processus sera inévitablement difficile pour certaines personnes, tandis que d'autres l'accueilleront sans réserve. Mais si les cabinets d'audit peuvent gérer efficacement dans cette période de transition, il y aura beaucoup de chances pour que les professionnels de l'audit jouissent de la prospérité dans le nouvel environnement de travail et ils trouveront que la transformation numérique rendra leur travail plus significatif et leur donnera un sens accru de l'objectif professionnel.

Il Ya une grande opportunité dans le domaine du travail actuel de créer une profession utile et plus effective qui peut mieux aider l'intérêt public.

Résumé

La transformation au travail à distance pendant la pandémie COVID-19 a accéléré une tendance qui était déjà en place dans la profession d'audit. On s'attend maintenant à ce que les cabinets d'audit adoptent des méthodes de travail plus flexibles conformément aux exigences des compagnies soumises à l'audit, du bureau et de l'individu. Le nouvel environnement a également mis en évidence la nécessité pour les auditeurs de profiter de la technologie disponible, d'avoir une mentalité agile qui embrasse le changement et les perturbations, et de fonctionner efficacement en équipe.

Deuxième Section

L'ISC de l'Algérie

L'ISC de l'Algérie a organisé une réunion de formation virtuelle intitule "l'Audit des entités qui reçoivent un soutien financier de l'Etat," du 8 à 11 novembre 2021. Cette réunion a porté sur l'importance du soutien financier que les Etats offrent à certaines entités et organisations pour aider à l'exécution des politiques appliquées, La réunion de formation avait pour objectif de développer les connaissances, les compétences sur les formes de soutien offertes par l'Etat et les associations qui y bénéfices et la façon d'auditer les entités qui bénéfices de soutien.

L'ISC de Djibouti

Il a été approuvé que l'ISC de Djibouti accueillera la 58éme réunion du Comité Directeur de l'AFROSAI, et cela lors de la tenue de la 57éme réunion du Comité Directeur de l'AFROSAI avec la nouvelle constitution le 9 juillet 2021 aux termes de la 1ére partie de la 15éme Assemblée Générale de l'AFROSAI qui s'est tenue virtuellement le 8 et 9 juillet 2021 sous la présidence de l'ISC du Sénégal.

De même on s'est mis d'accord que la date de la tenue de la réunion sera fixée en coordination avec le Secrétariat Général et le Président de l'AFROSAI et l'ISC de Djibouti.

L'ISC d'Egypte

1- L'ISC d'Egypte a participé le 19 Janvier 2021 à un séminaire virtuel sur le thème de "Chefs des ISC et les principales parties prenantes" organisé par le Secrétariat Général de l'ARBOSAI en collaboration avec l'IDI, cela dans le cadre de l'initiative "Le Contrôle de la transparence, la responsabilité et la globalité dans l'utilisation des financement d'urgence destinés au- Covid-19 – processus de conformité, coopératif mondial – TAT Audit, en présence des experts de la Banque Mondiale et du fonds monétaire international.

2- L'ISC d'Egypte a participé le 22 et 23 février 2021 à la réunion virtuelle du Groupe Mondial des experts chargé d'activer le mémorandum (protocole d'accord) signé entre l'INTOSAI et le Bureau des Nations Unies concerné de la lutte contre les drogues et le crime (UNODC) et cela dans le cadre de l'élaboration de la session extraordinaire de 2021 de l'Assemblée Générale des Nations Unies (UWGASS) de la lutte contre la corruption.

3- L'ISC d'Egypte a participé le 10 mars 2021 dans la réunion virtuelle du Comité des tâches chargé du professionnalisme des auditeurs de l'INTOSAI, et qui a été désigné à la consultation sur les amendements finals qui ont été faits sur (la norme 150 de l'INTOSAI, "la compétence des auditeurs") et (reformulation le Guide de l'INTOSAI nº 7500 sur l'évolution de la compétence des auditeurs) et (reformulation) le Guide nº 7600 sur la voie de l'évolution de la compétence des auditeurs).

4- L'ISC d'Egypte a organisé du 22-25 mars 2021, une rencontre virtuelle de formation sur le thème "Indications et Normes de Contrôle sur les Objectifs du Développement Durable du point de vue l'Environnemental". La rencontre a porté sur la connaissance aux entraîneurs du développement durable, et de ses indications du point de vue environnemental et leur offrir les compétences nécessaires pour l'exécution des procédures du contrôle relatives aux objectifs du développement durable.

5- L'ISC d'Egypte a participé le 17 et 18 mai 2021 à la 5éme réunion du comité de contrôle sur les Objectifs du Développement Durable de l'ARABOSAI tenue à distance, et cela dans le cadre des travaux des comités préparatoires qui ont précédés la réunion du Comité Directeur de l'ARABOSAI.

6- L'ISC d'Egypte a participé le 19 et 20 mai 2021 à la réunion annuelle du Groupe de Travail de l'INTOSAI pour la Dette Publique à l'issue d'une invitation de l'ISC de Philippines, chef du Groupe de Travail, La réunion a compris la présentation du rapport d'achèvement du chef du Groupe de Travail, les sujets sur la gestion de la dette publique, la transparence de la dette publique et la point de vue des parties prenantes sur la dette publique, la point de vue de contrôle ainsi que l'impact du Covid 19 sur la dette publique, sa gestion, sa transparence, et les expériences du travail à domicile durant la pandémie.

7- L'ISC d'Egypte a participé le 25 mai 2021 et le 7 décembre 2021 à la réunion virtuelle sur les "leçons profitées de la pandémie Covid 19. L'Auditeur Général des Etats Unis a organisé cette réunion, y étaient présents des représentants de l'Organisation de la Santé Mondiale, la Banque Mondiale, l'Organisation du Développement et de Coopération Internationale ainsi les membres des ISC de l'INTOSAI.

8- L'ISC d'Egypte a participé le 18 Juin 2021 à la conférence virtuelle de l'industrie du pétrole et du gaz sur le thème "Audit de performance dans l'industrie du pétrole et du gaz" organisée par l'AFROSAI-E avec la Cour des Comptes des Pays Bas.

9- L'ISC d'Egypte a participé au cours de la période du 29 Juin 2021 au 1er Juillet 2021 à l'atelier virtuel annuel des industries extractives sur (les données de la transparence qui travaille pour le bien des sociétés) et cela sous l'invitation de l'ARABOSAI, dans le cadre de la coopération entre l'ARABOSAI et l'AFROSAI-E.

10- Le Secrétariat Technique du Groupe de Travail de l'INTOSAI sur la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent WGFACML à l'ISC d'Egypte a participé le 16 septembre 2021 à la 13éme réunion virtuelle du Comité de pilotage du comité de partage des connaissances et les services de connaissances (KSC) qui a été organisé par l'ISC de l'INDE le chef du Comité.

11- L'ISC d'Egypte a participé le 22 et 23 septembre à l'atelier de formation virtuelle sur le thème "Expériences des ISC membres relatives à la documentation du travail de contrôle" qui a été organisé par l'ARABOSAI en collaboration avec l'AFROSAI-E.

12- L'ISC d'Egypte a participé virtuellement du 9 à 12 novembre 2021 à la 38éme session du Groupe de Travail International des experts gouvernementaux sur les normes internationales de comptabilité et de publication, organisée par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (UNCTAD).

13- L'ISC d'Egypte, Chef du Secrétariat Technique du Groupe de Travail de l'INTOSAI sur la lutte contre la corruption et de blanchiment de l'argent a participé virtuellement le 23 novembre 2021 à la 75éme réunion du Comité Directeur de l'INTOSAI qui été accueilli par l'ISC du Brazil, et a été dirigé par le Président de Chambre des Comptes de la Russie, Président de l'INTOSAI. La réunion a porté sur de nombreux sujets parmi lesquels est l'adoption de la candidature de l'ISC d'Egypte au Comité Directeur de l'INTOSAI au 24éme INCOSAI comme candidat de l'AFROSAI pour accueillir le 25éme INCOSAI en 2025.

14- Durant la période du 6 au 8 décembre 2021, l'ISC de d'Egypte a participé dans un séminaire virtuel sur "Amélioration du processus d'audit afin de réaliser un audit plus efficace", organisé par l'ASOSAI, cela dans le cadre de la coopération commune entre l'ASOSAI et l'ARABOSAI.

15- L'ISC d'Egypte a accueilli du 6 au 9 décembre 2021 une rencontre de formation virtuelle de sur "le contrôle de qualité des travaux de contrôle" en coordination avec le comité des normes professionnelles et du contrôle de l'ARABOSAI. La rencontre a porté sur les concepts de qualité, son contrôle et son assurance ainsi que sur la connaissance savoir l'audit de l'assurance de qualité au niveau institutionnel et l'audit de l'assurance de qualité des activités de la période qui précède le contrat et la planification de la mission du contrôle financier et la période de l'exécution en plus de la période de l'élaboration des rapports de contrôle financiers.

16- L'ISC d'Egypte a participé du 13 au 17 décembre 2021 à la 9éme session de la Conférence des Etats parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption qui s'est tenue à Charm El Cheikh en Egypte. Un séminaire sur "Rôle des ISC dans la prévention et la lutte contre la corruption; "la voie à suivre", s'est tenue le 12 décembre 2021 et a été organisé par le Bureau des Nations Unies concerné des drogues et du crime (UNODC).

ISC du Gabon

- M. Gilbert Ngoulakia le Premier Président de l'ISC du Gabon a inauguré le 11 Janvier 2021 la 5ème réunion du Groupe de Travail responsable de poser le plan stratégique de l'AFROSAI, il a invité les participants à la réunion à améliorer le plan stratégique qui sera appliqué durant les six ans prochains.
- La réunion tenue à Libreville capitale du Gabon, a connu un nombre d'interventions directes des représentants des ISC du Gabon, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Cameroun. Aussi des interventions virtuelles des représentants des ISC de l'Afrique du Sud, de Kenya, de Burkina Faso et de la Tunisie, et cela afin d'améliorer le plan stratégique en prenant certaines procédures telles que l'évaluation du plan, la détermination des activités à priorité afin d'exécuter le plan stratégique au cours de l'année 2022.

L'ISC de Gambie

L'ISC de Gambie a remporté le prix du meilleur rapport d'audit de performance de l'année 2020 parmi les ISC membres de l'AFROSAI-E–Ce prix est présidé par l'ISC de Suède et vise à promouvoir les rapports d'audit de performance pertinents et de bonne qualité, ainsi à échanger des expériences et des connaissances des efforts des auditeurs de performance dans la région.

Durant la conférence de presse tenue après l'annonce du prix, M. Baba S. Drammeh, Directeur de l'audit de performance à l'ISC de la Gambie a annoncé que l'ISC continuera à évaluer ce succès à travers l'audit et la participation des parties prenantes qui visent à augmenter le profit de l'audit en Gambie.

De même il a félicité l'ISC de la Gambie et tous les partenaires de développement contribuant dans le travail, il a promis de garantir la responsabilité et la gestion efficace des ressources à travers l'audit général.

Pour lire le résumé du rapport gagnant, cliquez ici.

L'ISC de Kenya

L'ISC de Kenya a accueilli un atelier de travail des ressources humaines des ISC de l'AFROSAI-E à Mombassa.

La réunion était un plate-forme des membres techniques pour les échanger des idées et des expériences et évaluer les mécanismes variables dans l'industrie des ressources humaines.

Au cours de l'atelier qui a duré 5 jours, on a approuvé le poste des ressources humaines comme un instrument stratégique pour réaliser avec succès les objectifs organisationnels.

Des représentants des ISC d'Ouganda, Rwanda, Sierra Leone, Gambie, Somalie, Zambie, Kenya, Namibie, Mozambique ont assisté à l'atelier.

Au cours de l'atelier, on a précisé le rôle important que jouent les départements des ressources humaines dans les ISC pour aider les fonctionnaires à faire face à des circonstances difficiles telle que la pandémie Covid-19 qui a poussé les membres techniques à trouver des solutions et à assurer la continuité du travail des ISC.

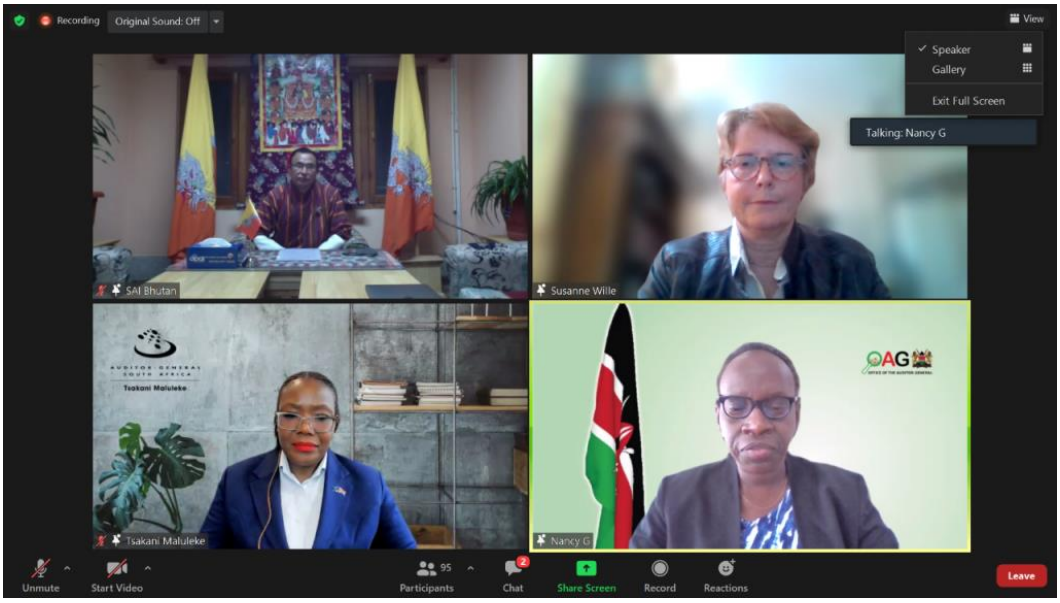
L'ISC de Kenya a accueilli un atelier sur l'évaluation des risques des industries extractives des ISC Anglophones à la capitale Nairobi, L"atelier s'est concentré sur le document de la classification des risques pour aider les auditeurs à effectuer des audits efficaces. Lors de l'ouverture de l'atelier, Mme Nancy Gathungu, l'Auditeur Général de Kenya a affirmé que les auditeurs doivent comprendre leur rôle dans le secteur des industries extractives. Elle a signalé que le sujet sera très important si le travail des auditeurs contribue à la réalisation des objectifs du développement durable des Nations Unies.

De même l'ISC de Kenya a participé dans de nombreux ateliers sur les industries extractives organisés par l'AFROSAI-E et la Cour des Comptes des Pays-Bas, aussi, par le Programme de l'Aide Technique d'Assistance Pétrolière de Kenya (KEPTAP) pour garantir que les auditeurs ont pris connaissance des évolutions dans le secteur pour des audits efficaces.

Le comité de renforcement des capacités de l'INTOSAI a honoré l'ISC de Kenya à l'utilisation réussie et efficace de l'instrument de l'évaluation dans le cadre de mesure de la performance des (ISCCMP) (SAIPMF) . Mme Nancy Gathungu, Auditeur Général de Kenya, a exprimé son appréciation à l'IDI pour le soutien élargi pour l'exécution de l'instrument de la mesure de performance des ISC.

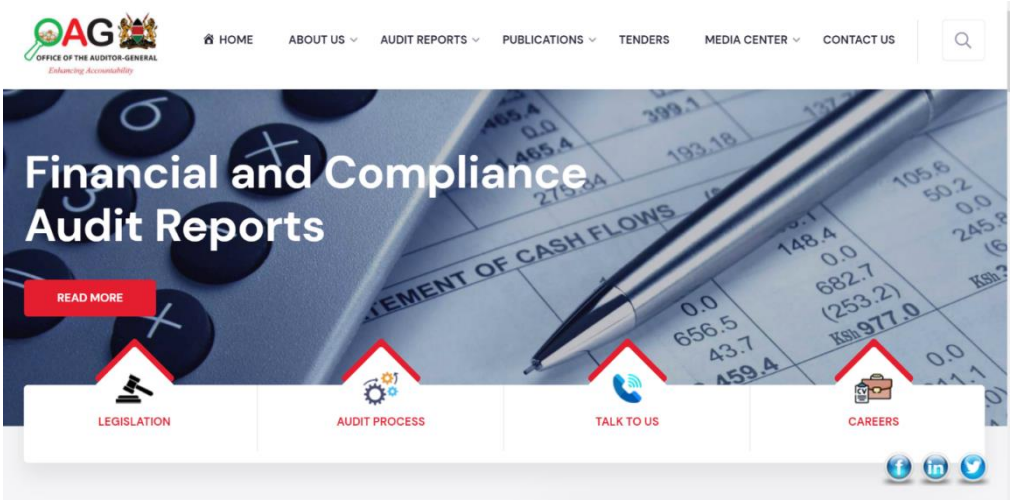
Elle a dit également "J'ai le plaisir que l'ISC de Kenya soit honorée pour son utilisation réussie et efficace de l'instrument de l'évaluation du cadre de performance de l'ISC".

Elle a signalé que l'ISC de Kenya a pu effectuer des formations et exécuter l'auto-évaluation à travers le soutien de par l'IDI, et finaliser le rapport qui a été partagé avec les parties prenantes.



L'ISC de Kenya a lancé son nouveau site électronique officiel le 16 septembre 2021, et cela pour répondre aux efficacement besoins des parties prenantes. Mme Nancy Gathungu, Auditeur Général de Kenya, a présidé le lancement du nouveau site électronique, qu'elle a qualifié par "un instrument important de participation dans un environnement techniquement changeant comme c'est le cas aujourd'hui". Elle a affirmé son souhait que le nouveau site électronique renforce la participation de l'esprit professionnel de l'ISC de Kenya avec les parties prenantes ainsi que le renforcement de communication comme une partie de pilier de la crédibilité entre les deux côtés.

Elle a également affirmé à ce que le nouveau site électronique soit compatible aux normes internationales et une source confiant d'informations sur la mission et le rôle de l'ISC de Kenya ainsi que sur ses réalisations et ses aspirations.



L'ISC de Libye

La résolution no (005/2021/15AG/AFROSAI) du 9 Juillet 2021, XV Assemblée Générale de l'AFROSAI approuvé la nomination de l'ISC de la Libye pour accueillir la 16ème Assemblée Générale de l'AFROSAI prévu de se tenir en 2024. La 1ére partie de la 15éme Assemblée Générale de l'AFROSAI s'est tenue virtuellement le 8 et le 9 Juillet 2021 sous la présidence de l'ISC du Sénégal.

L'ISC du Maroc

L'ISC du Maroc a organisé du 1-12 mars 2021 la 25ème réunion de l'Association du Contrôle Financier et Administratif de l'Organisation Arabe de Développement Industriel de Normalisation et d'Exploitation Minière, cela parce que l'ISC du Maroc est le président de l'Organisation.

La réunion a discuté les sujets suivants:

- La poursuite de l'exécution des précédentes recommandations de l'Association du Contrôle Financier et Administratif.
- L'audit du compte final de l'Organisation de l'exercice financier 2020.
- S'assurer de la validité de la position financière de l'Organisation et du résultat des comptes en 31 décembre 2021.
- Inventaires des actifs et examen des travaux de l'entrepôt.
- Recommandations de l'Association de contrôle pour l'exercice financier 2020.

ISC du Sénégal

- L'ISC du Sénégal a présidé la réunion du Comité de renforcement des Capacités de l'AFROSAI qui a eu lieu virtuellement le 21 Juin 2021 en sa qualité de Président de ce Comité. Au cours de la réunion, L'ISC du Sénégal a présenté son rapport pour les trois années précédentes afin de présenter ce rapport á la 56ème Comité Directeur et à la 15ème Assemblée Générale de l'AFROSAI qui s'est tenue virtuellement au mois de juillet 2021.
- L'ISC du Sénégal a assumé la présidence de l'Organisation Africaine des Institutions Supérieures de Contrôle et des Finances Publiques (AFROSAI) en 2021 et cela dans le cadre de son organisation des réunions de la 1ère partie de la 15ème Assemblée Générale de l'AFROSAI qui s'est tenue virtuellement du 7 au 9 Juillet 2021. Au cours de cette période, la 56ème réunion du Comité Directeur de l'AFROSAI a été tenue sous la présidence de l'ISC de la Namibie, ainsi que la 57ème réunion du Comité Directeur de l'AFROSAI a été tenue sous la présidence de l'ISC du Sénégal.

Cour des Comptes

ISC de la Somalie

- L'ISC de la Somalie a tenu une réunion hybride avec les Bureaux des Auditeurs Généraux dans les pays membres Fédéraux pour approfondir la coopération et le renforcement échangés dans le domaine de renforcement des capacités et des travaux d'audit et l'échange de connaissance. La réunion a compris des discussions de haut niveau sur les évolutions que l'ISC de la Somalie a subi sur les deux niveaux Fédéral et de celui des Etats. Aussi les rapports annuels d'audit issue en 2021, en plus de présentations sur les rôles des comités de comptabilité parlementaire efficaces, les procédures d'enregistrement des contrats et des achats, et une vision générale sur le système d'automation d'audit exécuté par l'ISC de la Somalie.

- L'ISC de la Somalie a accueilli la 3éme réunion annuelle de l'Engagement des parties prenantes avec la présence des Auditeurs Généraux dans les pays membres Fédéraux. La réunion a discuté un nombre de sujets qui ont compris l'échange des meilleurs pratiques, l'évaluation des principaux défis qui ont été affrontés au cours de l'année où l'ISC de la Somalie a présidé la réunion, ainsi la découverte des domaines de coopération dans l'avenir entre les groupes gouvernementaux ouverts au niveau Fédéral et au niveau des Etats.

L'ISC du Soudan

Le Secrétariat Général de l'ARABOSAI a organisé en coopération avec l'ISC du Soudan et l'ISC d'Egypte, un atelier en ligne sur les industries extractives le 7 juin 2021 et du 13 au 17 juin 2021. L'atelier a traité une vision générale sur les industries extractives et leur importance, la collection des revenus, la gouvernance, les budgets de planification, la transparence dans les industries extractives de la relation entre les industries extractives et les objectifs du développement durable.

Réunions du Conseil des Auditeurs Externes de l'Union Africaine (BoEA)

La réunion virtuelle du Conseil des Auditeurs Externes de l'Union Africaine (BoEA)

27 mai 2021

L'ISC de Nigéria a présidé, le 27 mai 2021, la réunion virtuelle du Conseil des Auditeurs Externes de l'Union Africaine (BoEA) pour adopter le rapport du Commissaire aux Comptes sur l'audit de l'Union Africaine financier de et ses institutions de l'exercice qui s'est terminée le 31 décembre 2020 et cela par la présence des Auditeurs Généraux des pays membres dans le Conseil.

De même, le rapport du Comité des Opérations d'Audit (AOC), et le procès-verbal de la précédente réunion du conseil des Auditeurs Externes de l'Union Africain qui s'était tenue le 23 et 24 février 2021 ont été présenté et approuvé au cours de la réunion.

La réunion virtuelle du Conseil des Auditeurs Externes de L'Union Africaine (BoEA) pour La planification et la stratégie

18 novembre 2021

L'ISC de Nigéria a présidé la réunion virtuelle du Conseil des Auditeurs Externes de l'Union Africaine (BoEA) qui s'est tenue le 18 novembre 2021 pour planifier et poser la stratégie de l'audit financier de l'Union Africaine pour l'exercice 2021. Les Auditeurs Généraux des pays membres au Conseil ont assisté à cette réunion sous la présidence de l'ISC de Nigéria.

Au cours de la réunion on a discuté et approuvé ce qui suit:

- Le procès-verbal de la réunion du précédente Conseil des Auditeurs Externes de l'Union Africain tenue le 27 mai 2021.
- Le rapport de la réunion du comité des opérations de l'Audit de l'Union Africaine qui a été tenue le 16,17 novembre 2021 et qui comprenait le plan et la stratégie de l'audit de l'Union Africaine et ses institutions pour l'exercice 2021.
- La constitution d'un comité chargé de l'élaboration de la proposition de modifier les procédures du Conseil des Auditeurs Externes de l'Union Africaine et du comité des opérations de l'audit, ayant comme membres les ISC d'Egypte, de l'Afrique de Sud, et du Royaume du Maroc.

Réunions du COMESA

La 42éme réunion du comité du COMESA sur les questions administratives et budgétaires

(23-24 juin 2021)

Le Secrétariat Général du COMESA a organisé la 42éme réunion du comité du COMESA sur les questions administratives et budgétaires, le Bureau de la réunion a été élu sous la présidence de Madagascar, l'Egypte vice-président, et l'Ethiopie rapporteur. Au cours de la réunion, le Secrétaire Général du COMESA, a fait l'éloge à l'Egypte, les Seychelles, Maurice pour l'accomplissement de toutes leurs obligations financières jusqu' à la fin de l'an 2021. De même, les trois pays ont été félicités par le sous-comité de l'audit et des affaires des budgétaires en plus de l'Egypte, du Malawi, de Maurice et des Seychelles pour leur totale contribution à la Cour de Justice du COMESA. Le Secrétariat Général du COMESA a également annoncé que selon la réunion du Conseil des Ministres, le Bureau du COMESA a nommé, le Royaume d'Eswatini, Kenya, Congo, Démocratique et Libye comme membres du Conseil des Auditeurs Externes (COBEA) et qui ont déjà commencé leur travail pour l'exercice financier 2020.

43éme réunion du comité du COMESA sur les questions administratives et budgétaires

(27-29 Octobre 2021)

Le Secrétariat Général du COMESA a organisé la 43éme réunion du COMESA sur les questions administratives et budgétaires où ont assistés 16 pays: l'Egypte, Burundi, Djibouti, République du Congo Démocratique, Erythrée, Eswatini, Kenya, Libye, Madagascar, Maurice, Rwanda, Seychelles, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

De même, des représentants du Secrétariat General du COMESA et toutes ses institutions affiliées ont assisté à la réunion.

La réunion s'est terminée avec un nombre de recommandations dont la plus importante est la recommandation du comité des questions administratives et budgétaires qui a consisté sur la nécessité que le comité gouvernemental pour l'étude des ressources humaines de faire plus de travail concernant les systèmes de la distribution géographique et les (quotas) afin de renforcer l'égalité de la nomination aux postes du COMESA.

La 42éme réunion Comité Gouvernemental du comité du COMESA sur les questions administratives et budgétaires

(2-4 novembre 2021)

Le Secrétariat Général du COMESA a organisé la 42éme réunion de Comité Gouvernemental du COMESA sur les questions administratives et budgétaire du (2 au 4 novembre 2021) dans le but étudier les programmes de l'intégration régionale et les questions administratives et les questions budgétaires et présenter les recommandations à ce propos la réunion a eu lieu sous le slogan « Approfondir l'intégration des travaux pour accélérer la reprise économique des impacts négatifs du COVID-19» .

Des représentants du Secrétariat Général du COMESA et ses institution affiliées ont assisté à cette réunion et qui sont: L'Agence Africaine de l'Assurance Commerciale, le Bureau de Communication à Bruxelles, le Conseil des affaires du COMESA, lé Institut Monétaire du COMESA, la Chambre de Compensation du COMESA le Comité de Compétence du COMESA, la Cour de Justice du COMESA, la Fédération des Sociétés des femmes d'affaires dans les pays du COMESA, l'Institut Africain des cuirs et des productions de cuir, la Banque du Commence st du développement, De même des représentants, des partenaires du développement ont assisté à cette réunion parmi eux: l'Union Européen, l'Agence Américaine de développement internationale, la Compagnie de la réassurance, l'Agence régionale de l'investissement, l'association régionale des organisateurs de l'énergie dans la région de l'Est et du Sud-Africain.

Le 21ème Sommet du COMESA tenue à la Nouvelle Capitale Administrative à la lumière de la présidence du COMESA par la République Arabe d'Egypte

(23 novembre 2021)

La Nouvelle Capitale Administrative à la République Arabe d'Egypte a accueilli le 23 novembre 2021, le 21ème Sommet du COMESA, à la lumière que l'Egypte a assumé la présidence du COMESA, Le Sommet s'est tenu sous le slogan: "Renforcer la résilience par l'intégration stratégique numérique" .

Le Secrétaire Général du COMESA, le Président de la Commission de l'Union Africaine, le Président de la Banque Africaine du Développement et le représentant de la Banque Mondiale ont assisté à ce sommet.

Le Sommet s'est concentré sur les principaux points de la vision d'Egypte pour la présidence du COMESA qui se résume en ce qui suit: l'intégration commerciale régionale, l'intégration industrielle, l'intégration et dans le domaine de l'infrastructure spécialement le transport, l'énergie, la communication, la technologie des informations, encourager et attires les investissements dans la région du COMESA, l'intégration dans le secteur de la santé, stimuler la société des affaires dans les pays de la région .

Activités de l'Initiative de Développement de l'INTOSAI (IDI)

L'Initiative du Développement de L'INTOSAI (IDI)

L'IDI a lancé durant l'an 2021 un nombre d'initiatives qui visent à renforcer le rôle et l'efficacité de l'ISC autour du monde, dont les plus importantes sont:

1- L'initiative "Contrôle de la transparence et la responsabilité et l'inclusivité de l'utilisation du financement d'urgence assignés au COVID-19 – processus de l'engagement coopérative mondiale (TAI Audits) en coopération avec l'ARABOSAI et cela par la participation de 32 participants des ISC membres de l'ARABOSAI sous la surveillance de 4 superviseurs pour réviser les sujets relatifs au COVID-19 tels que les crises économiques et, sociales les achats d'urgence et la fourniture les vaccins.

2- Initiative "profiter du progrès technologique (LOTA) qui a pour objectif d'aider les ISC à s'adapter aux évolutions présentes en utilisant et en auditant les technologies modernes, L'équipe responsable de cette initiative est constituée d'un nombre d'experts des différentes régions de l'INTOSAI. A propos de la première production de cette initiative, c'est le projet (LOTASCAN) qui vise à faire un outil qui aide les ISC à évaluer leur environnement technologie interne et externe. De même, on peut profiter des résultats de ce projet dans l'évaluation des autres stratégies de l'audit.

3- Initiative "la gestion des crises et des risques de la performance des ISC (CRISP) qui se concentre sur le renforcement de la flexibilité des ISC à travers l'amélioration des systèmes de la gestion des risques et des crises, La raison du lancement de cette initiative spécialement, dans les défis imposés par la pandémie COVID-19, ce qui a mené les ISC à des moyens plus flexibles et se concentrer sur l'application des systèmes de la gestion des risques et des crises plus efficaces .

4- Plate-forme de l'éducation professionnelle des auditeurs des ISC (PESA-p), c'est une plate-forme électronique qui fournit aux divers ISC des opportunités de formation et d'évaluation de ses auditeurs, la plate-forme est un nouveau choix pour les ISC, elle vise à renforcer les opportunités de coopération avec l'IDI, Aussi, la plate-forme va aider les ISC à développer les capacités de ses auditeurs en suivant le cadre de l'éducation, de l'évaluation et de l'application (EAR).

Activités de l'AFROSAI WGEA

Activités de l’AFROSAI WGEA au cours de l'année 2021.

Plan de travail de l’AFROSAI WGEA- 2021-2023

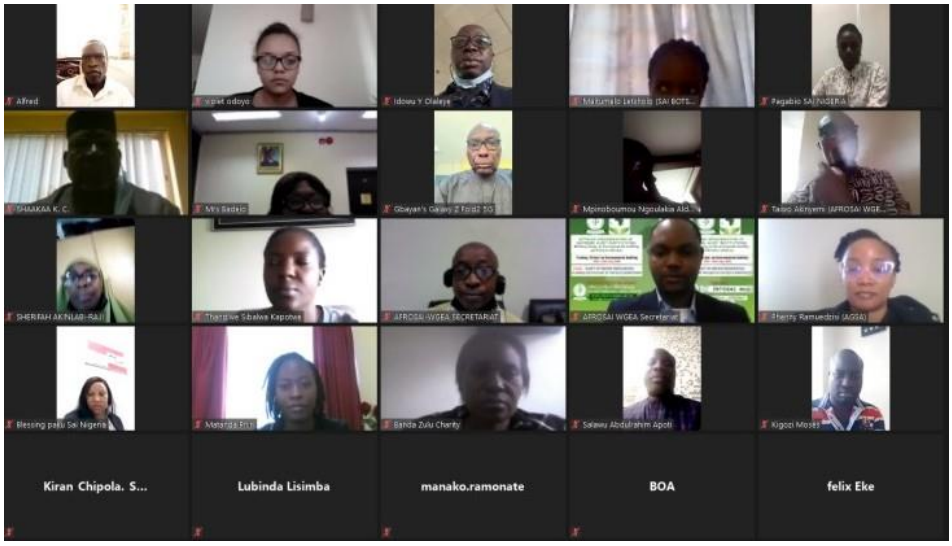
Le secrétariat de l'AFROSAI-WGEA a commencé ses activités de l'année 2021 en posant un plan de travail stratégique qui couvre les années 2021-2023 et cela après l’achèvement du plan 2017-2020.

Après avoir reçu les contributions des divers ISC, une réunion virtuelle du Comité de Pilotage " Steering Committee" a eu lieu le mardi 9 mars 2021 où a été adopté le plan du travail par les pays membres.

La Première formation virtuelle

L’AFROSAI-WGEA a tenu une virtuelle formation consultative sous le thème de " l'audit des ressources de l'eau: planification de l'audit des fleuves du Nile et Niger qui a été accueilli par le secrétariat de l'AFROSAI-WGEA du 12 au 14 juillet 2021.

Ont assisté à cette formation virtuelle, les membres et les représentants des ISC, et les experts dans le domaine des Sciences Environnementales des diverses régions du continent, ainsi que le partenaire du développement à haut valeur, l'Agence de Coopération International Allemande (GIZ).



M.Aghughu Adolphus A. JP. FCNA, FCTI l'Auditeur Général du Nigéria et Président de l'AFROSAI-WGEA, dans son allocution de l'ouverture de la réunion, a mis le point sur comment le processus de l'audit environnemental est unique, et il a signalé que cet audit exige un minimum de connaissance envers les sujets de l'environnement et ses impacts sur la santé et l'environnement.

De même il a ajouté que ces points sont des critères qui ont été posées pour renforcer l'économie, l'efficience et l'efficacité de l'institution soumise à l'audit.

Il a également dit qu'il désire que le groupe de l'AFROSAI-WGEA demeure actif et efficace comme il l'a été lorsque l'ISC de Nigéria avait joint ce groupe en 2012.

M. Peter Jonath, représentant de la GIZ a prononcé son allocution au cours de la formation virtuelle, il a affirmé son total support pour le Secrétariat Général de l'AFROSAI- WGEA dans son travail et son engagement de sa mission, de même il a confirmé sur l'importance des ressources de l'eau et les risques de propager le virus Covid 19 sur l'environnement. De même il a déclaré "Il n'y a pas de frontières politiques ou géographiques en ce qui concerne l'environnement, ce qu'on offre aujourd'hui à l'environnement aura un impact sur nous et sur les futures générations.

Il a ajouté qu'on ne peut jamais diminuer l'importance de l'environnement car il représente l'avenir. M. Jonath a encouragé les ISC à acquérir plus de capacités et de connaissances.

De même il a déclaré que les ISC sont les intermédiaires entre les gens et l'environnement, il a ajouté: "Tous jouent un rôle vital pour sauvegarder et protéger l'environnement.

D'autres parleurs tel que Dr. Vivi Niemenmae le Secrétaire Général de l'INTOSAI WGEA a présenté une présentation sur «les principes de l'Audit Environnemental» où elle a précisé que ce processus se réalisera à travers les audits de la performance qui dépassent les Audits Financiers en achevant les trois points suivants l'économie l'efficience et l'efficacité A la fin de la formation des lettres ont été envoyées au pays bordant les fleuves du Niger et du Nile pour montrer l'importance de l'Audit Coopérative des deux fleuves.

Réunion virtuelle de l'Audit Coopératif prévu des fleuves du Nile et du Niger:

Suite à l'Audit Coopératif prévu, déjà mis en plan, une réunion virtuelle a eu lieu le lundi 30 Août 2021.

Ont assisté à cette réunion les ISC des pays bordant les fleuves du Nil et du Niger. La réunion s'est tenue pour discuter la forme (par laquelle sera effectué) l'Audit Coopératif, ainsi le rôle du Secrétariat de l'AFROSAI- WGEA et la forme du rapport de l'Audit et son agenda.

L'Auditeur Général de Nigéria a annoncé l'ouverture de la réunion, il a invité les ISC des pays bordant les fleuves du Nile et du Niger à participer à cet Audit. Il a réclamé que la façon d'effectuer l'Audit est de ne pas prendre des

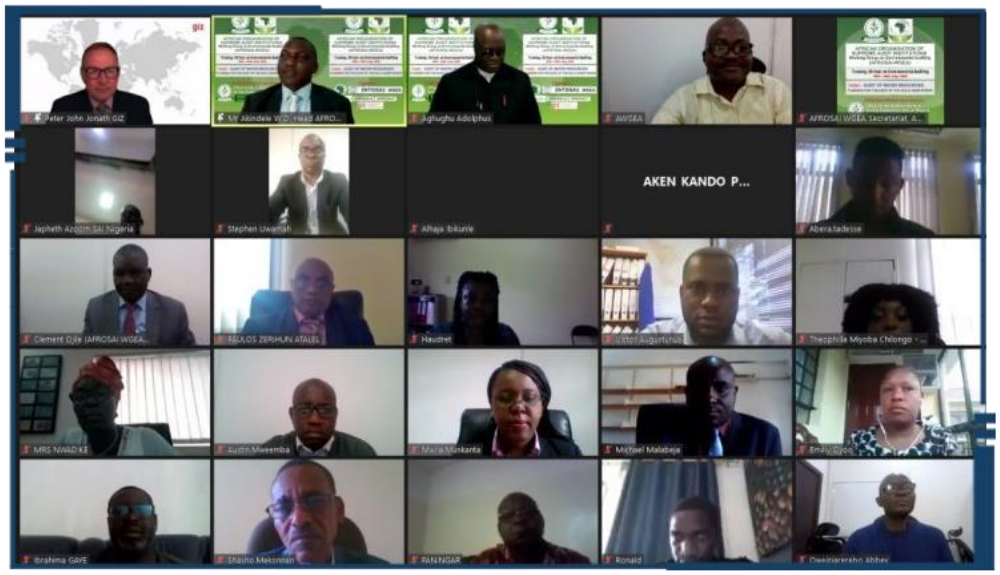
décisions politique mais de donner des recommandations au gens intéressés dans le domaine politique afin de prendre des décisions correctes relatives à la bonne gestion des fleuves du Nile et du Niger dans le but de la durabilité. Il a dit aussi " les pays participants sont des pays souverains". Il a déclaré que le principe de l'Audit des fleuves du Nil et du Niger c'est le bénéfice des pays participants il a réclamé que le Secrétaire Général de l'AFROSAI travaille avec le partenariat avec les ISC respectives pour assurer la réalisation de cet Audit.

M. Akindele Dosamu, Chef du Secrétariat de l'AFROSAI-WGEA et Directeur de l'audit environnemental, a réclamé que le but de la réunion est d'assurer la planification convenable du processus de l'audit et savoir traiter les sujets et les problèmes épineux. Aussi, il a assuré que chaque pays doit participer au processus d'audit.

Dans sa parole, M. Malabeja a dit que le principe du processus dont d'Audit est de la valeur dont jouissent les fleuves du Nile et du Niger. Il a parlé beaucoup des pays du fleuve du bassin du Nile qui sont 10 pays:

L'Egypte, Burundi, Tanzanie, Rwanda, République du Congo Démocratique, Kenya, Ouganda, Soudan, l'Ethiopie et Sud Soudan.

Il a déclaré "Chaque pays joue un rôle" Il a mis le point sur les problèmes qui attaquent la qualité de l'eau spécialement la pollution de l'eau. Le secrétaire Général a demandé la communication continuelle entre les ISC.



M. Abbey Oweiziarerebo, le chef du Secrétariat de l'AFROSAI-WGEA a aussi parlé dans la réunion, il a dit que le secrétariat ne veut pas qu'au une ISC rate l'occasion de faire ces audits.

Parmi les assistants à la réunion, était Mme Liz de L'ISC d'Ouganda qui a demandé une clarification à propos des décisions prises par les chefs des ISC relatives aux audits proposés. De sa part, M. peter Jonath représentant de la société (GIZ) a parlé de la nécessité d'avoir des ressources afin de laisser un héritage pour le future et les générations venantes de même il a affirmé que la GIZ attend à renforcer les ISC dans l'Afrique.

La réunion s'est terminée en concluant sur la nécessité que les Secrétariat Général de l'AFROSAI-WGEA commence dans le processus de l'audit Coopératif du fleuve du Niger et transmette celui du fleuve du Nil ultérieurement. Nigéria- Togo- Niger- Tchad- Mali- Tanzanie- Gabon- Ethiopie – Afrique du sud.

La réunion de planification d'audit du fleuve du Niger:

Le Secrétariat de l'AFROSAI-WGEA en coopération avec l'ISC du Niger et le soutien du GIZ, a accueilli une réunion de planification qui a duré 5 jours sur l'Audit Coopératif du 29 Novembre 2021 au 3 décembre 2021 à Niamey, capitale de Niger.

Les neuf ISC des pays bordant le fleuve de Niger ont assisté á cette réunion.

Ce sont: Niger- Nigéria- Cameroun- Bénin - Côte d'Ivoire - Guinée - Burkina Faso - Tchad - Mali.

L'objectif essential de la réunion était de discuter les moyens communs et poser le plan d'audit et l'ordre du jour des activités. L'audit vérifier si les pays membres et les participants concernés.

Vont adoptes avec les normes et les meilleures pratiques gouvernance de la gestion du fleuve du Niger.

M. Oumarou Narey, le Premier Président de la Cour des Comptes du Niger a fait la bienvenue des participants et il a annoncé sa capacité l'ISC hôte le commencement de la réunion. Il a assuré participants sur leur séjour en paix à Niamey et son total support à la planification de l'audit et son exécution.

M. Aghughu Adlophus AJP, FCNA, FCTI, Président de l'AFROSAI WGEA et Auditeur General de la Fédération (ISC Nigeria) et présenté dans la réunion par M. Akindele W.D a présenté un résumé historique de l'audit coopérative du fleuve de Niger. Il a clarifié que les problèmes environnementaux sont illimités en disant: “les activités environnementales négatives en Afrique peuvent avoir un impact (affecter) en Europe et d'autres pays". Les recommandations qui seront faits à la fin de l'audit conduiront à la subsistance des ressources socio-économique et environnementales du Niger.

Les participants des neuf ISC ont présenté de nombreuses présentations, ils n’ont traité la situation du fleuve de Niger dans leurs pays aussi, beaucoup de points de vue ont été présentés relatifs aux principaux contribuer et tout ce qui a été affecté par l'utilisation du bassin du fleuve du Niger.

M. Michael Malabeja de l'ISC de Tanzanie a signalé que le processus essentiel de l'audit comprend 3 types d'audit: (1) audit de performance, audit environnemental, (3) audit de conformité et qui peuvent être tous utilisés dans les sujets environnementaux. Il a dit qu’on peut transformer ces types dans un seul cycle d'audit qui se compose de la planification, l’exécution, la poursuite de même il a présenté un nombre de sujets choisis sur l’audit et les problèmes que l’audit du fleuve du Niger affronte.

Il a réclamé que l'inondation est une préoccupation commune des pays qui partagent le plan d'eau tel que le fleuve du Niger, car les procédures prises dans les pays en amont peuvent contribuer à l'inondation négatif dans les pays en aval.

La réunion de planification s'est terminée par une excursion à l'Autorité du Bassin du Niger à Niamey où M. Zinsou Didier, le Directeur du Bassin du Niger a fait une présentation dans laquelle il a affirmé la nécessité de la continuité de poursuivre les ressources de l'eau afin d'aboutir à une planification, une gestion et un meilleur échange des informations afin d'obtenir une meilleure gestion de l'eau partagé.

Article édité

Contribution de l'Agence de Coopération Internationale Allemande GIZ (P4R) (Partenaires Pour la Vérification) à la Revue Africaine de Vérification Intégrée. Reconsidération de l'Agenda 2030: Où sont basées aujourd'hui les Institutions Supérieures de Contrôle (ISC)?

Préparé par Dr: James G. Bennett, Consultant GIZ et maître de conférences à Frankfurt School of Finance and Management - Allemagne

Introduction:

En Septembre 2015, L'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté l'Agenda 2030 du développement durable, et rapidement l'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (INTOSAI), l'organisation faîtière des Institutions Supérieures de Contrôle (ISC) dans le monde entier l'a adopté elle aussi. En Décembre 2016, Son excellence, le Conseiller Badawy, Président de l'ASA de l'Egypte tout en étant le rédacteur en chef de la Revue a incité les (ISC) à jouer "Un rôle efficace en effectuant les vérifications des comptes et les contrôles des finances conformément à leurs juridictions ce qui contribue largement aux efforts nationaux" dans le contexte de la mise en œuvre des 17 Objectifs De Développement Durable (ODD) de l'agenda.

Récemment, L'Assemblée Générale de l'AFROSAI a adopté un nouveau plan stratégique qui comprend, entre autres, des activités visant à observer le progrès réalisé dans la mise en œuvre des (ODD) et l'élaboration et l'exécution d'un cadre régional pour la participation des (ISC) au processus mondial visant à orienter et à examiner les réalisations et les (ODD).

Dans ce contexte, il conviendrait de s'interroger sur l'attitude des (ISC) aujourd'hui en termes d'aide, de facilitation et de renforcement de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Une réponse préliminaire à cette question peut être trouvée dans un prochain document de recherche qui sera publié par L'Agence de Coopération Internationale Allemande (GIZ) (P4R), Partenaires Pour la Vérification, qui est un réseau mondial qui regroupe de nombreux intervenants des représentants des gouvernements et d'autres parties prenantes, y inclus la société civile, le secteur privé et le monde académique participants au suivi et à l'examen de 1' Agenda 2030 à l'échelle nationale. Cette recherche a été effectuée avec le soutien technique de (GIZ).

La Situation De Référence

Au cours des dernières années, certains progrès ont été réalisés dans l'harmonisation des stratégies, des programmes et des plans des (ISC) avec les exigences de la mise en œuvre des (ODD). Les progrès peuvent être observés dans quatre domaines principaux:

(1) Identification des contributions potentielles des (ISC) à la mise en œuvre des (ODD) dans la perspective des operations de vérifications nationales volontaire.

(2) L'examen des contributions potentielles des (ISC) à la mise en œuvre des (ODD) à travers les opérations de l'audit de préparation pour les (ODD).

(3) Intégration des programmes et des interventions pertinentes aux (ODD) dans les récents plans stratégiques des (ISC).

(4) Elaboration et exécution des opérations de vérification de la mise en œuvre des (ODD) qui se concentrent sur la performance des institutions gouvernementales (les entités soumises au contrôle) en termes de leurs contributions à la réalisation des (ODD) et des cibles associées.

L'Agence de Coopération Internationale Allemande (GIZ) (P4R) Partenaires Pour la Vérification a examiné un petit échantillon des (ISC) dans diverses parties du monde afin d'extraire des conclusions préliminaires sur la position actuelle des (ISC) dans ces quatre domaines de progrès. Pendant la phase initiale, 13 pays ont été examinés en tant qu'études de cas, dans deux pays seulement les rapports nationaux volontaires faisaient explicitement référence aux contributions potentielles des (ISC) à la mise en œuvre des (ODD). Dans le même échantillon deux pays n'avaient pas encore publié les opérations de vérification de préparation pour les (ODD), dans 11 autres pays, les juridictions et les rôles des (ISC) dans la réalisation des (ODD) ont été explicitement mentionnés dans 7 cas. Pour un des cas de l'étude aucun plan stratégique de l'(ISC) était disponible, dans les 12 autres pays, les contributions des (ISC) à l'Agenda 2030 et aux (ODD) n'ont été explicitement mentionnées que dans trois

plans stratégiques récents. En ce qui concerne l'élaboration et l'exécution des processus d'audit de la mise en œuvre des (ODD), peu d'éléments probants étaient disponibles à ce stade initial de l'examen de l'adoption de la vérification des (ODD) afin de vérifier la présence de telles vérifications ou du moins leurs inclusions dans la planification de l'audit.

Les 13 (ISC) examinées dans cet examen préliminaire ne sont pas nécessairement représentatives des 195 autres (ISC), membres de l'INTOSAI. Néanmoins, cela révèle l'existence de sérieuses lacunes en ce qui concerne l'intégration des (ODD) dans la planification stratégique et les opérations de préparation de la vérification dans les (ISC).

Compte tenu de ces observations préliminaires, l'équipe de la recherche a choisi 7 pays comme études de cas pour un examen plus approfondi.

Problèmes et Opportunités

La cible spécifique de vérifier l'exécution d'audit des (ODD) (qui sera prochainement publiée) est d'approfondir notre compréhension à comment mettre en exécution les conclusions et les recommandations issues des opérations d`audit des (ODD). Le terme "audit des (ODD)" comprend à la fois la préparation de ceux-ci ainsi que la vérification de leurs mises en œuvre.

Les informations ont été recueillies au moyen d'entretiens en ligne avec plus de 40 représentants d'(ISC), de parlements, des organisations de la société civile et d'autres organismes chargés du contrôle du secteur public dans 7 pays: L'Argentine, Le Bhoutan, Le Brésil, La Géorgie, Le Kenya, La Malaisie et L'Ouganda. L'essentiel du rapport est basé sur l'adoption de l'audit des (ODD) du point de vue des (ISC). Le terme "adoption" désigne dans ce contexte l'accréditation des conclusions et des recommandations de la vérification des (ODD) de la part des parlements, des gouvernements et les autres parties intéressées aux (ODD) ainsi que la traduction des recommandations en actions efficientes et efficaces.

Les résultats de la vérification soulignent, entre autres, l'importance des organigrammes internes des (ISC) pour la gestion des relations publiques, des partenariats stratégiques et des communications avec les parties intéressées sur une trajectoire vers la pleine réalisation des (ODD).

Les principaux résultats en terme des enjeux actuels et des opportunités sont axés sur 5 domaines de développement des capacités institutionnelles des (ISC), à savoir: l'indépendance et le cadre juridique, l'organisation et la gestion, les ressources humaines, les normes et les méthodologies de l'audit, les communications et la gestion des parties prenantes.

Le rapport conclut que même si les opérations des audits de préparation aux (ODD) ne peuvent que jouer un rôle de guide si elles sont régulièrement mises à jour, surveillées et suivies, cependant, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour intégrer les processus d'audit de la mise en œuvre des (ODD) dans ceux actuels des (ISC), y compris la collaboration des (ISC) avec des partenaires externes. En outre, compte tenu de la proximité croissante de l'année cible de l'Agenda 2030, on s'attend à ce que les processus d'audit des (ODD) devraient se concentrer davantage sur la possibilité de réaliser les (ODD) ainsi qu'identifier les moyens et le temps nécessaires pour combler les lacunes existantes.

La Voie à Suivre.

Le rapport de (GIZ) se concentre sur les résultats de l'examen de l'application de l'audit des (ODD) sur la perspective des (ISC), il détermine aussi de nombreuses opportunités que les (ISC) peuvent exploiter dans leurs compétences juridiques ainsi qu'il présente des exemples abondants sur la manière de coopération des autres organismes tels que les parlements et les organisations sociales civiles en contribuant avec les (ISC) à la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

En respectant la contribution potentielle de l'étude à une meilleure compréhension de la position actuelle des (ISC) dans la contribution de la mise en œuvre de l'Agenda 2030, néanmoins, il faut admettre que l'étude comporte d'importantes restrictions telles que: **Premièrement:** la taille de l'échantillon est modeste, par conséquent, les conclusions ne peuvent-être généralisées qu'avec précaution et prudence.

Deuxièmement: tout en mettant fortement l'accent sur les informations recueillies lors des entretiens avec les parties prenantes, l'étude ne fournit qu'un aperçu analytique limité de nombreux facteurs contextuels de nature sociale, économique et politique qui peuvent aider ou entraver les contributions efficaces des (ISC), à l'Agenda 2030.

Troisièmement: l'étude ne tient pas compte des contributions potentielles directes et indirectes des réseaux régionaux des (ISC) à la mise en œuvre des (ODD).

Compte tenu de ces restrictions reconnues, l'étude incite les (ISC) et leurs partenaires y compris les chercheurs, à explorer des sujets pertinents, tels que, l'intégration des (ODD) dans les vérifications par les pairs des (ISC) et dans la pré-vérification afin d'adapter les (ODD) avec les plans budgétaires tout en élargissant les attributions et les activités des (ISC), pour un renforcement d'adopter l'audit des (ODD) et les approches et les outils nécessaires pour prendre en considération le principe fondamental de l'Agenda 2030 de "Ne laissant personne de côté" dans le travail des (ISC) et de leurs partenaires nationaux et internationaux.

Article édité

Contribution de l'ARABOSAI: L'Automation du travail de Contrôle et son rôle dans le développement de la performance

Préparée par: Somaia Elmir et Mariam Taleb

L'ISC du Bahreïn

1- Introduction

Le thématique de l'automation des procédures et des processus jouit d'un intérêt croissant dans les institutions gouvernementales et privées, surtout avec les évolutions rapides au niveau des techniques et des technologies de l'information. Ces institutions ont cherché à en bénéficier de ce développement technologique ainsi que de l'automation de leurs procédures afin d'effectuer leurs travaux avec rapidité et précision.

L'Automation est définie Comme la mise en œuvre des procédures ou des processus tout en s'appuyant sur la technologie dont le but est de réduire l'intervention humaine aux niveaux les plus bas.

L'activation de l'automation au sein des institutions gouvernementales et privées favoriserait l'augmentation de leur compétitive, la réduction des coûts de leur production, le renforcement de la qualité du travail et l'accélération de son rythme ainsi qu'à soutenir la prise des décisions et l'amélioration des services fournies.

Par analogie, l'importance de l'automation des fonctions d'audit a apparue en raison de ses impacts positifs et significatifs sur l'amélioration de la performance des auditeurs ainsi que l'optimisation de l'efficacité du processus d´audit et la réduction du temps et des efforts tout en fournissant les résultats au temps adéquat, par ailleurs l'aide à la prise de décisions et accroître leur efficacité en plus de faciliter la documentation et l'archivage des travaux d'audit.

Etant donné que les Institutions Supérieures de Contrôle [ISC] sont les entités chargées des travaux de contrôle sur les entités´ gouvernementales conformément aux décrets et aux lois propres à l'Etat soit qu'il s'agisse des travaux de contrôle financier ou de contrôle de la conformité et de la performance. Les opérations de ces ISC deviennent plus compliquées et diversifiées ce qui nécessite le développement continu de leurs méthodes de mise en

œuvre tout en bénéficiant de l'utilisation des technologies de l'information et des techniques modernes disponibles.

Etant donné que le Bureau National d'Audit du Royaume de Bahreïn est considéré comme l'un des organismes qui ont adopté l'automation de ses opérations, il était important d'élaborer cette recherche afin de transmettre son expérience dans l'automation du travail de contrôle et les méthodes et les moyens qui l'ont aidé à développer ses performances, à renforcer la qualité des résultats, et à prendre conscience des orientations futures Concernant l'automation du travail et son impact sur l'efficience et l'efficacité du travail de contrôle.

1-1 Les Objectifs de la Recherche

Cette recherche traite le concept de l'automation, ses objectifs et son importance pour le travail de Contrôle tout en mettant l'accent sur L'impact de l'automation sur le niveau de la performance, l'efficacité et l'efficience du travail de contrôle.

La recherche vise à ce qui suit:

- Clarifier l'importance de l'automation pour le travail d'audit en général ainsi que pour les opérations des ISC.
- Présenter l'état actuel de l'automation au sein du Bureau National d'Audit et son expérience dans ce domaine.
- Déterminer l'impact de l'automation sur le niveau de la performance, l'efficience et l'efficacité du travail de contrôle de différents points de vue.
- Sensibilisation des auditeurs des Institutions Supérieures de Contrôle [ISC] aux tendances futures les plus marquantes dans le domaine de L'automation du travail de contrôle.
- Extraire des conclusions et des recommandations pour développer et renforcer L'automation dans les ISC.

1-2 Méthodologie de la recherche

La recherche s'appuiera essentiellement sur des recherches et des publications émanant des institutions professionnelles et académiques, en plus sur des ouvrages liés au sujet de la recherche. Ainsi que sur ceux spécialisés dans les systèmes

d'information, les méthodes de contrôle et d'audit, l'intelligence artificielle, etc., en plus des directives émises par l'INTOSAI (Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances publiques.) Le Conseil des normes International d'Audit et d`Assurance [IAASB], l'Institut Américain des Experts Comptables Agrées [AICPA] et l'Institut Canadien des Comptables Agrées [CICA]. La recherche commencera par une explication approfondie du Concept de l'automation, de ses objectifs et de ses exigences et conditions d'application. La recherche continuera à expliquer l'importance de l'automation en général, tout en se concentrant sur l'importance de l'automation du travail de contrôle dans les ISC. La recherche portera également sur une explication détaillée sur l'état actuel des opérations d'automation dans le Bureau National d'Audit du Royaume de Bahreïn. Elle examinera en détail l'expérience du Bureau dans l'automation de ses opérations grâce à l'utilisation du (Pentana Audit M.K) et son impact sur Le niveau de la performance, l'efficience et l'efficacité des travaux de contrôle. La recherche abordera également les aspirations futures que le Bureau espère à les appliquer ainsi qu'à renforcer leur utilisation. La recherche se terminera par une analyse des résultats extraits tout en fournissant des recommandations suggérées concernant l'automation du travail de contrôle et son rôle dans le développement de la performance tout en mettant l'accent sur le secteur gouvernemental.

1-3 Axes de la recherche

Le Premier Axe: le concept de l'automation.

Le Deuxième Axe: l'importance de l'automation des travaux de contrôle.

Le Troisième Axe: L'état actuel des opérations de l'automation au sein du Bureau National d'Audit.

Le Quatrième Axe: l'expérience du Bureau National d'Audit dans L'automation des travaux de contrôle.

Le Cinquième Axe: l'impact de l'automation sur le niveau de la performance, l'efficience et l'efficacité des travaux de Contrôle.

Le Sixième Axe: les futures Orientations dans le domaine de l'automation des travaux de Contrôle.

Le Septième Axe: Les résultats et les recommandations.

2-Le Premier Axe: Le Concept de l'Automation.

Pour des siècles la gestion s'est appuyée sur la papeterie et la plume ou sur le format manuel pour exercer ses fonctions de planification, d'organisation, d'orientation et de contrôle tout en s'appuyant sur l'expérience et l'auto-efficacité de ses utilisateurs(1). Cependant des changements dans le système et la nature du travail ont commencé avec l'invention de la dactylographie au milieu du XIXe siècle et jusqu'à l'avènement de l'ordinateur associé par une évolution fascinante dans le domaine des technologies de l'information et de la communication(2). La gestion a commencé à expérimenter des concepts et des méthodes plus développés tels que les systèmes d'information et de communication et les méthodes quantitatives de rationalisation des décisions, l'utilisation du courrier électronique et de la messagerie vocale, l'organisation électronique des réunions et des conférences audio-visuelles et à de nombreuses autres applications importantes, jusqu'à ce que cette ère est connue comme l'ère de l'informatique(3) et lorsque l'être-humain à bien profiter de l'ordinateur et de la technologie de l'information pour que ces derniers effectuent les travaux exécutés auparavant par lui, il a abouti à l'automation.

2-1 La Définition de l'Automation.

L'automation ou l'opération automatique, telle qu'elle est définie par Wikipédia l'encyclopédie libre est une nouvelle expression pour tout travail autonome sans l'intervention humaine, par exemple l'industrie automatisée peut être nommée automation de l'industrie même dans l'automation des travaux administratifs et de la télédiffusion, qui vise à rendre les laboratoires plus dépendants sur les machines plutôt que sur l'être humain. L'automatisation est un type de robot qui a encore besoin de l'être humain pour achever son travail.

Parfois te terme mécanisation est utilisé pour l'automation, ce terme est dérivé linguistiquement du mot latin (machine) tandis que sémantiquement cela signifie l'intégration de la machine au travail et la convertir d'un travail manuel à automatisé ou automatique. Mais l'automation ou l'auto opération diffère de la mécanisation car l'auto-opération est liée à l'utilisation de l'électronique pour effectuer des tâches, tandis que le terme mécanisation est associé à la l'utilisation des machines pour économiser l'effort humain déployé ainsi que le temps.

L'automation peut également être définie comme étant le processus d'utilisation des systèmes et des réseaux informatiques afin d'accomplir les tâches bureautiques quotidiennes et périodiques dans les institutions à caractère productif, administratif, financier ou de service[(4)]. Le concept d'automation administrative est l'un des concepts modernes les plus importants sur lesquels les pays et les institutions s`appuient pour gérer leurs affaires et fonctionner leurs travaux, développer des méthodes de traitement de l'information qui leur sont nécessaire tout en se profitant et se bénéficiant de ces informations qui se sont diversifiées et augmentées en raison du progrès social et économique et de la complexité croissante de la structure de la Société et de la taille des unités administratives et économiques[(5)].

De plus l'automation est une expression indicative d'un ensemble de méthodes permettant d`annuler l'intervention humaine dans une Série d'opérations qui peuvent à l'origine n'être que des processus physiques ou mentaux ou des deux ensemble[(6)]. L'automation est le choix stratégique que les organisations doivent traiter et le considérer comme une opportunité qui doit-être exploitée si elles veulent continuer sur le marché face à une concurrence accroissant attendue considérablement surtout lorsque le volume d'information a la plus grande importance dans la détermination de la valeur économique de la productivité du travailleur[(7)]. L'automation est considérée

comme le début du développement administratif et une solution à de nombreux problèmes car elle permet d'identifier les faiblesses administratives dans L'organisation et ensuite leur réforme[8]. Et c'est sans compter que la réussite de ce processus nécessite une prise de conscience du personnel de leur diverses catégories pour le changement qu'il entraînera dans le rythme de travail, des responsabilités et des moyens de communication, des mécanismes et des règles du travail, des compétences requises pour sa réalisation ainsi que des modifications des procédures et de l'infrastructure de l'état actuel de l'institution, et de leurs besoins, de leurs conditions et de leurs futurs plans.

2-2 les Objectifs de l'Automation

Les objectifs de l'automation se résument à accroître la compétitivité des institutions, à réduire leurs coûts de production, à diminuer le gaspillage, à améliorer la qualité du travail et accélérer son rythme, à renforcer la prise de décision et à améliorer les services fournis. Ainsi il est devenu évident que pour de nombreux établissements dans des divers secteurs et qui n'ont pas adopté une stratégie bien définie pour s'appuyer sur l'automation qu'ils se retrouveront à la traine de la révolution des technologies de l'information et que l'automation peut leur offrir de nombreux avantages, notamment[9]:

1- L'automation fournit un bon système de gestion des dossiers qui réduit au maximum l'effort humain.

2- L'automation garantit l'utilisation optimale de l'information et permet de l'illustrer dans la réalité à travers des rapports périodiques et exceptionnels, des tableaux intégrés, des schémas et des graphiques illustrés et explicatifs.

3- Réduire le phénomène de la corruption administrative ainsi que la négligence et l'indifférence de certains travailleurs.

4- La rapidité et la clarté de la communication et réduire au maximum le besoin de correspondants.

5- Accroître la rapidité d'exécution des travaux, élever le niveau de leur précision ainsi que réduire l'effort humain nécessaire à leur mise en œuvre compte tenu de l'augmentation importante du volume d'informations que traite l'institution avec la complexité de ses interventions et de ses procédures de traitement.

6- Rendre les indicateurs de performance une véritable norme de récompense, de punition et de promotion de carrière.

7- Accroître la capacité du directeur à se familiariser avec ses tâches et ses fonctions managériales.

8- Accroître la capacité de l'administration à prendre des décisions rationnelles et pragmatiques fondées sur des bases scientifiques et réalistes.

2-3 Exigences et Conditions de l'Automation.

L'organisation est une exigence préalable au succès des travaux. Les derniers temps, le développement des technologies modernes dans ce domaine est devenu une obsession scientifique. L'automation en est venue à représenter les manifestations de ce développement dans de nombreux domaines, et à fournir de nouvelles perspectives ainsi qu'à soutenir l'être humain à chaque étape et à lui faciliter beaucoup de choses. En conséquence, le succès de t'automation nécessité la collaboration des efforts de L'Etat et de l'institution. Les exigences les plus importantes pour sa mise en œuvre sont les suivantes:

- Déterminer les travaux à automatiser et la priorité de telles opérations d'automation.
- Déterminer précisément les caractéristiques des travaux et des procédures en cours.
- Etudier l'état actuel des archives d'information au sein de l'institution.
- Reconfigurer les processus de travail conformément à l'automation.
- Réhabiliter le personnel dans le domaine de l'initiation à l'informatique.
- Allouer les ressources financières nécessaires aux projets de l'automation.
- Fournir suffisamment de réseaux de communication numériques modernes pour soutenir l'automation.
- Promouvoir l'industrie du logiciel.

- Réaliser en premier lieu des projets d'automation sectorielle.
- Elaborer un guide et une méthodologie générale de l'automation.
- Réhabiliter les techniciens de l'information afin d'être capable à mettre en couvre et exécuter les projets de l'automation.

3- Le Deuxième Axe: L'Importance de L'Automation des travaux de Contrôle.

L'automation des travaux d'audit ou l'utilisation des technologies informatiques dans le domaine de l'audit signifie l'utilisation des méthodes électroniques dans la pratique du travail d'audit. L'utilisation de tels moyens contribue à constituer une base de données électroniques pour ceux qui reçoivent les services d'audit et à sélectionner plus précisément l'échantillon d'audit dans les institutions, ce qui se reflète à la crédibilité des conclusions de l'audit(10). La diffusion des technologies de l'information, pour desservir différents secteurs y compris le secteur d'audit, nécessite nécessairement la fourniture d'éléments essentiels qui contribueront à une diffusion plus large, vu que l'investissement matériel est l'un des éléments nécessaires aux exigences de l'utilisation des technologies de l'information. De plus la réhabilitation humaine et la fourniture d'un niveau de connaissance conduit à l'acceptation des responsables des systèmes informatiques à utiliser cette technologie(11).

Certains chercheurs ont souligné quelques avantages réalisées grâce à l'utilisation des systèmes et de la technologie de l'information dans le processus d'audit à citer:

- Les systèmes automatisés augmentent la performance des auditeurs, mais en même temps ils ne remplacent pas ces derniers dans le processus de prise de décision.
- Les systèmes automatisés sont considérés un moyen de formation et de réhabilitation des auditeurs, tout en bénéficiant de l'expérience et des conseils des auditeurs experts pour soutenir la performance des novices parmi eux, créant ainsi des générations capables d'accomplir des tâches et de travailler d'une manière efficace et efficiente.

- L'utilisation des systèmes automatisés conduit à améliorer l'efficacité du processus d'audit notamment par le biais de nombreuses choses, y compris:

aider à élaborer le plan et le programme de la tâche d'audit, réduire les coûts du processus d'audit, minimiser l'effort et le temps ainsi que présenter les résultats de l'audit en temps opportun.

- Les systèmes automatisés fournissent des expertises et des expériences rares à être acquises dans les bureaux et les entreprises, donc ces systèmes aident les auditeurs non experts à obtenir des résultats similaires à ceux obtenus par des experts dans le même domaine.
- Les systèmes automatisés visent à améliorer l'efficience des décisions prises par les auditeurs externes ainsi qu'à accroître leur efficacité.
- Réduire le temps et les efforts pour les novices auditeurs qui ont besoin d'améliorer leurs capacités de prise de décision.
- La possibilité d'utiliser les systèmes automatisés comme un outil consultatif et de formation à la fois car ils peuvent servir comme consultant pour les auditeurs externes experts et comme formateur pour les auditeurs novices.
- Il constitue d'une référence documentaire pour les auditeurs et permet ainsi aux institutions qui l'utilise la meilleure expertise qui peut être obtenue.

3-2 L'Importance de L'Automation des opérations d'Audit des Institutions Supérieures de Contrôle (ISC).

L'utilisation de la technologie de l'information présente plusieurs avantages dont on peut bénéficier dans tous les aspects de la vie et dans des diverses activités et travaux tels que la comptabilité et l'audit. L'utilisation de la technologie de l'information dans l'institution conduit à la stabilité dans l'application des opérations comptables complexes et du traitement des mégadonnées En plus elle aide à raccourcir le temps, à extraire des résultats précises des analyses effectuées, à faciliter les analyses supplémentaires exigées des auditeurs pour les informations comptables et financières en plus à accroître la contribution de superviser le rendement

des activités, des politiques et des procédures au sein de l'institution.

A cet égard, il est utile de noter que l'automation des travaux d'audit a eu un grand impact sur l'amélioration de la qualité des résultats des tâches effectuées par les Institutions Supérieures de Contrôle (ISC) sur les entités soumises à leur contrôle ainsi que sur la mise en œuvre efficace et efficiente des procédures associées à toutes les étapes de l'audit.

Par exemple, l'utilisation de la technologie de l'information a contribué à améliorer la qualité du cycle de planification du processus de l'audit, tout en calculant plus précisément la taille de l'échantillon, ou en aidant à mieux équilibrer le temps requis pour les processus et les étapes d'audit ainsi qu'en élaborant le calendrier nécessaire à l'achèvement du processus d'audit avec plus d'organisation.

En outre l'utilisation de la technologie de l'information aide l'auditeur lors de la mise en œuvre des procédures analytiques tout en comparant avec plus de précision les ratios financiers réels de l'institution ou cours de périodes successives, ou avec des ratios similaires estimés et permettant ainsi à l'auditeur d'identifier les exceptions et d'en déterminer les causes.

De plus l'utilisation de la technologie de l'information aide l'auditeur à examiner rapidement et facilement les comptes et les états financiers des entités soumises au contrôle pour l'année en cours et les années précédentes, et autant qu'il ait à sa disposition les programmes analytiques informatisés, ça lui permet d'exprimer son opinion de manière plus crédible et objective.

L'utilisation de la technologie de l'information améliore également la qualité des travaux d'audit et de leur documentation, en vérifiant plus précisément et plus rapidement les soldes des différents comptes et en résumant les conclusions de l'audit ou préparant les documents de travail et les attestations, ou lors que l'auditeur prépare davantage les cycles documentaires et les organigrammes des procédures ce qui lui permet à accomplir le programme de contrôle dans un délai plus court.

En outre l'utilisation de la technologie de l'information fournit des bases de données qui permettent à l'auditeur de révéler les éléments probants requis pour la qualité de l'audit et assure une trajectoire d'audit qui lui permet à suivre les opérations financières et ainsi de prouver leur validité et leur qualité. Elle accroît également la possibilité à protéger les informations en déterminant les personnes autorisées à assurer le suivi des documents, ainsi qu'à augmenter le degré de confiance, d'impartialité et d'objectivité dans l'obtention des informations d'où la validité des processus d'audit. L'automation des processus renforce la capacité d'examiner le plus grand nombre d'échantillons d'opérations financières, et augmente ainsi la suffisance des éléments probants qui étayent l'opinion finale de l'auditeur sur la fidélité des états financiers et son obtention des preuves plus liées à l'élément à auditer que si cette technologie n'était pas utilisée. En outre cela contribue à accroître la capacité de séparer les tâches, ce qui augmenterait l'objectivité et la qualité de processus d'audit.

Ce qui précède renforce ce que l'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (INTOSAI) a indiqué dans plusieurs articles publiés dans la revue (International Journal of Government Auditing) qui abordait l'importance de l'automation des processus de Contrôle mis en œuvre par les Institutions Supérieures de Contrôle et de Comptabilité vu son important impact positif sur l'amélioration des résultats d'audit sur le secteur public, ainsi que la nécessité d'aller de pair avec le progrès technologique en utilisant des méthodes et des techniques qui ont fait leurs preuves dans ce domaine, telles que t'intelligence artificielle et les techniques d'analyse de métadonnées[(12) (13) (14)].

Les efforts de l'INTOSAI à cet égard ont été également soulignés en donnant aux ISC la possibilité de bénéficier de l'expérience des autres ISC dans de nombreux domaines au sein de sa chaîne (Innovation Labs) dont la thématique de l'automation des travaux de Contrôle et de l'utilisation de la technologie de l'information occupe une place prépondérante dans celle - ci.

3-3 L'Importance d'automatiser les processus des entités soumises au Contrôle des Institutions Supérieures de Contrôle

L'utilisation de la technologie de l'information aves ses différents outils a contribué à améliorer la qualité des informations financières et comptables communiquées par les entités soumises au contrôle des Institutions Supérieures de Contrôle et d'où elle a eu un impact positif et une remarquable valeur ajoutée. En ce qui concerne le niveau des procédures Comptables, il est devenu plus rapide, plus précis et plus facile grâce à sa transformation du caractère traditionnel au caractère électronique. Les collections documentaires et des livres sont devenues plus facile d'accès et facile à manipuler avec moins d'effort ainsi qu'à les conserver et les archiver se font à moindre coût et dans un espace limité.

En ce qui concerne les sorties du système d'information comptable telles que les états financiers et les rapports, leurs qualités se sont améliorées et se sont caractérisées par l'exactitude et l'accès rapide aux informations incluses.

Du fait que l'audit représente l'autre aspect de la comptabilité puisqu'il est chargé d'exprimer une opinion professionnelle neutre sur la légitimité et la crédibilité des informations élaborées et divulguées par le système d'information comptable. L'audit a eu un part de l'impact positif dû à sa combinaison avec les outils informatiques.

L'auditeur effectue également les procédures analytiques de manière plus simple dans l'environnement électronique par rapport à son homologue manuel. Il nécessite désormais le moins d'effort et de temps pour exécuter ses tâches avec une grande qualité grâce aux outils informatiques destinés à être utilisés dans la réalisation des processus de l'audit tels que les logiciels d'audit général. Parce que le capital de la profession d'audit est la confiance de la société en eue. Les technologies de l'information ont joué un rôle majeur dans l'amélioration de la vision de la société sur la profession d'audit, grâce à l'opinion prédominante à cette époque que tout développement dans n'importe quel domaine n'est pas à

l'écart de la technologie des informations, tout cela a permis d'améliorer la qualité et les caractéristiques qualitatives des informations financières[15].

Dans ce contexte, il est clairement évident qu'il est nécessaire d'automatiser les opérations en général des entités soumises au contrôle et de leurs opérations financières ainsi qu'en particulier leurs procédures comptables, afin de permettre aux Institutions Supérieures de Contrôle (ISC) d'exercer leur contrôle d'une manière efficace et efficiente et de réaliser l'intégration entre elles ainsi que d'améliorer les résultats du contrôle.

4- Le Troisième Axe: l'Etat Actuel des opérations de l'automation au Sein du Bureau National d'Audit

Depuis sa création, le Bureau National d'Audit du Royaume de Bahreïn a pris conscience de l'importance d'automatiser ses opérations et à commencer par les opérations liées aux travaux de contrôle sur les entités soumises à son contrôle jusqu'aux processus des procédures administratives nécessaires à l'exécution de ses tâches quotidiennes.

Le Bureau National d'Audit dès la première décennie de sa création a visé à étudier les expériences des Institutions Supérieures de Contrôle [ISC] dans un certain nombre de pays voisins et développés afin d'aboutir à des programmes et des systèmes automatisés susceptibles de contribuer au déroulement des travaux d'audit, ainsi qu'à améliorer leur efficience et leur efficacité tout en réduisant les charges administratives et en renforçant l'efficacité de l'utilisation des ressources humaines.

Nous aborderons ci-dessous les programmes, les systèmes automatisés ainsi que les applications utilisées par le Bureau pour gérer les procédures de travail de contrôle.

4-1 Le programme (Pentana Audit M. K) - (anciennement MK Insight).

Ce programme est spécialisé à la gestion des opérations de contrôle au sein du Bureau National d'Audit du Royaume de Bahreïn dans ses différentes domaines, qu'il s'agisse des tâches de contrôle financier, de conformité ou de performance.

Le programme permet de s'assurer que les tâches de contrôle sont plus efficientes, plus efficaces et basées sur les risques, puisqu'il automatise les procédures suivies pour planifier et mettre en œuvre les tâches de contrôle de manière à pouvoir se concentrer sur les activités les plus importantes plutôt que sur les procédures administratives. Les principaux aspects permettant de bénéficier du programme sont les suivants:

- L'amélioration de la qualité des opérations de contrôle et la réduction des charges administratives.
- La centralisation des opérations et le flux des travaux.
- Le suivi du déroulement du travail des tâches de contrôle et l'identification des domaines à améliorer.
- La priorisation des opérations de contrôle en fonction des risques.
- La validité de la prise des décisions basées et étayées par des données
- La révélation des opportunités de projets d'évolution des opérations de contrôle.

Le programme [Pentana Audit MK] est conçu pour s'adapter à la méthodologie du travail au Bureau National d'Audit au Royaume de Bahreïn et pour automatiser les étapes de gestion du travail de contrôle dans tous les départements techniques, le programme permet d'effectuer ce qui suit:

- La gestion des opérations de contrôle ainsi que l'élaboration et le suivi des plans de contrôle annuels.
- La conception des formulaires des fichiers et des programmes de contrôle, des rapports et autres.
- L'élaboration des fichiers de contrôle électroniquement.
- L'exécution des programmes de contrôle, la gestion des documents du travail et les réviser électroniquement.
- L'extraction des différents rapports, y compris les brouillons des rapports des observations.
- L'élaboration et l'approbation des rapports d'heures de travail au sein de l'unité d'enregistrement des heures de travail.

- Le maintien des dossiers permanents et La fourniture d'une bibliothèque électronique.
- La préparation et l'envoi des questionnaires et des enquêtes.
- La gestion des pièces justificatives et la facilité de recherche des pièces jointes, des remarques et des recommandations.

Le programme permet de déterminer et d'attribuer des attributions aux auditeurs selon leur niveau fonctionnel avec la possibilité de limiter l'autorisation de consulter certains dossiers de contrôle - qui traitent de données confidentielles-sur des utilisateurs spécifiques.

4-2 l'application du Réseau Virtuel Privé.

Les Réseaux Virtuels Privés [en anglais VPN] permettent de créer une voie de communication sécurisée avec un autre réseau via l'Internet, ce qui est considéré comme l'une des meilleures solutions qui sauvegarde les données et en sécurise la confidentialité et la discrétion. Grâce à l'application du Réseau Virtuel Privé du Bureau National d'Audit du Royaume de Bahreïn, il est connecté aux systèmes automatisés du Bureau et aux dossiers enregistrés dans les serveurs. Par exemple, Le Réseau Virtuel Privé permet aux personnels techniques d'accéder au programme [Pentana Audit MK] afin d'effectuer leurs tâches de contrôle à distance. De plus, le Réseau Virtuel Privé facilite l'accès aux dossiers et aux données sauvegardés sur les serveurs du Bureau sans avoir besoin de se connecter au réseau interne au siège du Bureau.

L'application du Réseau Virtuel Privé a coïncidé avec l'activation du programme [Pentana Audit MK] en 2014. Un certain nombre de mises à jour ont été effectuées à cet égard, la plus notamment en 2020, au cours de laquelle Le Réseau Virtuel Privé a été développé et la fonction des Tunnels Séparés [VPN split Tunneling] a été activée ce qui permet d'utiliser l'Internet et de se connecter au Réseau Virtuel du Bureau en même temps.

4-3 Le Programme (Magnet AXIOM) de Découverte Electronique

En 2021, Le Bureau National d'Audit du Royaume de Bahreïn a commencé

À utiliser un certain nombre d'applications et de programmes spécialisés aux opérations de Découverte Electronique (en Anglais, E-Discovery) lors de l'exécution de tâches d'audit d'enquête (en Anglais, Forensic Audit). L'encyclopédie gratuite de technologie Technopedia a définit La Découverte Electronique comme étant le processus de recherche, de sécurisation, de localisation, d'exploration et de récupération des informations enregistrées électroniquement dans un but prévu pour une affaire civile ou pénale.

Le programme (Magnet AXIOM) de Découverte Electronique est considéré comme une plate-forme d'investigation numérique globale qui permet de récupérer les données numériques nécessaires à l'exécution et à l'analyse des tâches d'audit, ainsi que de partager les résultats obtenus.

Le programme se caractérise par les avantages suivantes:

- La récupération des données enregistrés dans les ordinateurs et sur le Cloud.
- L'examen des preuves recueillies de toutes les sources et les rassembler dans un seul dossier.
- La présentation et le partage des conclusions via les outils d'analyse et l'élaboration des rapports.

4-4 Le Programme d'Analyse de Données (IDEA)

En 2021, Le Bureau National d'Audit du Royaume de Bahreïn a commencé à utiliser un programme spécialisé d'analyse des données afin d'exécuter les tâches d'audit d'enquête, en anglais [Forensic Audit]. Le programme a fourni des outils d'analyse globaux efficaces et faciles à utiliser. Le programme se caractérise par des propriétés analytiques avancées qui aident à accélérer l'analyse des données, et à fournir une expérience facilement utilisable, tout en permettant la présentation rapide et efficace des conclusions d'où il peut provenir de rédiger des rapports comme suit:

- Des rapports illustrés sur l'identification des modèles, des tendances et des valeurs extrêmes via le tableau de bord du programme.
- La simplicité d'extraction des résultats d'analyse et de transfert de leurs rapports vers d'autres applications telles qu'Excel et (Power Bi) et d'autres.

- L'extraction des rapports dans un format lisible et le partage direct des conclusions du programme.

Le programme est utilisé comme un outil d'analyse avancé afin de déterminer les valeurs extrêmes dans les données et de mettre en œuvre un certain nombre de processus notamment:

- Les processus d`extraction et des tests d`exclusion qui déterminent les enregistrements partageant certaines caractéristiques.
- Les processus de recherche, tout en cherchant un texte spécifique dans les enregistrements de la base des données ou dans plusieurs bases de données.
- Extraire et créer des statistiques avec toutes les données d'enregistrement dans la base des données que ce soit pour des chiffres, des dates ou des heures et les comparer les unes aux autres.
- Trier et stocker les enregistrements des bases de données dans un ordre spécifique ainsi qu'organiser les enregistrements identiques dans des groupes extensibles ou pliables.
- Résumer les valeurs des enregistrements en collectant les valeurs numériques et en les présentant dans un graphique ainsi qu'analyser les enregistrements d'une façon multidimensionnelle et multi variée pour les méga données.

4-5- Le Programme (Microsoft Teams)

Le programme est une application de communication et de coopération qui combine les discussions continues au travail ainsi que les vidéoconférences, le stockage des ficher (y compris leur partage) et l'intégration des applications. Le programme permet de créer des canaux privés et de déterminer leurs membres de manière à garantir le partage des fichiers entre eux, des pourparlers et la tenue de réunions instantanées. Le programme se compose d'équipes et de canaux qui sont des panneaux de discussion entre les membres de l'équipe. Il se caractérise par se le suit:

- Tous les membres de l'équipe peuvent exposer de diverses discussions et y ajouter dans des canaux publics ainsi qu'inviter d'autres membres à de différentes discussions.

- La possibilité de discuter entre les équipes, les groupes et les individus.
- L'enregistrement des documents dans le [share-Point] qui enregistre automatiquement tous les dossiers communs qui ont été partagés dans toutes les discussions dans le dossier.
- Effectuer des appels vidéo rapides en bon déroulement avec les employés au sein du travail ou avec les clients hors du travail avec une possibilité de partager des écrans (en anglais share-Screen) avec d'autres afin d'obtenir un support technique et une collaboration en temps réel entre plusieurs utilisateurs. Le Bureau National d'Audit du Royaume de Bahreïn utilise ce programme pour gérer les équipes de contrôle et améliorer la communication entre elles pendant le travail de contrôle, afin de partager les dossiers et les documents entre elles en plus de tenir des réunions au sein du Bureau ou avec les entités soumises au contrôle.

4-6 L'Application (Active Data for Excel)

- IL s'agit d'une application complémentaire à l'application [Excel] incluse dans les applications [Microsoft Office 365], et qui offre des capacités avancées pour analyser et gérer les bases de données et des enregistrements. L'application permet de fusionner, de mettre en concordance, de résumer, de classifier les données ainsi que de déterminer les données répétées ou perdues dans les bases de données.
- IL permet également d'associer entre les données, les séparer et les classer dans des segments ce qui contribue à organiser les bases de données et les enregistrements afin d'améliorer l'efficacité et la productivité.

Les équipes de contrôle du Bureau National d'Audit du Royaume de Bahreïn dépendent de l'application pour analyser les états financiers et les bases de données reçues des entités soumises à leur contrôle ainsi que pour séparer et indexer les bases de données selon les années.

L'importance de l'Automation des travaux au Bureau National d'Audit du Royaume de Bahreïn est apparue lors de la propagation de la pandémie (Covid-19), car les programmes et les applications susmentionnées étaient utilisées à grande échelle au Bureau afin de se communiquer avec le Réseau Virtuel du Bureau ainsi que d'effectuer et de gérer les tâches de contrôle à travers le programme [Pentana Audit MK] qui a contribué au suivi du travail des tâches de contrôle à toutes leurs étapes, ainsi qu'à examiner les documents de travail et à accéder à distance des pièces justificatives. De plus de permettre au programme [Microsoft Teams] de gérer les équipes de contrôle, de renforcer la communication avec elles pendant cette période et de partager les documents et les fichiers entre l'équipe de travail.

5- Le Quatrième Axe: L'Expérience du Bureau National d'Audit

La Norme Internationale Nº 12 sur la valeur et les avantages des Institutions Supérieures de Contrôle Financier, publiée par L'INTOSAI, fait référence à l'importance des ISC étant un exemple et un modèle à suivre. De ce fait le Bureau National d'Audit du Royaume de Bahreïn a réalisé l'importance de la transformation numérique des opérations de contrôle, et l'impact significatif pour simplifier les procédures, pour rationaliser les opérations, pour faciliter l'accès aux données ainsi que d'encourager les entités soumises à son contrôle à entamer l'automation de leurs opérations et leurs procédures.

Au cours des années 2010 - 2011 Le Bureau a commencé le parcours à automatiser les procédures à suivre pour La planification la mise en œuvre des tâches de contrôle, jusqu'au lancement du programme [Pentana Audit MK] [le programme Insight MK à l'époque] et sa pleine activation à partir de Septembre 2014.

5-1 la première phase: Se renseigner sur les expériences des autres

Le Bureau National d'Audit du Royaume de Babrein a commencé une recherche pour un programme électronique pour automatiser son travail de contrôle au cours des deux années 2010 - 2011. Afin d'identifier les procédures prises pour l'automation du travail de contrôle au cours de cette période, Le Bureau a adopté ce qui suit:

1- Se rendre dans certains Bureaux et ISC dans un certain nombre de pays voisins.

2- Se renseigner des expériences des ISC dans certain nombre de pays développés.

3- Etudier L'expérience des Institutions pionnières d'Audit (en Anglais: Big four Audit Firms), ainsi que de certaines grandes institutions commerciales et bancaires opérant au Royaume de Bahreïn.

5-2 La Deuxième Phase: Déterminer les Besoins et sélectionner le programme adéquat.

Au cours du le deuxième semestre de 2011, les besoins du Bureau National d'Audit au Royaume du Bahreïn ont été étudiés et les exigences techniques et les composants qui devraient être disponibles dans le programme ont été identifiés en détail afin de répondre aux besoins de toutes les tâches de contrôle effectuées par le Bureau.

Ainsi, qu'au cours de l'année 2012, le Bureau a communiqué avec certains prestataires de services informatiques et a obtenu leurs offres à cet égard en plus de leurs présentations sur des programmes d'automation du travail de contrôle.

Et sur la base de l'évaluation des offres reçues et de leurs conformités aux besoins du travail de contrôle au Bureau National d'Audit au Royaume du Bahreïn, le programme [MK Insight] [actuellement le programme Pentana Audit] a été sélectionné vu son adéquation aux besoins et aux exigences techniques du Bureau.

Ainsi, a commencé la phase de modification des caractéristiques du programme conformément aux exigences du travail de contrôle du Bureau.

5-3 La Troisième Phase: les Tests Expérimentaux du Programme.

Au cours du dernier trimestre de 2012, a commencé la phase des tests expérimentaux du programme [M K Insight] où il a été créé un groupe de travail chargé de tester le programme et de déterminer ses aspects de développement et les défis que les auditeurs peuvent affronter lors de son utilisation. Nous passons en revue ci-dessous les aspects de développement et les défis affrontés par le groupe du travail concerné de tester le programme:

- La présence de certains problèmes liés à la structure du programme et à la coordination pour le faire correspondre à la langue arabe.
- La nécessite de reprogrammer les procédures incluses dans le programme pour être en conformité avec les procédures effectivement adoptées au Bureau.
- La présence de variations dans les procédures de travail suivies par les départements techniques du Bureau vu que les procédures de travail dans l'un des départements exigent des niveaux d'audit et d'approbation plus élevés que les niveaux adoptés pour les procédures de travail dans les autres départements.
- La nécessité de réinitialiser les niveaux d'autorisation pour préserver l'intimité et la confidentialité des données et des informations stockées dans le programme, de sorte que le niveau d'autorisation est déterminé selon le degré fonctionnel de l'utilisateur.
- La nécessité de réinitialiser les niveaux d'intimité et de confidentialité de certaines dossiers des entités soumises au contrôle ainsi que de déterminer les utilisateurs autorisés à y accéder.
- Relever le plafond des attentes souhaitées du programme, car l'équipe de travail s'attendait à un niveau élevé de procédures automatisées et à une moindre interaction humaine, ce qui a conduit à un écart entre les attentes attendues et l'insatisfaction de L'équipe vis-à-vis de la performance du programme.
- La non-conformité des rapports de contrôle émis du programme avec ceux élaborés par les départements techniques du Bureau, en termes de forme, de coordination, de composantes et de rubriques.

L'entreprise fournisseur a été contactée pour réinitialiser le programme de manière à contribuer à résoudre les problèmes et les défis mentionnés ci-dessus et à accomplir les étapes du travail de contrôle d'une façon plus facile et simplifié.

5-4 La Quatrième Phase: La Préparation du Lancement du programme

Les préparatifs du lancement du programme ont commencé au cours du premier trimestre de 2013, lors duquel certains défis sont apparus et ont nécessité l'adoption des procédures et l'élaboration des solutions adéquates à cet égard, afin de permettre l'utilisation optimale des caractéristiques du programme, la de contribution d'accroître l'efficacité et l'efficience des tâches de contrôle ainsi que la réalisation des objectifs pour lesquels le programme a été choisi.

Dans ce qui suit, nous aborderons les principaux défis confrontés par Le Bureau National d'Audit du Royaume de Bahreïn lors de la phase de préparation du lancement du programme ainsi que les procédures prises à cet égard:

Premièrement : les Défis Liés au processus de transfert des données des dossiers sur papiers vers le programme.

L'un des principaux défis affrontés Le Bureau National d'Audit au Royaume de Bahreïn lors de la phase de la préparation du lancement du programme était le processus de transfert des données nécessaires et essentielles pour exécuter les tâches de contrôle des dossiers sur papiers vers le programme, tels que les dossiers de données permanentes des entités soumises au contrôle du Bureau qui dépassent les 60 dossiers.

Ces dossiers incluent ce qui suit: les législations régissant ces entités, les manuels de politiques et de procédures, les organigrammes détaillés de chacun, les listes de tâches et de responsabilités des départements et des fonctions dépendant de leurs structures. Ainsi que les recommandations émises dans les rapports du Bureau à cet égard mais qui n'ont pas été pleinement mis en œuvre par les entités.

Afin de surmonter ces défis, le Bureau a créé un groupe de travail chargé de numériser tous les documents conservés dans les fichiers permanents et d'insérer les recommandations que les entités n'ont achevé afin d'être suivies par le programme tout au long de l'année professionnelle suivante.

Deuxièmement: Les défis liés à l'établissement d'un équilibre entre les tâches de contrôle et le lancement du programme.

Le processus du lancement du programme nécessite de nombreuses procédures, telles que la transmission des données nécessaires et importantes pour le travail de contrôle de manière à garantir son fonctionnement et sa sensibilisation et les aspects pour en bénéficier, d'une manière qui contribue à renforcer la gestion du changement menée par les auditeurs du Bureau et à les fournir par la formation nécessaire pour utiliser le programme. D'autre part le programme s'est engagé en vertu de la loi de sa création à des dates précises pour exécuter les tâches de contrôle et pour diffuser ses rapports. Par conséquent, La Haute Direction du Bureau a estimé de programmer le lancement du programme au cours de la période qui précède le début de l'année professionnelle suivante 2013/2014.

Troisièmement: Les défis liés à la résistance au changement et à sa gestion.

La notion de résistance au changement est basée sur le refus des personnes à s'adapter aux changements et à s'adhérer aux coutumes et aux vieilles méthodes. Probablement, ça découle de la peur d'affronter l'inconnu et les impacts négatifs attendus. Le Bureau National d'Audit a élaboré un plan de la mise en œuvre de l'agenda du changement et de la promotion du programme afin de gérer le changement et d'aider ses employés à s’y adapter et à bien gérer les résistances attendues. A cet égard, des séances de sensibilisations ont été organisées sur les objectifs du programme et son importance pour le travail de contrôle ainsi que son impact sur le développement de la performance au niveau des départements exécutifs et des auditeurs des départements techniques du Bureau.

Des Cours de formation ont été organisés pour les auditeurs de tous niveaux et spécialités afin d'introduire le mécanisme d'utilisation du programme, la manière d'exécuter à travers celui-ci les procédures du travail de contrôle ainsi que ses caractéristiques et ses avantages et leurs rôles pour faciliter les procédures et le gain du temps et de l'effort de l'auditeur.

Par ailleurs, des manuels de procédures et de politiques détaillés ont été élaborés pour organiser l'utilisation du programme d'après les unités qui y sont inclues tout en les soutenant par des captures d'écrans et des vidéos explicatives afin de faciliter le travail des auditeurs et les inciter à utiliser le système ainsi qu'à le diffuser sur l'ensemble des départements techniques du Bureau et à déterminer de chacun d'eux un groupe de travail chargé de soutenir et d'orienter les utilisateurs.

Afin de garantir l'engagement à exécuter les travaux de contrôle à travers le programme, l'utilisation de celui-ci a été considérée comme l'un des éléments d'évaluation des performances pour tous les niveaux de la hiérarchie à partir de la date prévue du lancement du programme et de son activation complète.

5-5 La Cinquième phase: le lancement et l'activation du programme

Le programme a été lancé avec le début de l'année professionnelle 2013/2014 en parallèle avec les précédents systèmes de travail manuels hors programme. Pendant cette période, le programme et les dossiers en papier ont été utilisés pour effectuer simultanément les travaux de contrôle, à condition qu'il soit pleinement a activé au cours de l'année professionnelle suivante 2014/2015.

Ce programme a été totalement activé en conséquence, l'utilisation d'un système manuel est arrêtée et les dossiers papier ont été renoncés au cours de l'année professionnelle (2014/2015), et dès lors, les équipes de contrôle du Bureau National d'Audit (NAO) dépendent totalement sur ce programme pour gérer les tâches du contrôle et documenter les résultats des travaux du contrôle, y compris les documents de travail, les pièces justificatives et les rapports du contrôle.

Au cours de la période précédente, un certain nombre de défis techniques, résultant de l'utilisation du programme et auquel il faut prêter l'attention et trouver des solutions y appropriées afin d'assurer la continuité de la rapidité des travaux du contrôle et la maintenance de leur efficience et leur efficacité, est apparu et dont les plus importants sont les suivants:

- Le grand volume des dossiers et des bases des données stockés électroniquement dans le programme et son impact sur le fonctionnement rapide du programme et le téléchargement et la récupération de ces dossiers, ce qui nécessitent des serveurs avec une grande capacité de stockage.
- L'importance d'adopter des plans de reprise après sinistre est soulignée ainsi que l'intérêt de sauvegarder périodiquement et continuellement des copies de réserve qui garantissent la sauvegarde des dossiers et des données importants pour le travail de contrôle dans le Bureau National d'Audit contre la perte et le maintien de sa continuité.
- L'importance de convoyer les mises à jour effectuées sur le programme par la société fournisseur afin de bénéficier des fonctionnalités ajoutées au programme, et de faciliter le processus de mise à jour aux utilisateurs et aux auditeurs de sorte qu'elles soient mises en œuvre automatiquement sans en référer au département du service informatique du Bureau.
- La nécessité de poursuivre le développement du programme et de son réglage selon les mises à jour des travaux du contrôle du Bureau National d'Audit (NAO) et les résultats des travaux d'audit de la qualité de la performance.
- L'importance de renforcer les systèmes de sécurité des informations et de la cyber sécurité au sein du Bureau National d'Audit (NAO), ce qui contribuent à préserver la confidentialité des données des entités soumises au contrôle ainsi qu'à protéger le réseau interne du Bureau National d'Audit (NAO) contre les risques de piratage.

6- Le cinquième axe: L'impact de l'automation sur le niveau de la performance, de l'efficience et de l'efficacité des travaux de contrôle

Afin de mesurer l'impact de l'automation sur le niveau de la performance, de l'efficience et de l'efficacité des travaux de

contrôle, il est nécessaire de clarifier les systèmes du travail suivis au cours de la période précédente. Vu de l'importance de documenter les preuves et procédures de contrôle réalisées et de les compiler dans un même dossier de contrôle, conformément à la norme internationale de l'ISSAI 1230 sur la documentation du contrôle émise par l'INTOSAI, le Bureau National d'Audit (NAO) tente à documenter et à garder ses travaux de contrôle dans un dossier papier a part pour chaque tâche de contrôle.

Les dossiers des tâches de contrôle comprennent tous les documents et papiers reçus des entités soumises au contrôle s'y référant, pour comprendre leur structure administrative et la nature de leurs opérations incluant leurs structures organisationnelles, les tâches et responsabilités des départements et les postes y figurant, les législations légales, les manuels des politiques et les procédures régissant leur travail, en plus de leurs états financiers les rapports d'audit interne et autres rapports et documents.

En outre, ces dossiers comprennent le plan et le programme de contrôle selon lesquels les travaux de contrôle seront exécutés, les papiers de travail qui documentent la mise en œuvre des procédures et des objectifs du programme de contrôle avec toutes ses copies et les pièces justificatives à l'appui, ainsi que tous les brouillons des rapports du contrôle les modifications et la version finale des rapports de contrôle émis, ainsi que les correspondances entrantes et sortantes y connexes et les commentaires des entités déjà contrôlées. Tous ces documents sont liés entre eux et aux constatations et recommandations émises dans le rapport de contrôle.

Le processus d'audit des papiers de travail et le fait de les relier aux documents justificatifs est manuellement effectue en imprimant les papiers et les documents les vérifier et les corriger de sorte que les modifications et les ajouts résultants soient à nouveau reflètes dans les papiers de travail par l'auditeur y concerné, ce qui exigeait la présence de l'auditeur et du vérificateur en même temps et endroit pour accomplir ce travail.

Par conséquent, cela souligne l'impact de l'automation sur la simplification des procédures et le fait de faciliter le processus de documentation de contrôle, ainsi que son impact sur le niveau de la performance, l'efficience ainsi que l'efficacité des travaux de contrôle, comme indiqué ci-dessous.

6-1L'impact de l'automation sur le niveau de la performance, l'efficience et l'efficacité des travaux de contrôle du point de vue de la direction exécutive

Le programme (Pentana Audit MK) est utilisé par les directeurs des départements techniques du Bureau National d'Audit du Royaume du Bureau National d'Audit (NAO) afin d'exécuter les travaux qui leur sont confiés en ce qui concerne les tâches du contrôle soumises à leur supervision et leur responsabilité afin d'adopter les dossiers des tâches de contrôle ainsi que les plans de contrôle y inclus. Cependant, de leur point de vue, le programme contribue à améliorer l'efficience et l'efficacité des travaux de contrôle d'une manière qui a eu un impact positif sur le niveau de la performance et aussi un impact remarquable sur la réduction des papiers utilisés et sur les plans financiers et environnementaux. En outre le programme a aidé à réduire les coûts et les dépenses résultant des papiers utilisés pour imprimer les feuilles du travail afin de les réviser puis les réimprimer et aussi fournir un endroit convenable pour les stocker, en plus de créer un environnement professionnel respectueux de l'environnement mettant en œuvre des initiatives liées à la politique de l'environnement vert.

Ajouté à cela, l'accès facile aux informations et aux données, puisque tous les dossiers des tâches de contrôle sont à la disposition des directeurs des départements conformément aux attributions qui leurs sont conférées afin de les pré visualiser, de suivre le flux du travail immédiatement, de fournir à l'équipe de contrôle les directives nécessaires sur les domaines de préoccupations qui devraient être cibles, ainsi que la possibilité d'obtenir un brouillon primitif concernant l'ensemble des remarques et des recommandations liées aux tâches du contrôle et de les vérifier. En outre, le système inclut des caractéristiques qui aident à la planification annuelle et à l'ordonnance des tâches de contrôle au cours de l'année professionnelle afin de permettre de mesurer la performance en comparant les tâches planifiées avec celles qui ont déjà été mises en œuvre et en déterminant le personnel disponible de manière á aider la direction exécutive à planifier et ordonner les tâches de contrôle en fonction des ressources disponibles.

6-2 L'impact de l'automation sur le niveau de la performance, l'efficience et l'efficacité des travaux de contrôle du point de vue de l'auditeur.

En vertu des systèmes du travail suivis au cours de la période précédant l'automation du travail de contrôle et du mécanisme par lequel les travaux de contrôle est mis en œuvre et documenté, le programme (Pentana Audit MK) contribue à économiser le temps et l'effort des auditeurs et de l'équipe de contrôle de sorte qu'il permet aux auditeurs d'une même équipe de contrôle la possibilité de partager électroniquement les données enregistrées dans les dossiers des tâches de contrôle, ce qui élimine le besoin de préparer des dossiers papier pour les tâches de contrôle, et exige d'effectuer un certain nombre de tâches administratives qui consomme le temps et les efforts de l'auditeur, telles que l'organisation des dossiers et des documents, la préparation des séparateurs entre les sections et l'index, et la préparation des autocollants de rigueur, ainsi que la liaison, la révision et l'adoption de ces dossiers et documents, et la recherche d'un endroit approprié pour les garder et les stocker, étant donné que le nombre et le stockage des dossiers dans certaines tâches de contrôle peuvent atteindre sept dossiers.

D'autre part, le programme contribue à développer le processus de la vérification des papiers du travail afin qu'il soit effectué immédiatement et sans délai ainsi qu'à orienter les auditeurs aux centres d'intérêt prioritaires qui nécessitent la mise en œuvre des procédures supplémentaires ou de les demander de l'entité soumise au contrôle, et leur impact sur le niveau de la performance et l'exactitude des données contenues dans les papiers du travail.

Le programme fournit également une base de données mobile pour tous les types des dossiers des tâches de contrôle, des formulaires adoptés en raison des programmes de contrôle, des notes exemplaires et des recommandations permettant aux équipes de contrôle de s'y référer et de s'en inspirer sans avoir besoin ni d'être présent au Bureau National d'Audit (NAO) ni d'être connecté au réseau interne.

6-3 L'impact de l'automation sur le niveau de la performance, l'efficience et l'efficacité des travaux de contrôle du point de vue du contrôle de la qualité

Le Bureau du contrôle financier et administratif du Royaume du Bureau National d'Audit (NAO) s'engagea à fournir des services de contrôle de haute qualité en activant un système adéquat pour le contrôle

de la performance couvrant tous les travaux conformément à la norme nationale (ISSAI 40) relative au contrôle de la qualité des ISC, émise par l'INTOSAI. Par conséquent, l'impact de l'automation a été évalué du point de vue des responsables du contrôle de la qualité du Bureau National d'Audit (NAO), ainsi que l'étendue de la contribution du programme (Pentana Audit MK) à l'amélioration de l'efficience et de l'efficacité de leurs travaux. Le programme avait influence sur la rapidité de l'exécution des travaux de contrôle de la qualité et de leur exactitude, avec un accès facile aux données et documents stockés dans ce programme afin de les vérifier dans le cadre des travaux de contrôle de la qualité, ainsi que la possibilité de vérifier la plus grande partie des réglementations y inclue dans les plus brefs délais, et la facilité de déterminer leurs aspects de développement et de les renvoyer à la direction exécutive pour prendre les mesures nécessaires.

En outre, les formulaires approuvent des listes d'audit (Checklist) permettent de prévoir, au cours des diverses étapes du travail de contrôle, les procédures et le mécanisme suivis à chaque étape, ce qui facilite l'évaluation de l'engagement des équipes du contrôle aux procédures adoptées dans les manuels de procédures des départements techniques. Les registres d'audit du système contribuent également à poursuivre la séquence des procédures d'audit et de l'étendue de l'engagement dans les délais spécifiés dans les manuels des procédures.

6-4 L'impact de l'automation sur la continuité des travaux pendant la période de la propagation de la pandémie du coronavirus (COVID-19)

Pendant la période de la propagation de la pandémie du Coronavirus (COVID-19), l'impact de l'automation a surgi clairement sur la continuité des travaux du Bureau National d'Audit (NAO), ainsi que l'impact de l'utilisation des technologies des informations et la préparation de l'infrastructure des systèmes des informations sur le niveau de la performance du Bureau National d'Audit (NAO).

Depuis le début de la propagation de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) au mois de Mars 2020, le Bureau National d'Audit (NAO) s'est engagé à respecter les directives émises par le gouvernement du Royaume du Bahreïn en ce qui concerne

l'application de la politique du travail à distance. Cependant, le système du travail de contrôle n'en a pas été affecté en raison de la disponibilité des ressources informatiques, des ordinateurs et de l'accès au réseau virtuel du Bureau National d'Audit pour tous ses employés techniques.

Le Bureau de contrôle financier et administratif du Royaume du Bureau National d'Audit (NAO) a pris des mesures proactives pour l'automation de son travail de contrôle et de fournir les ressources, outils et les ordinateurs y disponibles, cela a sans aucun doute aidé le Bureau National d'Audit (NAO) à surmonter avec succès cette période et ses obstacles, tout en maintenant la permanence des travaux de contrôle et s'engageant à respecter les délais fixés pour l'émission de ses rapports conformément à sa loi.

7- Le sixième axe: les orientations futures dans le domaine de l'automation des travaux de contrôle

La révolution des technologies de l'information (TI) a apporté des changements importants et rapides dans les différents aspects de la vie contemporaine. Cela a eu un impact énorme sur les divers types d'institutions et leurs activités qui utilisaient la technologie de l'information dans le traitement des données et des opérations financières, ce qui s'est reflété sur le processus d'audit de ces institutions et les auditeurs des ISC ainsi que les auditeurs internes et externes. Les auditeurs devaient suivre le rythme de ces évolutions et s'y adapter afin d'accomplir leurs tâches et atteindre les objectifs du processus d'audit. L'utilisation croissante de l'informatique dans le traitement des données financières et des procédures comptables a permis l` émergence des erreurs d'audit et des crimes associés à cette technologie. L'utilisation des ordinateurs menait à l'abandon de la documentation papier et à la disparition d'une partie des documents justificatifs ainsi qu'à l'exploitation et traitement des opérations financières de manière plus stable et cohérente. Une grande partie des entrées et des données est traitée à grande vitesse et d'une manière cachée à l'intérieur de l'ordinateur. Ce qui a nécessité la promotion des méthodes approuvées pour effectuer à la fois les tâches de contrôle et les travaux d'audit.

À cet égard, vu de la dépendance sur les systèmes informatiques et la technologie de l'information au cours de ces dernières années, ils en sont devenus un élément fondamental et principal. Aussi il est devenu difficile que les institutions, en particulier les ISC et les institutions d'audit effectuent leurs travaux sans dépendre sur la technologie et l'utilisation de l'ordinateur pour traiter les données financières et les procédures comptables, où de nombreuses méthodes, outils et applications sont apparus pour faire face au développement technique, pour faciliter leurs opérations exécutées et améliorer leur efficience et leur efficacité. Les plus notables sont les applications qui utilisent des techniques d'intelligence artificielle et celles qui sont chargées d'analyser les métadonnées (big data analytics tool) aussi les méthodes d'activer l'audit simultané. (Real-Time /Concurrent /continuos Audit).

7-1-L'Intelligence Artificielle

Le premier terme de l'intelligence artificielle a été libellé en 1956, lors de la première conférence internationale sur l'intelligence artificielle, par l'informaticien et chercheur américain John McCarthy qui l'a définie comme étant la science et l'ingénierie de l'industrie des machines intelligentes qui présentent la pensée, la connaissance, la planification, l'apprentissage, la communication, la reconnaissance et la capacité de déplacer et de manipuler les objets. Elle est aussi définie comme l'intelligence des machines, et une branche de l'informatique qui vise à la créer. La définition moderne largement utilisée la décrit comme une étude et conception des facteurs intelligents où le client intelligent crée un système envisageant son environnement et prenant des mesures qui augmentent ses chances de succès [(16)].

L'intelligence artificielle peut être également définie comme la science permettant de fabriquer des ordinateurs afin d'exécuter des choses qui demandent de l'intelligence humaine. Les ordinateurs sont considérés comme le type approprié des machines qui devraient être intelligentes, ils peuvent être programmés pour simuler l'intelligence humaine. Les programmes informatiques se caractérisent par une grande vitesse et une grande mémoire, mais leurs capacités sont limitées

aux mécanismes intellectuels compris assez bien par les concepteurs de logiciels pour les transformer en programmes. Le terme intelligence artificielle est utilisé dans un sens très large et y inclut, mais non exclusivement, l'apprentissage automatique, la reconnaissance des formes, les structures perceptives, les modèles logiques, les structures cérébrales robotiques, la vision, les informatiques pour capteurs et l'ingénierie des connaissances(17). John McCarthy l'a défini comme la science qui traite de l'ingénierie de la fabrication des machines intelligentes et des programmes informatiques intelligents en étudiant la méthodologie intellectuelle du cerveau humain utilisée pour résoudre des problèmes.

Plusieurs études élaborées sur l'intelligence artificielle dans les domaines de l'audit ont mis en évidence l'importance de la transformation des grandes entreprises de l'audit (Big Four Audit Firms) vers la technique de l'Intelligent Audit Automation qui nécessite l'automation de toutes les étapes de l'opération d'audit et de les rendre continues et synchronisées. Elles ont également souligné les défis que confrontent les grandes entreprises d'audit qui ont initié l'activation de l'automation de certaines procédures d'audit, en plus de classer le domaine de la juricomptabilité (en Anglais: Forensic Accounting) comme étant un des domaines les plus bénéfiques au cas où la mise en œuvre des techniques de l'intelligence artificielle seraient utilisées(18).

Le rapport de l'Institut Américain des Experts Comptables Agrées a également mentionné (Introduction sur l'Intelligence Artificielle) que l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le domaine de l'audit vise à atteindre les objectifs suivants(19):

- Entretenir les connaissances humaines de la perte ou du gaspillage et maintenir l'expérience professionnelle dans les différents domaines spécialisés des bureaux d'audit en les documentant dans les applications, les ajoutant et les raffinant selon l'accumulation des pratiques car la majorité des connaissances est limitée à une minorité d'experts dont le manque entraînera une perte importante, donc les systèmes expérimentés sont considérés comme un référentiel sécurisé pour cette expertise.

- Améliorer la productivité des employés dans les bureaux d'audit où l'expertise technique acquise par les experts du bureau est mise à la disposition des débutants.
- Partager et diffuser l'expérience à l'intérieur des bureaux d'audit à travers les applications, ce qui est plus facile et moins couteux que le déplacement de l'élément humain.
- Accroître la capacité de traiter les analyses denses et compliquées qui pourrait être partiellement à la portée d'une personne normale sauf si la grande quantité des détails, données et faits qui doivent être pris en compte, exige un expert expérimenté.
- Les applications fournissent une profonde création et compréhension des connaissances qui amènent les experts du bureau à reconsidérer leurs pratiques et les mettre devant eux consciemment et profondément ainsi qu'à aider les débutants à acquérir des connaissances et à utiliser ces systèmes comme supports de formation.
- Le contrôle de la qualité de la performance au cours de la mise en œuvre du processus d'audit et la cohérence des pratiques entre les différentes personnes et membres de l'équipe d'audit ainsi que fournir certaines garanties pour exécuter les méthodes convenues et documentées dans ces applications.
- La capacité des systèmes experts à effectuer des tâches compliquées contenant les connaissances de plusieurs experts dans le domaine de l'audit, ce qui les rend qualifiés d'effectuer les tâches à un niveau actuel, voire supérieur, a celui des experts dans le même domaine.

Considérant l'importance de l'application des techniques de l'intelligence artificielle dans le travail du contrôle exécuté par les ISC, le Bureau National d'Audit du Royaume du Bahreïn vise à appliquer ces techniques dans certaines procédures d'audit, précisément, les procédures de suivi de ses recommandations émises et à bénéficier de ces techniques pour classer les entités soumises au contrôle en fonction de leur réponse et les taux de mise en œuvre des recommandations d'une manière qui aide à prendre les décisions nécessaires lors de l'élaboration des plans annuels des tâches de contrôle et du suivi.

Il convient de noter que ces techniques confrontent des défis liés à la disponibilité des systèmes automatiques dont les logiciels sont compatibles avec les tâches d'audit financier, de conformité et de performance, ainsi que l'audit de l'enquête et les autres compétences attribuées au Bureau National d'Audit (NAO).

7-2- L'analyse des métadonnées

Les praticiens de la profession de la comptabilité et de l'audit s'intéressent de plus en plus aux métadonnées dont le concept de l'analyse est d'extraire et traiter les données provenant de diverses sources visant à identifier les risques, collecter des preuves et prendre des décisions, car les auditeurs utilisent récemment la technologie émergente pour analyser les données de l'audit (Audit Analytics- AA), connue comme une science de la découverte et de l'analyse des modèles, détermination des valeurs extrêmes et extraction des informations utiles à partir des données de base ou secondaires pertinentes par rapport au sujet d'audit en analysant, modélisant et visualisant à des fins de la planification ou exécution des tâches d'audit définies par l'AICPA 2015.

Suivre les mécanismes précédant l'application de cette technologie et utilisés par les auditeurs externes en faisant l'analyse des données (Analytical Procédures) au cours de la phase de la planification, des tests détaillés et d'achèvement des tâches d'audit (AICPA 2015), permet l'utilisation des données collectées à un niveau général. Les résultats sont largement présentés en tant qu'indicateur préliminaire de la probabilité de la présence d'erreurs fondamentales (AICPA 2012), tandis que les techniques d'analyse des données de l'audit pourraient être appliquées au niveau de chaque transaction lors de leur utilisation à grande échelle et lors de l'analyse des métadonnées compliquées, par conséquent, cette technique renforcera la précision du processus d'évaluation des risques et améliore la qualité de la planification[20].

Les principales institutions d'audit ont réalisé des progrès remarquables pour suivre le rythme de la transformation numérique en maintenant un système informatique qui leur permet de gérer les

tâches d'audit et en possédant des méthodes et techniques avancées qui leur permettent d'analyser leurs métadonnées[21], de sorte que l'institution de l'audit (PWC) a déclaré au cours de l'année 2018 selon le livre (The Future of Auditing) son utilisation des techniques qui analysent les données d'audit afin de traiter les méga données et atteindre des résultats efficaces et efficientes [22].

L'une des études préparées dans le but de détecter les processus de fraude financière et d'analyser les méga données a signalé que les pratiques d'audit actuelles visant à identifier les risques de fraude, doivent être développées en raison de l'utilisation inefficace des données non organisées. L'étude a conclu qu'en utilisant les techniques de l'analyse des méga données dans les séances de remue-méninges liées aux cas de fraude, des résultats positifs ont été obtenus, représentés par l'augmentation du volume d'informations, l'amélioration des résultats analytiques et la communication facile entre les auditeurs. L'étude a également fait l'éloge de la capacité de l'équipe d'audit à utiliser les outils analytiques des méga données dans toutes les étapes du processus de remue-méninges y compris l'étape de la collection des données préliminaires et de les joindre aux conclusions et de les documenter [23].

Le Bureau National d'Audit (NAO) a commencé à utiliser les techniques de l'analyse des données dans l'exécution des tâches de l'audit de l'enquête (Forensic Audit) dû au fait de sa conviction en leur importance dans l'organisation et l'analyse des règles des métadonnées afin d'identifier plus précisément les risques liés au sujet de l'audit. Le Bureau National d'Audit (NAO) se sert du programme de l'analyse des données IDEA (IDEA DATA ANALYSIS) qui est un programme spécialisé d'analyser les données, et fournir des outils analytiques complets, efficaces et faciles à utiliser. Il se caractérise par des fonctionnalités analytiques avancées qui aident à accélérer l'analyse des données et fournir une expérience facile à utiliser, aussi il aide à présenter les résultats au temps opportun et de façon efficace.

7-3 La méthode d'audit simultané/continu

Le défi consiste maintenant à fournir des informations qui ont des caractéristiques qualitatives spécifiques en fonction des variables de l'environnement des affaires contemporaines. Mettre l'accent sur la pertinence des informations inclues dans les rapports financiers est un axe clé dans ces caractéristiques qualitatives, en particulier la présentation du rapport financier dans un délai approprié, la capacité des informations comptables à fournir des prévisions qui aident les décideurs à atteindre la meilleure utilisation des informations comptables. Lors de la concrétisation de ces évolutions sur les travaux comptables et le rapport financier, un rapport financier électronique a été mis en place dans le cadre des efforts déployés au niveau international.

Dans le même cadre, un intérêt notable pour l'audit continu a émergé en raison des défis qu'a affrontés la profession d'audit suite aux changements importants des technologies de l'information. L'audit continu promouvait et soutient la qualité des caractéristiques qualitatives des informations comptables et des rapports financiers, par le biais d'outils et des méthodes technologiques afin d'améliorer leur pertinence et leur utilité dans les décisions et les dispositions des utilisateurs. De ce qui précède, l'audit continu est considéré comme un développement naturel pour intégrer les technologies des informations au processus d'audit.

Il existe de nombreux concepts liés à la nature de l'audit continu, et cette diversité est due à la prospérité et aux développements successifs des technologies des informations qui à leur tour, ont affecté la profession d'audit en général en termes de nature et de délais. L'audit continu a été défini d'après l'Institut Américain des Comptables Agréés, et l'Institut Canadien des Comptables Agréés (AICPA& CICA 1999) (24) comme "une méthodologie qui permet aux auditeurs indépendants de fournir une assurance écrite sur un problème spécifique en utilisant une série des rapports des auditeurs émis simultanément avec des événements y afférents ou après

une courte période de son apparition selon l'"AICPA et l'ICCA 1999". Il a également été défini comme l'un des types d'audit effectué sur un système informatique direct visant à contrôler, examiner et télécharger le flux des données à travers ce système sur une base continue en utilisant un ensemble de règles de connaissances pour l'auditeur et qui est intègre dans le système audité [(25)]. D'autre part, il a été défini comme "le processus de collecter des preuves par l'auditeur pour évaluer de façon continue l'efficacité des systèmes et des processus pendant une certaine période de temps" [(26)].

L'expérience chinoise s'est caractérisée par l'adoption de la méthode de l'audit simultané qui a été saluée par de nombreux praticiens de la comptabilité et de l'audit et adopté par de nombreuses institutions selon ce qui a été mentionné dans le livre intitulé (The Future of Auditing)[(27)]. L'expérience chinoise a également été documentée dans un livre intitulé (Study on the Auditing System of Socialism with Chinese Characterisrics) (Jiayi, 2017) qui soulignait notamment l'importance d'appliquer les méthodes d'audit simultané et postérieur ainsi que l'audit complet et partiel à cause de leur impact positif sur la rapidité de la réalisation des tâches d'audit financier.

L'activation de la méthode d'audit simultané, malgré son importance significative, n'est qu'à ses débuts, en raison des défis confrontés par ses adeptes et qui résident, du point de vue des ISC, dans la difficulté d'accéder aux données financières des entités soumises au contrôle ainsi que la nécessité d'utiliser des systèmes de sécurité de l'information qui maintiennent la protection et la confidentialité des données échangées.

Selon ce qui a été ci mentionné, la méthode d'audit simultané est considérée une des ambitions que le Bureau National D'audit (NAO) du Bahreïn vise à en atteindre comme étant l'une des méthodes les plus récentes appliquées par l'ISC de la République populaire de Chine, ainsi que le maximum bénéfice obtenu de la mise en œuvre des travaux de l'audit financier avec de l'efficacité et de l'efficience malgré le volume et la complexité des entités soumises au contrôle.

Le plus grand défi que confrontent les ISC afin de suivre le rythme du développement technologique et l'utilisation de nouvelles techniques et méthodes, est associé à l'importance de mettre à jour leurs systèmes de sécurité, le développement et l'amélioration de leur environnement technique de sécurité ainsi que la poursuite des plus importants risques techniques externes qui peuvent exposer les systèmes mécaniques des ISC au piratage électronique et aux fuites d'informations.

8- Le Septième Axe: Résultats de la recherche et les recommandations

Avant de commencer à mentionner les résultats de la recherche et les recommandations pertinentes, nous devrions nous concentrer sur certaines questions qui y sont liées:

La première question:

Le concept d'automation est un concept général applicable à divers domaines. Sa définition et son concept variant selon la différence des domaines qui s'y rapportent, mais ayant tous pour but d'utiliser les techniques informatiques et réduire l'intervention humaine au niveau le plus bas. Les objectifs de l'automation sont d'accroître la compétitivité des entreprises, réduire ses coûts de production, élever la qualité du travail et accélérer son rythme en outre soutenir la prise des décisions et améliorer les services offerts.

La deuxième question:

L'automation des travaux d'audit signifie l'utilisation de la technologie de l'informatique et l'emploi des méthodes électroniques pour pratiquer les travaux d'audit à toutes ses étapes, ce qui contribue à améliorer l'efficience du processus d'audit, réduire le temps et les efforts et fournir les résultats en temps opportun, en plus d'aider à la prise des décisions, d'augmenter son efficacité et la facilité de la documentation et l'archivage des travaux d'audit.

La troisième question:

L'importance de l'automation des travaux d'audit dans les ISC est apparue conjointement avec l'augmentation de la complexité et la ramification des opérations de ces institutions ce qui nécessite le développement continu de leurs méthodes

appliquées et de bénéficier de la technologie informatique et des techniques modernes disponibles pour contribuer à la fluidité des travaux de contrôle, renforcer son efficience et efficacité en outre réduire les charges administratives et renforcer l'efficience de l'exploitation des ressources humaines.

La quatrième question:

Le Bureau National D'audit (NAO) du Bahreïn a travaillé sur l'automation de ses opérations commençant par les opérations relatives à la gestion des tâches du contrôle sur les entités soumises à son contrôle par le lancement du programme (Pentana Audit MK) jusqu'aux programmes utilisés dans les tâches d'audit de l'enquête (Forensic Audit) soit pour la découverte électronique (E-Discovery) en tant que programme(Magnet Axiom) ou par l'analyse des méga données en tant que programme (Idea Data Analysis).

La cinquième question:

L'automation des travaux du contrôle dans les ISC a un impact significatif sur la simplification des procédures, la réduction du temps et la facilité d'accès aux données et aux informations pour les différents niveaux professionnels, ce qui contribue à renforcer l'efficience et l'efficacité des travaux du contrôle dans une perspective qui a eu une réflexion positive sur le niveau de la performance. L'impact de l'automation et de l'utilisation de la technologie de l'information a clairement apparu dans la continuité et la durabilité des activités pendant la période de la propagation du virus Corona (Covid- 19).

8-1 – Les résultats de la recherche

Premièrement: L'importance de l'automation dans les travaux de contrôle

La technologie de l'information est considérée comme un choix stratégique que les ISC 'doivent traiter et considérer comme une opportunité qui doit être exploitée. De ce point de vue, il s'avère l'importance d'automatiser le travail de contrôle, d'utiliser les technologies des informations et employer les techniques modernes pendant les travaux de contrôle d'une manière qui contribue à leur fluidité, renforce son efficience et son efficacité, réduit les charges administratives et optimise les ressources humaines.

Deuxièmement: La réussite de l'automation est conditionnée par la satisfaction des exigences et conditions techniques

La réussite de l'automation des travaux de contrôle nécessite la satisfaction d'un certain nombre d'exigences et conditions techniques, dont la plus importante est la détermination des opérations à automatiser et des priorités, la réalisation d'une description précise des travaux et des procédures en vigueur et leur restructuration conformément à l'automation, la sélection des systèmes automatisés en fonction des besoins du travail du contrôle et de l'ISC, ainsi qu'en y procédant à des tests expérimentaux pour s'en assurer.

Troisièmement: La résistance au changement comme l'un des plus grands défis que l'automation doit relever

Généralement, l'automation est considérée comme un changement qualitatif dans les procédures de travail à travers sa transformation de la nature traditionnelle à la nature électronique. En raison du concept largement répandu de l'automation et de ses objectifs d'éliminer l'intervention humaine dans les opérations, en série, elle fait face aux défis des résistants au changement, en raison de leur refus de s'adapter aux changements et de leur attachement aux coutumes et vieilles méthodes en raison de leur crainte d'affronter l'inconnu et les éventuels impacts négatifs.

Quatrièmement: L'impact de l'automation sur la continuité des travaux

L'automation est connue par son impact sur la simplification des procédures, la facilitation des opérations et l'économie de temps et d'efforts. Cependant, son impact le plus remarquable est sa contribution à la continuité des travaux pendant les périodes de catastrophe en facilitant l'accès aux données, surtout si la formation et la réhabilitation nécessaires ainsi que les techniques de communication des réseaux sont disponibles.

Cinquièmement: La recherche permanente dans la poursuite du développement technologique

La technologie de l'information se développe rapidement, et de ce point de vue, il est important de poursuivre en permanence le changement technologique, de rechercher les techniques et méthodes modernes et de les utiliser dans le travail de contrôle pour faire face au développement technique et faciliter la mise en œuvre des opérations accomplies par les ISC ainsi que de renforcer leur efficience et efficacité.

Sixièmement: Faciliter l'accès aux données et la sécurité de l'information

L'automation a un impact remarquable sur la facilitation de l'accès aux données et à l'information et sur leur mise à disposition de tous, ce qui la rend plus vulnérable à la pénétration électronique et fuite d'informations. De ce point de vue, il s'avère l'importance de la modernisation des systèmes de sécurité ainsi que le développement et l'amélioration de l'environnement technique relatif à la sécurité des ISCs, le suivi des risques techniques externes les plus importants qui pourraient exposer leurs systèmes au piratage électronique et aux fuites d'informations.

8-2- Recommandations

Premièrement: La nécessité d'activer l'automation dans le travail de contrôle

Les ISC 'devraient activer le concept d'automation en s'engageant à diffuser la culture de l'automation au niveau de tous les employés de l'ISC, en cherchant à clarifier l'importance et les avantages de l'automation ainsi que ses impacts positifs sur l'amélioration de l'efficience et de l'efficacité de la performance, en plus de la détermination d'une vision future et une stratégie claire qui ouvrirait la voie à l'automation des compétences attribuées aux ISC ou à leur utilisation à plus grande échelle dans ses opérations, notamment celles liées au contrôle.

Deuxièmement: L'importance de remplir les exigences techniques nécessaires à l'automation des travaux de contrôle

Afin d'activer l'automation, les ISC doivent étudier toutes ses opérations et d'en déterminer celles qui sont susceptibles d'être automatisées ou d'être améliorées en y utilisant l'automation, en plus de la focalisation sur les principales opérations dont l'automation forme une

nécessité au niveau des techniciens. Les ISC devraient rechercher les systèmes électroniques et outils appropriés aux opérations dont l'automation a été approuvée, s'assurer de leur fondement sur des bases solides permettant d'atteindre les objectifs souhaités, en plus des dispositifs et outils techniques ainsi que les infrastructures des systèmes d'information nécessaires à son activation tout en se chargeant de sa maintenance et sa modernisation et travailler à la réhabilitation et la formation des techniciens à des fins d'utilisation.

Troisièmement: La nécessité de la bonne gérance du changement pour la réussite de l'automation du travail de contrôle

Comme la résistance au changement est considérée comme l'un des principaux défis auxquels les ISC pourraient être confrontées lors de l'automation de leurs opérations, il est donc devenu nécessaire de se concentrer sur la sensibilisation à l'importance de l'automation et son rôle dans l'amélioration de la performance pour son acceptation et la participation dans sa mise en œuvre afin de renforcer la gestion du changement, élaborer les plans susceptibles d'activer l'automation et publier un guide à utiliser lors de l'exécution des processus automatisés.

Quatrièmement: La nécessité de l'automation du travail de contrôle en raison de son rôle éminent dans la continuité du travail

L'impact de l'automation sur la continuité du travail est devenu clairement apparent lors de la propagation de la pandémie du Covid-19, par conséquent, les ISCs devraient viser à utiliser les technologies de l'information, contrôler la disponibilité de l'infrastructure de ses systèmes informatiques, s'assurer de la disponibilité des ressources informatiques, les ordinateurs portables, de la validité d'accéder aux réseaux virtuels spéciaux de leurs employés techniques, en plus de son élaboration des plans de reprise après les catastrophes, la protection des actifs, des données, la technologie de l'information et les plans de continuité du travail ainsi que l'attention portée à la répartition des rôles et la formation a ceux-ci.

Cinquièmement: La nécessité de suivre les évolutions technologiques dans l'automation du travail de contrôle

Les ISC devraient suivre les évolutions technologiques et continuer à étudier l'efficacité des méthodes et techniques modernes utilisés dans l'amélioration de la qualité de leurs opérations de contrôle, à renforcer leur avantage des expériences et pratiques marquantes dans ce domaine, et à veiller à élargir l'automation de ses opérations en utilisant les méthodes et techniques qui ont prouvé leur succès telles que l'intelligence artificielle et les techniques d'analyse des mégadonnées

Sixièmement: La nécessité du renforcement de la Cybersécurité des ISC

Compte tenu de la grande quantité d'informations et des données confidentielles stockées dans les serveurs résultant de l'automation des travaux de contrôle, il est devenu nécessaire pour les ISC de renforcer leurs systèmes de Cyber sécurité en améliorant leur environnement de sécurité technique, ainsi que la poursuite des plus importants dangers techniques externes afin de contribuer à maintenir la confidentialité et la spécificité des opérations et données contre les risques du piratage électronique et de fuite d'informations.

9-Conclusion

En raison de l'évolution accélérée des technologies de l'information et de l'utilisation de diverses techniques et méthodes modernes dans le travail de contrôle, ces évolutions ont nécessité l'attention des ISC et leur intégration dans leurs stratégies afin d'en tirer parti dans l'accomplissement des tâches qui leur sont conférées en vertu de législations organisatrices avec efficience et efficacité.

La recherche a abordé le sujet de l'automation du travail de contrôle et de son rôle dans l'évolution de la performance visant à déterminer et à clarifier l'importance des opérations

d'automation des ISC. En présentant l'expérience de l'ISC du Bahreïn dans ce domaine, nous sommes arrivés à une conclusion principale déterminant l'impact positif et la valeur ajoutée notable apportée par la technologie de l'information avec ses différents outils au travail de contrôle dans lequel l'automation a contribué à la simplification des procédures, la fluidité des opérations, la réduction du temps et des efforts nécessaires pour exécuter et documenter leurs procédures, et le soutien de la prise de décision, en plus de son aide à faciliter l'accès aux données et son archivage.

Sans doute l'importance de l'automation des travaux de contrôle est apparue pendant la pandémie de Covid-19, car le système de travail de l'ISC de Bahreïn n'a pas été affecté en raison de son utilisation des technologies de l'information et de la mise en place de l'infrastructure des technologies de l'information, et précisément l'utilisation du programme (Pentana Audi MK), avec la possibilité d'accéder au réseau virtuel spécial comme mentionné précédemment dans cette recherche. Cela a prouvé l'importance de l'automation et le renforcement de l'utilisation des technologies de l'information dans le travail de contrôle afin d'assurer sa continuité et sa bonne réponse aux catastrophes ainsi que la réduction de ses impacts négatifs.

Afin de renforcer le rôle de l'automation dans le travail de contrôle, nous avons conclu à la nécessité d'activer et renforcer l'automation du travail de contrôle, de suivre le développement technologique ainsi que des nouvelles techniques, l'investissement continu dans les outils informatiques modernes tels que les systèmes électroniques, l'informatique en nuage et les outils d'analyse des méga données, l'amélioration des systèmes de protection des informations et du Cyber sécurité ainsi qu'au travail continu sur la réhabilitation et formation des techniciens des ISC afin de faire suivre les évolutions dans ces domaines.

References

(١) الروماني، زياد بن محمد. مجلة العالم الرقمي العدد ١٣٥، ٢٠٠٥، ص ١٨.

(٢) روبرت، شر، نانسي، ستون. الحاسبات الآلية وتشغيل المعلومات. دار المريخ، المملكة العربية السعودية، لم يحدد تاريخ النشر. ص ١٥٩.

(٣) الدار العربية للعلوم، ناشرون. التقنيات الحديثة في إدارة المكاتب، بيروت، الطبعة الأولى، ٢٠٠٥ ص ٢٧.

(٤) Lucas, Henry. C.I. R: Information Technology for management. (6th edition), Mc Graw-Hill company, Inc, New York, 1997, p214.

(٥) جامبل بول، بلاكويل جون. إدارة المعلومات، شعبة العلوم الإدارية لخدمات التعريب والترجمة، القاهرة، دار الفاروق، ٢٠٠٣ ص ٨.

(٦) سالرون، لويس. الأتمتة، ترجمة ظافر عبدالحق، منشورات وزارة الثقاف والإرشاد القومي، دمشق، ١٩٨١. ص ١١٥.

(٧) Loudon, Keneth. C; and Jane. P. Loudon. Essential Of Management Information Systems: Organization and Technology, Prentice Hall international, INC Englewood cliffs. N J 1995. P 53.

(٨) طلبة، محمد فهمي وآخرون.. الحاسب والذكاء الاصطناعي، القاهرة، دلتا للكمبيوتر، ١٩٩٤ ص ٥٢.

(٩) عبد الوهاب، صباح نوري. أتمتة المكاتب، دار حنين للنشر والتوزيع، عمان، الأردن، ١٩٩٩ ص ٣٦.

(١٠) ذنيبات، علي، (٢٠٠٣)،" مدى وفاعلية استخدام تكنولوجيا المعلومات في عملية التدقيق في الأردن". "مجلة دراسات العلوم الإدارية "، المجلد ٣٠، العدد ٢، ص ٢٥٣.

(١١) خداش حسام الدين، صيام وليد، (٢٠٠٣)، " مدى تقبل مدققي الحسابات لاستخدام تكنولوجيا المعلومات في التدقيق. دراسة ميدانية على مكاتب التدقيق الكبرى في الأردن". " مجلة دراسات للعلوم الإدارية"، المجلد ٣٠، العدد ٢، ص ٢٨٠.

(١٢) Promising Technologies for Future-proofing Public Sector Audit Work (intosaijournal.org), Summer 2021.

(١٣) The Future of Public Sector Auditing: Living in Times of Change INTOSAI Journal, winter 2020.

(١٤) Artificial Intelligence: Preparing for the Future of Audit INTOSAI Journal, Autumn 202.

(١٥) مساهمة تكنولوجيا المعلومات في تحسين جودة المعلومات المالية- دراسة تحليلية، مجلة المحاسبة، التدقيق والمالية، المجلد ٢، العدد ١، ٢٠٢٠، ص ٧٣-٧٤ .

(١٦) الذكاء الاصطناعي، مقال منشور، على موقع ويكبيديا.

(١٧) دراسة معدة من قبل الدكتور المستشار عبد السلام محمد ستين، مجلة البحوث القانونية والاقتصادية (العدد ٧٧) سبتمبر ٢٠٢١، ص ٩٠٠.

(١٨) Artificial Intelligence for Audit, forensic Accounting and valuation, A strategic perspective, Al Naqvi, Wiley, 2020, p 21-37

(١٩) د. بوسبعين تسعديت ود. عميروش عربان (٢٠١٩). تدقيق نظم المعلومات المحاسبية باستخدام تطبيقات النظم الخبيرة للذكاء الاصطناعي في ظل بيئة تكنولوجيا المعلومات والاتصال مجلة المحاسبة، التدقيق والمالية. المجلد ٠٢ / العدد ٠١-٢٠١٩ (30-41).

(٢٠) Audit Analytics in Financial Industry, Rutgers studies in Accounting Analytics, Jun Dai, Miklos A.vasarhelyi and Ann F.Medinet, 2019, p 8-9

- AICPA. (2015). Audit analytics and continuous audit: Looking toward the future. Retrieved from https://www.aicpa.org/interestareas/frc/assuranceadvisoryservices/
- AICPA. (2012). Understanding the entity and its environment and assessing the risks of material misstatement, AU-C Section 315. Retrieved from http://www.aicpa.org/Research/Standards/AuditAttest/DownloadableDocuments/AU-C-00315.pdf

(٢١) Anderson, U., and M. Christ. 2014. Internal Audit. In The Routledge Companion to Auditing, edited by D. C. Hay, W. R. Knechel, and M. Willekens Abingdon, UK: Routledge.

(٢٢) The Future of Auditing, David Hay, first published 2020, By Routledge p 32

(٢٣) Financial Financial Fraud detection and big data analytics - Implications of Auditors' Use Of Fraud Brain Storming Session, Jiali Tang, Kondkar E. Karim, Managerial Auditing Journal, 2018.

(٢٤) AICPA, & CICA, SysTrust Principles and Criteria. American Institute of Certified Public Accountants, Inc. and Canadian Institute of Chartered Accountants,1999.

(٢٥) Vasarhelyi, M., and, Halper , F., The Continuous Audit Of Online Systems.Auditing: A Journal of Practice and Theory, 1991,pp. 110-125.

(٢٦) Huanzhuo, Ye, et al., Continuous Auditing System Based on Registration Center.WSE Transactions on information science & application, vol.5, no.5, 2008, pp. 746-755.

(٢٧) Holderness, D. K. 2014. Continuous Auditing. In The Routledge Companion to Auditing, ed by D. C. Hay, W. R. Knechel, and M. Willekens. Abingdon, UK: Routledge. IAASB. 201 Framework for Audit Quality: Discussion Paper. New York, NY:IAASB.

Félicitations aux Nouveaux Présidents des ISC Africaines

L'ISC de Burkina Faso

Le comité de Rédaction de la Revue Africaine de Vérification Intégrée félicite sincèrement M. Justin Jean Baptiste Bouda qui a présidé l'ISC de Burkina Faso par intérim pour succéder M. Jean Emile Somda dès le 31 mai 2021. M. Bouda possède une riche vie professionnelle où il a commencé comme Directeur Général du Trésor et de la comptabilité publique, et en assumant aussi des tâches spécifiques pour la réforme des services du Trésor et des législations financières et comptables et la comptabilité publique. Ensuite, il a occupé le poste de Vice-Président du comité scientifique pour être responsable de l'évaluation des matières scientifiques de la formation des directeurs exécutifs, puis il est devenu après cela, le Trésorier des missions diplomatiques et Consulaires de Burkina Faso à l'étranger.

M. Bouda a occupé un nombre de postes comme le directeur de l'informatique du Trésor au Ministère des Finances, puis conseiller technique du ministre du budget, ensuite il était conseiller technique du ministre de l'économie et des finances. De même, il a occupé le poste de Conseiller Spécial du Premier ministre du Burkina Faso pour l'aider dans la coordination et la surveillance du travail gouvernemental.

L'ISC du Gabon

Le Comité de Rédaction de la Revue Africaine de Vérification Intégrée félicite sincèrement M. René Aboghe Ella, qui a été le Premier Président de l'ISC du Gabon, succédant à M. Gilbert Ngoulakia qui a passé 27 ans dans son poste dès 1994. M. Ella occupait le poste du Premier Président du Conseil d'Etat depuis juillet 2018 après avoir passé 12 ans durant la présidence de la commission nationale électorale autonome permanente du Gabon (CNEAP).

L'ISC du Libéria

Le Comité de Rédaction de la Revue Africaine de Vérification Intégrée présente ses vives félicitations à M. P. Garswa Jackson Sz ACCA, CFIP, CFC qui a assumé le poste de l'Auditeur Général du Libéria le 15 Juillet 2021. Avant sa nomination comme Auditeur Général, il a occupé le poste de Vice- Président de l'Université de Libéria pour les affaires financières et les taxes, où il a été responsable de superviser les activités de la direction financière de l'Université.

De même ses expériences précédentes comprennent son travail comme auditeur financier (chef des affaires financières) vérificateur principal des auditeurs internes à l'Université de Libéria, ainsi qu'auditeur des informations financières à la compagnie KPMG en plus de son expérience dans la gestion des taxes au Bureau des Douanes, et l'unité des grands payeurs des taxes au ministère des finances libérien.

M. Jackson, est membre dans l'association des comptables juridiques approuvée (ACCA) au Royaume Uni et l'Institut Libérien des comptables agréés approuvé (LICPA) aussi il a obtenu son Baccalauréat dans les sciences de l'économie de l'Université épiscopale méthodiste africaine.

L'ISC de Mali

Le comité de Rédaction de la Revue Africaine de Vérification Intégrée félicite sincèrement M. Mohamed Sidda Dicko, qui a assumé le poste de Contrôleur Général des services publics du Mali, après avoir prêté le Serment Constitutionnel le 2 Septembre 2021 devant la Cour Suprême du Mali. Le nouveau Contrôleur Général du Mali possède une grande expérience dans le travail de contrôle, car il a déjà servi à l'Association Générale des services publics en plus d'occuper d'autres postes administratifs et politiques supérieurs, y compris le poste de ministre de la Justice.

L'ISC du Maroc

Le Comité de Rédaction de la Revue Africaine de Vérification Intégrée félicite sincèrement Madame Zenab El Adaoui qui a assumé le poste de la Première Présidente de la Cour des Comptes du Maroc, à devenir la première femme qui occupe ce poste supérieur au Royaume du Maroc. Mme El Adaoui a déjà occupé un nombre de postes depuis l'obtention du Diplôme des études supérieures en sciences économiques pour entamer sa carrière en 1984 au poste de juge comptable pour qu'elle soit ainsi la première femme qui occupe ce poste.

En 2004, elle a été nommée président de la cour Régionale des Comptes à Rabat et en 2010, elle a été membrée de la Comité Consultatif de la régionalisation dans le but de créer un modèle national d'une région avancée pour suivre de réforme institutionnelle. En 2011, Mme El Adaoui a été membre dans le Conseil National des Droits de l'homme, c'est une institution indépendante concernant les droits de l'homme au Maroc.

En 2014, Mme El Adaoui a occupé le poste de gouverneur de la Région du Gharb de la province de Kenitra, pour être ainsi la première femme de l'histoire du Maroc qui occupe ce grand poste.

L'ISC du Rwanda

Le Comité de Rédaction de la Revue Africaine de Vérification Intégrée félicite sincèrement M. Alexis Kamuhire sur la position d'Auditeur Général de Rwanda en 13 octobre 2021, pour être le 4éme Auditeur Général dès la création de l'ISC de Rwanda.

M. Kamuhire a occupé un nombre de postes importants tel que le poste d'Auditeurs Internes en chef qu'il a assumé pendant sept ans au ministère des finances et de la planification économique. Aussi, il a été chargé de la coordination et la surveillance de la fonction d'audit intérieur dans toutes les agences gouvernementales centrales et locales, les institutions publiques et les programmes et les entreprises gouvernementales.

Il avait aussi travaillé comme un spécialiste en gestion financière du projet du système intégré d'informations de la gestion financière au ministère des finances et de la planification économique de Rwanda, où il était responsable de la stratégie de la gestion du changement et du renforcement des capacités.

A propos de son travail à l'ISC de Rwanda, il a commencé en 2003, où il a occupé de différentes fonctions jusqu'à sa promotion au poste du vérificateur en chef qu'il a occupé jusqu'à l'an 2007.

De plus, M. Kamuhire a été membre au comité consultatif du comité d'audit et des risques de la Communauté de l'Est Africain de l'an 2015 à Août 2021. Il est collègue de l'Association des Comptables Juridiques agrées (ACCA) et membre de l'Institut des comptables publics agrées de Rwanda (Institute of Certified Public Accountants – Rwanda (ICPAR).

L'ISC du Soudan

Le Comité de Rédaction de la Revue Africaine de Vérification Intégrée félicite sincèrement M. Fakhr El Din Abd El Rahman Aly Béchir qui a été chargé de démarcher les affaires de l'Auditeur Général de la République du Soudan succédant M. El Taher Abd El Kayoum - l'ex-Auditeur Général.

Le C.V. de M. Fakhr El Din indique qu'il a obtenu une licence de comptabilité de l'Université du Caire (Branche El Khartoum) en 1981, puis il a rejoint au Bureau National d'Audit l'année suivante, et a suivi les postes au sein du Bureau pour travailler dans toutes les entités du Bureau et ses différents secteurs à Khartoum à aux différents provinces du Soudan.

De même, M. Fakhr El Din a été précédemment occupé le poste du Directeur Général au Ministère Fédéral des Finances au Soudan, ainsi que Directeur Général des contrats et des prêts. Ensuite il a travaillé dans un nombre d'institutions de l'Etat au cours des années précédentes, avant de retourner au Bureau National d'Audit et continuer son travail jusqu'à son occupation du poste de l'Auditeur Général adjoint après avoir reçu toutes les sessions de formation et les sessions d’audit inévitables.

Lamentation dès l'Auditeur Général de l'ISC d'Liberia et l'Auditeur Général Adjoint de l'ISC d'Ouganda

Lamentation de l'Auditeur Général de l'ISC de Libéria Mme. Yusador Gaye

Le Comité de Rédaction de la Revue Africaine de Vérification Intégrée, présente ses sincères condoléances pour le décès de Mme Yusador Gaye, l'Auditeur Général de la République de Libéria qui est décédée le 1er juillet 2021. Elle a présidé l'ISC de Libéria depuis l'an 2014.

Avant sa nomination comme la 1ére Auditeur Général de la République de Libéria, Mme Gaye a travaillé comme Inspectrice Générale dans le corps diplomatique au ministère des affaires étrangères, où elle était responsable à l'inspection des institutions diplomatiques et consulaires du Libéria à l'étranger. Elle a également travaillé comme comptable principale et Conseiller de gestion auprès du trésorier à North Carolina, ainsi qu'auditeur de la banque au comité de la banque North Carolina.

Mme Gaye est titulaire d'une maîtrise en gestion publique de l'Université Centrale de North Carolina, et un baccalauréat en sciences de comptabilité de la faculté st. Augustin de North Carolina. Mme Gaye a été une comptable en management mondiale agrée, membre de Américain Institute of Certified Public Accountants, membre du Conseil d'Etat du North Carolina pour les comptables généraux, membre dans l'Institut Libérien des comptables certifiés et l'association américaine de la gestion générale. Au cours de son mandat d'Auditeur Général de Libéria elle a travaillé pour renforcer la position de l'ISC de Libéria. Ses réalisations ont compris l'inscription du personnel dans les programmes de formation des certificats professionnel et l'alignement des politiques des ressources humaines et de la technologie des informations et des communications (ICT) de l'lSC avec les meilleurs pratiques internationaux.

Mme Gaye a été le président du sous-comité de renforcement des capacités de l'AFROSAI-E.

Lamentation de l'Auditeur Général Adjoint de L'ISC d'Ouganda

Le Comité de Rédaction de la Revue Africaine de Vérification Intégrée présente ses sincères condoléances pour le décès de M. Francis Masuba, l'Auditeur Général adjoint de la Réplique d'Ouganda pour les affaires des sociétés qui est décédé le 27 juin 2021.

M. Masuba a pu joindre Bureau de l'Auditeur Général en 1984 comme auditeur des comptes, ensuite il a occupé plusieurs postes supérieurs y compris le poste de Directeur d'Audit, jusqu'à sa nomination, Auditeur Général Adjoint de la République d'Ouganda des services des sociétés en 2016. A ce poste, M. Masuba a dirigé les affaires financières et administratives, la gestion des ressources humaines et du développement, les services de renforcement technique et la technologie des informations et des services légales, les communications les achats, les services logistiques et l'audit interne.

M. Masuba a reçu une formation approfondie dans plusieurs domaines d'audit, en plus de ses qualifications professionnelles tel que membre de l'Association des experts–comptables agrées (ACCA), et de l'institut juridique

des finances publiques et de la comptabilité. Il a obtenu également son Baccalauréat en commerce, de l'Université Makerere et une maîtrise (MBA) et un dans la gestion des affaires administratives et un diplôme supérieur en comptabilité gouvernementale et gestion (CIPFA) de l'institut de gestion de l'Est et Sud-Africain (ESAMI).

M. Masuba a contribué à l'évolution de l'ISC d'Ouganda, où il a formé le cadre légal de l'indépendance du Bureau de l'Auditeur Général, ce qui a mené à promulguer la loi de l'audit national de 2008. Dès 1998, il a travaillé au développement de l'audit de la valeur contre l'argent, de même il a évolué le système d'informations administratifs de l'ISC d'Ouganda.

M. Masuba a été également le chef du projet pour l'amélioration des circonstances dans les branches des bureaux de l'ISC, et a joué un rôle majeur dans l'amélioration de la direction, dans les branches des bureaux du niveau du premier auditeur au niveau d'auditeur principal.

AFROSAI
AFROSAI
أفروساي